

L'ASIE FRANÇAISE

BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Publié sous la direction de M. Robert de Caix de Saint-Aymour

avec la collaboration de MM. Jean-Louis Deloncle; Henri de Peyerimhoff de Fontenelle; Charles Mouray; Edouard Payen; Paul Labbé; J.-H. Franklin, etc.

Adresser toutes les communications relatives à la rédaction au *Bulletin du Comité de l'Asie Française*, Paris, 19-21, rue Cassette. — Téléph. 732.84. Adresse télégr. : COMASIE PARIS.

SOMMAIRE

Le Comité : Le dîner annuel du Comité.....	209
— Déjeuner en l'honneur de la mission Legendre..	213
— Evolution et révolution en Chine.....	213
La question des emprunts chinois, par ROBERT DE CAIX.....	219
L'unité de pensée et l'unité d'action nécessaires en Indochine, par CH. FOURNIER-VAILLY.....	223
La question de l'alcool en Indochine, par ROBERT DALCAN et CH. FOURNIER-VAILLY.....	232
Le transpersan, par M. S.....	235
En Afghanistan, par C. M.....	238
L'exploration du Haut-Assam, par CHARLES-EUDE BONIN.....	239
Indochine. — La mort de M. Henri Malan. — Les services maritimes. — Le mouvement commercial du port d'Haiphong en 1911. — La voie d'accès du port d'Haiphong. — La contrebande de l'opium par navires de commerce. — Le Groupe de l'enseignement indochinois en France. — Les travaux en régie en Cochinchine. — Les caisses locales des retraites. — Une surprenante circulaire.....	240
Siam : Les lois militaires. — Une interview du ministre de la Guerre. — Municipalités.....	246
Levant. — La nomination du nouveau gouverneur général du Liban. — Le chemin de fer de Bagdad.....	248
Extrême-Orient. — Chine : La retraite de Tang Chao Yi. — Les désordres. — L'achèvement de la ligne Tientsin-Poukoo. — La situation en Mongolie, au Turkestan et au Tibet. — Les défenses allemandes de Tsing-tao. — Le projet du chemin de fer de Lang-tchéou. — Le développement commercial et industriel de la Chine nouvelle. — La question de l'opium. — La future assemblée nationale.....	249
Japon : Le prix du riz.....	253
Perse : La situation intérieure. — A la frontière turco-persane.....	253
Asie Russe : Les projets de chemins de fer. — Le coton au Turkestan.....	254
Asie Anglaise : Les coulis hindous dans la Malaisie Britannique.....	254
Philippines.....	255
Nominations officielles.....	255
Bibliographie.....	256
CARTE	
Les chemins de fer en Perse.....	236

LE COMITÉ

LE DINER ANNUEL DU COMITÉ

Le dîner annuel du Comité de l'Asie Française a eu lieu le 6 juin, au Grand-Hôtel, sous la présidence de M. Emile Senart président, assisté de M. Eug. Etienne, de M. Guillaïn, du marquis de Moustier, et du marquis de Reverseaux, vice-présidents.

A la table d'honneur avaient pris place : M. Lebrun, ministre des Colonies; Son Exc. Samad Khan, ministre de Perse; Son Exc. M. Adatci, chargé d'Affaires du Japon; l'hon. L. D. Carnegie, conseiller de l'ambassade d'Angleterre; M. le baron d'Asbecke conseiller de la légation des Pays-Bas; l'amiral O. von Truppel, vice-président de la Deutsch Asiatische Gesellschaft; M. le commandant Pontus, secrétaire général de la Société sino-belge et de la Société belgo-japonaise; M. de Roubaix, représentant de la Société royale de Géographie d'Anvers; S. A. I. le prince Roland Bonaparte, président de la Société de Géographie; et M. le prince d'Arenberg, président du Comité de l'Afrique Française.

M. Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, était représenté par le directeur du Cabinet, M. Daeschner, et M. Millerand, ministre de la Guerre, par le commandant Buat.

Assistaient encore au dîner : MM. G. Ancel, général Archinard, Auriol, J. Bacot, A. Ballande, E. Barbier, L. Bartholin, prince de Béarn, Béral, V. Bérard, général baron Berge, Ed. de Billy, L. Boissonnas, L. Bougère, Paul Boyer, de Brinon, A. Bruno, Robert de Caix, G. Calmann-Lévy, Cambefort, Campain, J. Chailley, E. Chavannes, A. Chéradame, général Chérif Pacha, L. de Contenson, H. Cordier, vicomte de Courcy, R. David, A. Decrais, Delignon, lieutenant Dessirier, général Dodds, P. Doumer, commandant Driant, Dubail P. Duchesne-Fournet, Finot, Foucher, François Marsal, J.-H. Franklin, commandant Frézard, L. Ganderax, comte de Germiny, Ch. Gimon, J. de Gontaut-Biron, A. Grandidier, de Grandmaison, général de

Grandprey, P. Guesde, J. Harmand, prince d'Hénin, amiral Human, G. Johnston, Jung, Paul Labbé, comte de Labry, Lunet de Lajonquière, Lallemand, général Lebon, P. Leroy-Beaulieu, R. G. Lévy, G. Leygues, Lionel-Marie, comte de Ludre, C. Madrolle, W. Martin, J. Mesnier, A. Mévil, général Michel, Ch. Michel Côte, Ed. de Montjou, de Montplanet, René Moulin, A. Muteau, Etienne de Nalèche, Ludovic Naudeau, vicomte Newproski, commandant d'Ollone, Denis Pérouse, de Peyerimhoff, Ch. Georges-Picot, F. Pila, René Pinon, Dr Poix, Ch. Prêtre, Raindre, Ch. Reinach, Rouleaux-Dugage, Albin Rozet, R. de Saint-Pierre, Marcel Sauvé, Ch. Schefer, E. Schlumberger, S. Simon, Soulange-Bodin, général Sucillon, André Tardieu, Terneaux-Compans, A. Terrier, comte de Tervés, marquis de Turenne, comte de Vauréal, E. Vincent, de Warren.

Au dessert, le président M. Senart a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

Le Comité de l'Asie française fête aujourd'hui sa douzième année d'activité.

J'aimerais à profiter de cette occasion pour vous présenter un raccourci des événements qui ont marqué si profondément les derniers temps dans son domaine et dont le développement encore mystérieux, parfois menaçant, fixe l'attention universelle. Mais à entreprendre cette tâche, j'abuserais cruellement de votre patience ; l'histoire du reste veut plus de recul, et la prophétie n'est pas mon fait.

Les ambitions de notre œuvre sont plus modestes. Nous entendons surtout renseigner le public attentif sur les questions principales qui, successivement, se posent, du point de vue économique et politique, en Asie. En les coordonnant, en en passant la revue méthodique, nous pensons aider à la tâche si lourde qui incombe au gouvernement, chargé de tenir constamment, sans défaillance et dans un juste sentiment de leur importance relative, son action tendue vers tant d'objets qui n'inspirent au grand public qu'un intérêt intermittent et spasmodique.

La tâche demeure infinie. Elle n'embrasse pas seulement de graves problèmes d'administration pour les territoires, soumis à notre pouvoir direct, des problèmes de politique internationale pour tout un continent où s'enchevêtrent tant d'intérêts concurrents et complexes ; chez des peuples si différents de nous, dont plusieurs se sont ouverts si tardivement à une action un peu profonde de l'Occident, tout est encore si conditionné par la tradition que l'investigation du passé ne saurait, sans un dommage essentiel, rester étrangère à ceux qui prétendent en pénétrer le présent.

En vérité, Messieurs, entre l'ampleur de notre objet et l'insuffisance de nos moyens, la disproportion serait décourageante, n'était le sentiment qu'une action même limitée vaut mieux que l'inertie, n'était l'espoir aussi de conquérir peu à peu, par une prise plus large sur l'esprit public, des ressources plus puissantes pour l'action.

Les circonstances à cette heure compliquent notre entreprise. L'immense horizon que nous voudrions embrasser se présente sous un jour moins serein que ne souhaiterait notre désir de connaissance claire et de progrès pacifique, entre des rives occidentales où se propage le crépitement d'une guerre qui trouble à la fois des intérêts considérables et inquiète des sympathies accoutumées parmi nous à aller d'un mouvement parallèle à l'un comme à l'autre des belligérants, — et toute cette masse qui, à l'Orient extrême, est si profondément secouée par une révolution dont nul sans doute ne peut prévoir encore les consé-

quences, ni mesurer les réactions. Nos vœux à nous ne se peuvent élever que pour la paix et le développement ordonné.

Il est du moins permis, malgré l'ardeur des concurrences et les incertitudes actuelles, d'espérer quelque chose pour l'apaisement progressif de l'activité qui tend à multiplier, dans toutes les directions de l'Asie, les voies de pénétration, de communication rapide. Tous les symptômes ne sont pas inquiétants.

Un puissant empire s'est, aux rivages du Pacifique, fortement assis sur des bases de civilisation occidentale ; nous avons dernièrement salué avec satisfaction la convention commerciale que notre pays a conclue avec lui, et qui, succédant à plusieurs autres, atteste ses vues progressives. Elles resserrera des sympathies que nous nous plaisons toujours à fortifier.

Même dans l'état si troublé de la Chine on a sans doute le droit de se promettre que l'entente générale, s'achevant par l'accession de la Russie et du Japon entre toutes les puissances, profitera non seulement aux intérêts des tiers mais à la stabilité du régime nouveau lui-même, mis en garde contre le danger des impatiences et des entraînements.

Nous voyons fonctionner correctement les accords conclus entre nos amis de Russie et de Grande-Bretagne ; ils aident, pour le plus grand bien de la Perse, à y assurer ces progrès de l'ordre, de l'efficacité du pouvoir central qui paraissent s'être accusés dans les derniers temps. Les bruits qui ont couru d'une entente, où la France aurait sa place, en vue de l'exécution du chemin de fer transpersan réveillent des prévisions favorables pour cette grande œuvre ; grande deux fois, car elle rapprochera singulièrement de notre horizon l'Inde encore lointaine et toujours prestigieuse ; elle entraînera sûrement dans le rythme normal du développement universel ce pays de Perse couronné d'antique gloire et où, pour notre part, nous attachons tant de prix à multiplier et à accélérer des enquêtes archéologiques qui ont été déjà si fécondes.

Souhaitons que, dans l'Asie antérieure, les conventions récentes relatives à la section du golfe du chemin de fer de Bagdad ouvrant la voie à des combinaisons nouvelles, la vaste entreprise s'achève dans un accord satisfaisant pour tous.

Souhaitons aussi que le petit réseau des chemins français de Syrie continue par un fonctionnement et un développement normal à jouer son rôle légitime dans la mise en valeur du Levant méditerranéen.

A l'autre bout du continent, c'est le chemin de fer de l'Amour qui, sous l'impulsion active de la Russie, étend le tronç puissant de la voie transsibérienne, fortifié et amélioré avec une intelligente sollicitude.

Comment jeter un regard, si hâtif qu'il soit, sur les vicissitudes de l'Asie sans saluer le spectacle mémorable qu'a donné au monde le couronnement à Delhi de l'empereur et de l'impératrice des Indes ? sans espérer que cette solennité, jointe aux mesures gouvernementales qui l'ont accompagnée, marquera le point de départ d'une complète accalmie, d'une nouvelle ère d'entente durable, féconde à la fois pour tous, gouvernants et gouvernés ?

Vous ne l'ignorez pas, Messieurs, dans les questions qui touchent à l'administration directe des populations asiatiques, notre Comité a toujours aimé à s'inspirer, non certes d'un esprit de faiblesse, mais d'un esprit de justice et de sincère bienveillance, tendant à une collaboration mesurée avec les indigènes. Maniée avec sagesse, cette politique qui, sans doute, réclame beaucoup — et c'est leur honneur — de ses organes d'exécution, nous paraît à la fois la seule qui soit digne d'une civilisation consciente de ses responsabilités et la plus propre à ménager tous les intérêts qui sont en cause. Nous ne doutons pas que, de plus en plus, nos actes de gouvernement, dans nos

possessions d'Indochine, ne s'orientent dans ce sens; nous ne pouvons nous défendre de nous réjouir, comme d'un témoignage opportun, de dispositions que nous savons favorables, de la mesure équitable qui, en dégageant la colonie de 3 millions et demi de dépenses militaires, permettra de donner, sans charges nouvelles, plus d'élasticité aux prévisions de dépenses productives.

En deux façons, par les collaborations qu'elle institue et par les sympathies qu'elle suscite à l'égard des populations dont elle scrute le passé, la recherche scientifique, calme et désintéressée de sa nature, est pour exercer une influence pacifiante. Elle n'a pas seulement sa place d'honneur marquée dans l'immense inventaire que prétend dresser la science de nos jours; elle est un des aspects indispensables de l'information, même tournée vers l'actualité. La France, et notre Comité en particulier, se sont appliqués à acquitter à cet égard leur dette envers de glorieuses traditions.

Si j'avais le loisir de céder à la pente des habitudes professionnelles, j'aimerais, Messieurs, à montrer au centre de l'Asie toutes les nations de haute culture associées en une émulation généreuse, non plus en vue d'opérations profitables, mais pour la conquête laborieuse des reliques de l'histoire lointaine, à signaler les découvertes qui, poursuivies parallèlement dans plusieurs centres d'étude, de jour en jour rapprochent davantage de nous des races en apparence séparées, retrouvant au fond du Turkestan chinois des idiomes proches parents des nôtres, suivant à la trace les courants d'influence artistique, d'action religieuse venus d'Occident pour se propager en ondes affaiblies jusque sur les plages orientales les plus lointaines, nous familiarisant enfin de proche en proche avec les croyances, la culture et les destinées de toute une humanité qu'il nous est devenu impossible de considérer aussi légèrement, aussi dédaigneusement que nos aînés.

C'est seulement par l'exploration scientifique, soit actuelle soit rétrospective, que notre Comité avait jusqu'ici mêlé une certaine activité pratique à son rôle de conseiller et d'informateur. Il a cru cette année devoir se départir de cette réserve en faveur d'une idée d'humanité et d'un devoir français qui lui a paru urgent. Il a donné son concours empressé à la souscription qui va permettre de compléter notre œuvre de Beyrouth par la construction d'un hôpital qui manquait à la fois à l'enseignement de notre Faculté de médecine et au soulagement de populations vis-à-vis desquelles leur attachement traditionnel à la France impose à notre gouvernement et à tous les Français des obligations pressantes. Je ne saurais négliger, ce soir, l'occasion qui m'est offerte de remercier de leur concours ceux qui nous ont si activement aidés de leur parole, de leur bourse, de leur influence: je veux embrasser toutes la presse dans l'hommage qu'il m'est très agréable de rendre au bureau de son syndicat, et je ne puis passer sous silence la libéralité si éclairée et si large que nous avons rencontrée de la part des pouvoirs publics, de la part aussi de plusieurs initiatives privées particulièrement généreuses. A l'œuvre dès à présent en voie d'exécution, à ses dévoués promoteurs, j'envoie des vœux de prompt succès qui, j'en suis certain, trouveront parmi vous un vibrant écho.

Mes remerciements, Messieurs, ne sauraient s'arrêter ici.

Ils vont d'abord à M. le ministre des Colonies qui a bien voulu, avec une si parfaite bonne grâce, représenter parmi nous le gouvernement et nous apporter l'encouragement de sa sympathie.

Je n'ai garde d'oublier que M. le président du Conseil, M. le ministre de la Guerre et M. le ministre de l'Instruction publique avaient, eux aussi, accepté notre invitation avec l'empressement le plus obligeant. S'ils ont été, au dernier moment, empêchés de venir, les termes mêmes

dans lesquels ils se sont excusés, s'ils ne peuvent faire taire nos regrets, obligent assurément toute notre gratitude.

Ai-je besoin de dire combien nous sommes sensibles à la présence des chefs de missions diplomatiques qui, fidèles à des traditions de bienveillance pour nous très précieuses, sont venus s'asseoir à notre table.

Nous aurions souhaité y grouper en grand nombre des représentants étrangers, soit des sociétés analogues à la nôtre, soit des préoccupations qui nous animent et des objets que nous poursuivons. Des circonstances contraires nous ont privés de plusieurs sur qui leur acceptation gracieuse nous permettait de compter. Je suis du moins autorisé à être l'interprète des regrets de S. A. I. le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, l'auguste président de la Société impériale russe de Géographie, trop rapidement rappelé à Moscou, de sir Mortimer Durand, le distingué président de la Société asiatique de Londres, qu'une indisposition confine au logis.

Ces déceptions sont pour donner encore plus de prix à l'avantage qui nous échoit de posséder, en la personne de S. E. l'amiral von Truppel, un délégué éminent de la Société asiatique allemande et de remercier cette puissante association de l'initiative qu'elle a obligeamment prise en nous conviant à plusieurs de ses réunions annuelles. Nous sommes particulièrement touchés de la présence de M. Carnegie, conseiller de l'ambassade britannique, et de M. le baron d'Asbeck, conseiller de la légation des Pays-Bas, qui n'ont pas voulu que les grandes puissances asiatiques qu'ils personnifient si dignement manquassent, même involontairement, à ce rendez-vous. En M. le commandant Pontus, l'actif secrétaire des Sociétés sino-belge et sino-japonaise, en M. Roubais, délégué de la Société de Géographie d'Anvers, nous nous plaisons à saluer des interprètes autorisés de cette belle activité économique dont nos excellents voisins de Belgique donnent en tant de régions de l'Asie de vaillants exemples.

Nous estimons qu'il est avantageux et aisé que des sociétés de nationalités diverses se rencontrent dans une confraternité courtoise.

Nous sommes une simple association privée, indépendante, où les opinions diverses voisinent à l'aise et se fondent dans le patriotisme commun. Comment ne nous réjouirions-nous pas des témoignages d'intérêt qui, accordés par le gouvernement à notre œuvre, attestent que notre indépendance n'est pas brouillonne, mais zélée à servir librement les intérêts permanents du pays; et si notre patriotisme, jaloux de nos droits, mais respectueux de ceux des autres, si notre volonté d'information sincère et objective nous conquiert, de la part de nos émules, quelques marques d'estime indulgente, nous sentons vivement l'honneur qui en rejaillit sur notre œuvre.

Je suis sûr, Messieurs du Comité, d'être votre interprète fidèle en portant dans un sentiment de respectueuse et reconnaissante cordialité la santé de nos hôtes.

L'amiral O. Von Truppel, vice-président de la Deutsch Asiatische Gesellschaft, a ensuite remercié en ces termes le président et le Comité de l'Asie Française :

Monsieur le Président, Messieurs !

Je suis chargé par l'Association asiatique allemande de transmettre au Comité de l'Asie Française ses remerciements pour cette aimable invitation à la fête d'aujourd'hui. J'ai en même temps à vous exprimer les regrets les plus vifs du président de notre association, sœur de la vôtre, M. le Feld-Maréchal baron von der Goltz, qui n'a pu se rendre en personne à votre invitation ainsi qu'il aurait été heureux de le faire.

En vous remerciant de tout mon cœur de l'accueil tout

aimable que j'ai trouvé ici chez vous et de la part de votre président, en qualité de représentant de l'Association asiatique allemande, je me permets de répéter les mots si significatifs que prononçait l'an dernier à Berlin votre représentant au banquet de notre Société, paroles qui trouvèrent un écho très sympathique dans les cœurs de nos compatriotes. Votre représentant, M. le vicomte de Caix de Saint-Aymour, disait : « Nous estimons que cette confraternité de nos deux associations, inaugurée par ces invitations, ne doit pas se borner au domaine du sentiment et des cordialités, mais qu'elle montre qu'il conviendrait de l'étendre de nos diverses associations asiatiques d'Europe aux intérêts mêmes qu'ils représentent. Nous sommes persuadés que rien ne servirait mieux ces intérêts qu'une coopération sincère ».

Messieurs, les grands événements historiques que nous avons vu se dérouler en Chine devant nos yeux ont donné à ces paroles prophétiques une confirmation remarquable et une signification d'actualité qui s'étend même au delà du cadre de nos associations. En effet, aussi bien dans la neutralité unanime observée par les puissances vis-à-vis des événements politiques en Chine, que dans les négociations qui se traitent maintenant au sujet d'un nouvel et important emprunt, s'est confirmée parfaitement, selon ce qu'on a ouï dire, cette coopération sincère entre les puissances et surtout entre les groupes intéressés, français et allemand.

Messieurs, c'est vraiment un but très beau pour toutes nos Associations asiatiques que de travailler en coopération sincère et en confraternité à la solution des questions asiatiques. Et — pour me servir encore des paroles de votre représentant de l'an dernier — « dans cet esprit à la fois positif, raisonné et cordial de confraternité », je lève mon verre à nos hôtes, au Comité de l'Asie Française, à sa prospérité et aussi en l'honneur de son distingué président.

Enfin M. Lebrun, ministre des Colonies, parlant au nom du gouvernement, a fait les déclarations suivantes :

Messieurs,

J'éprouve comme vous ce soir une vive déception. J'avais pensé m'asseoir modestement aux côtés de M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, et entendre une fois de plus — pourrait-on s'en lasser jamais — la voix enchanteresse de ce maître de la parole et de la pensée. Mais il n'est point venu, et je suis par lui expressément chargé de vous porter ses excuses et ses regrets. La tâche qui le retient à cette heure est de celles dont on peut à coup sûr invoquer les lourdes obligations sans éveiller chez ses hôtes le moindre soupçon. Je ne manquerai pas, Messieurs, de lui reporter l'expression fidèle des sentiments de sympathie que son nom a rencontrés parmi vous, et de lui dire l'accueil digne de vous et de lui dont vous n'eussiez pas manqué de l'entourer s'il avait pu venir s'asseoir à votre table.

Pour ma part, je me félicite de l'occasion qui s'offre à moi de remercier le Comité de l'Asie Française de l'œuvre si intéressante, si utile, qu'avec une tenue si haute et si digne il poursuit depuis douze années, et d'apporter à ses principaux collaborateurs, groupés ici ce soir, les encouragements du gouvernement.

Je n'oserais prétendre, dans ces quelques instants, décrire votre œuvre et en montrer la grandeur. Mais quel spectacle que celui de ce vénérable continent sur lequel s'étend son action, dont le front se confond avec le mystère des glaces éternelles, sur le flanc duquel court une ceinture sinistre de déserts terrifiants, et qui baigne dans les

chaudes brumes de l'océan Indien des royaumes de féerie. C'est là que se trouve le berceau de l'humanité, là que se dressent les plus magnifiques monuments du génie humain. C'est vers l'Asie ancestrale que se sont tournés tous ceux qui ont illustré l'Europe de leur gloire, conquérants, explorateurs, commerçants, savants, comme si tous espéraient que leurs efforts patients ou gigantesques découvrirait dans ce continent la clef des mystérieuses destinées de l'humanité.

Messieurs, suis-je trop orgueilleux pour mon pays en revendiquant pour lui une part prépondérante dans ce noble élan ? C'est la France qui, au moyen âge, éveilla l'Asie-Mineure par le cliquetis d'armes de sa chevalerie : Pondichéry, Chandernagor, témoignent de la grandeur de l'œuvre française en Hindoustan. C'est la France qui, en brisant la barrière de Suez, a permis à la civilisation européenne de féconder l'Extrême-Orient assoupi dans la tradition. Enfin, et comme pour marquer la vigueur toujours jeune de son génie, elle vient, dans un effort d'un demi-siècle à peine, de pacifier l'Indochine et de transformer ce pays déchiré par les luttes intestines en une des plus belles et des plus riches colonies du monde.

Messieurs, si je me suis plu à rappeler ce passé, ce n'est pas seulement pour en exalter la gloire, c'est surtout pour en conclure que notre nation n'a jamais pu causer d'inquiétude à personne, et qu'aucune arrière-pensée n'a jamais terni le rayonnement de notre patrie dans ces pays lointains.

Aussi bien, mon cher Président, sous votre bannière, tous les Français peuvent s'unir : les hommes de science comme les hommes d'action, les colons, les officiers, les fonctionnaires, et pour que votre œuvre fût populaire et recueillît une unanime approbation, il suffisait qu'elle fût connue.

Grâce à vos efforts personnels — je dois à la vérité de vous rendre cet hommage — grâce aux efforts de ceux qui furent les premiers artisans de l'œuvre, la période difficile des débuts est victorieusement franchie. Que votre Comité continue sa patiente besogne.

Par les missions qu'il suscite ou subventionne et qui s'en vont au cœur du continent asiatique, au prix de quelle vaillance et trop souvent, hélas ! de quels dangers — nous en avons encore hier de douloureux exemples — pénétrer les secrets qu'en bien des points recèle ce monde immense ; par les recherches qu'il poursuit dans nos possessions elles-mêmes ; par les études qu'il publie dans son Bulletin, études si attachantes tout ensemble par le haut désintéressement qui les inspire, et le constant souci qu'elles révèlent de bien servir la chose publique en faisant apparaître la vérité, par tout cela, le Comité de l'Asie Française peut vraiment se flatter d'être comme le rendez-vous intellectuel de tous ceux qui, en France, s'intéressent aux choses d'Asie et qui se consolent de ne pouvoir aller les étudier sur place par la représentation fidèle, imagée et vivante, que, chaque mois, leur en apportent les pages du Bulletin.

Et ne voyez pas dans ces paroles un hommage banal, et pour ainsi dire obligé, rendu à votre œuvre par votre hôte de ce soir : nul n'a plus que lui le droit de les tenir, car il peut vous confier que, fidèle lecteur du Bulletin depuis son origine, il lui doit le meilleur de ses connaissances des choses d'Asie, et aussi une bonne partie de la passion coloniale qui l'anime. Et ce n'est pas seulement de sa part rendre un hommage à la vérité que de faire ce geste, c'est aussi payer une dette qu'il est très heureux d'acquitter ce soir.

Vous avez, Monsieur le Président, évoqué les grands événements d'Asie qui, à l'heure présente, préoccupent l'opinion européenne, et vous avez montré le rôle que la France, dans un intérêt supérieur de civilisation et de paix, est appelée à y jouer. Vous me permettrez de n'y pas

insister. Ce sont là choses qui sortent de mon domaine, et je craindrais, en m'y aventurant, de n'y pas apporter la précision nécessaire. Mais vous avez aussi, et ceci me touche de plus près, parlé de notre Indochine. Dès le premier jour, votre Comité a compris qu'elle n'était pas seulement précieuse pour notre pays en tant que colonie, que ce beau et riche domaine n'était pas seulement un marché privilégié pour les produits de notre commerce et de notre industrie, un débouché de premier ordre pour nos capitaux aussi bien que pour l'esprit d'entreprise de nos colons, mais que c'était aussi un merveilleux instrument de développement de notre influence en Extrême-Orient.

Et en dirigeant votre effort en ce sens, votre clairvoyance a sagement agi. Depuis quelques années, les prodigieux événements dont l'Asie Orientale a été le théâtre ont singulièrement transformé les éléments du problème colonial dans cette partie du monde. La rénovation intérieure du Japon et l'avènement de l'Empire du Soleil-Levant au rang des grandes puissances, le développement grandissant du Siam, des Philippines, aussi bien que la révolution chinoise, ont précisé et accentué les directions dans lesquelles notre politique doit s'exercer en Indochine.

A mesure que s'accomplissaient les événements auxquels je viens de faire allusion, il est devenu de plus en plus évident que l'Indochine ne deviendrait le foyer de rayonnement économique et d'influence française qu'elle doit être au milieu de tous ces peuples voisins qui se tournent de plus en plus vers l'Europe pour y trouver les éléments d'une vie nouvelle, qu'à la condition d'obtenir des indigènes une collaboration étroite à l'œuvre de colonisation entreprise par la France dans leur pays. La nécessité d'observer à leur égard une politique indigène fondée sur une loyauté et une confiance réciproques s'est donc imposée avec une force nouvelle, en même temps qu'apparaissait l'obligation des réformes indispensables pour la pratiquer avec fruit.

Cette politique indigène, vous en avez tout à l'heure, Monsieur le Président, défini le caractère, quand vous avez dit qu'elle devait s'inspirer d'un esprit de justice et de bienveillance.

Est-il besoin d'ajouter que nous nous inspirons chaque jour davantage de ces principes et qu'en particulier le souci d'une distribution plus égale de la justice, aussi bien que de l'organisation d'une fiscalité plus équitable, sont les deux idées essentielles que s'efforce de pratiquer notre administration? Je me plais à penser que les mesures prises pendant ces derniers mois en Indochine sont de nature à vous réjouir à ce point de vue. Depuis de longues années déjà, vous meniez le bon combat pour obtenir une répartition plus égale des charges fiscales sur la population, pour demander à nos agents de tous grades une connaissance approfondie des langues indigènes, de façon à leur permettre de vivre en contact direct avec les populations soumises à leur autorité; vous réclamiez le développement, par des mesures appropriées, des grands travaux d'irrigation dans ce pays où l'eau et le soleil sont les éléments essentiels de toute richesse agricole. De récents décrets et le projet d'emprunt actuellement soumis au Parlement vous montrent que vos désirs ont été entendus. C'est la meilleure démonstration que l'on puisse faire de l'utilité de vos efforts.

En terminant, Messieurs, laissez-moi exprimer le vœu de vous voir continuer pendant de longues années à apporter, avec un égal dévouement, la même compétence éclairée, la même collaboration quotidienne à la grande œuvre que nous poursuivons tous avec le noble souci de rendre la patrie plus grande et plus forte. Fidèles au même idéal colonial, nous resterons ainsi dans la tradition généreuse de notre pays, de cette France qui, selon la belle expression de Renan, s'honore d'être « l'ingé-

nieuse, prompt et vive initiatrice du monde à toute idée grande et généreuse ».

Et, Messieurs, pour laisser à cette manifestation son véritable caractère, je ne veux pas finir sans adresser, après Monsieur le Président, un salut aux hautes personnalités étrangères, diplomates ou savants, qui nous ont fait l'honneur de s'asseoir à notre table, et sans leur dire le prix qui s'attache à leur présence, où il nous plaît de voir une affirmation du concours mutuel que se veulent prêter les peuples pour « cette ascension dans l'ordre matériel et moral » dont parlait tout à l'heure M. Senart.

DÉJEUNER

EN L'HONNEUR DE LA MISSION LEGENDRE

Le Comité de l'Asie Française a reçu, le 26 juin, en un déjeuner intime au restaurant Ledoyen, le Dr Legendre et ses compagnons de mission en Chine, le capitaine Noiret et le lieutenant Dessirier. La réunion était présidée par M. Senart, président, assisté de M. Guillaïn et du marquis de Reverseaux, vice-présidents du Comité. Étaient présents : S. A. I. le prince Roland Bonaparte, M^{me} Isabelle Massieu et MM. Ancel, Bacot, H. Cordier, Robert de Caix, Chavannes, baron L. de Contenson, Finot, J.-H. Franklin, Gout, baron Hulot, général Lebon, Le Myre de Vilers, comte de Labry, général de Lacroix, baron A. de Mandat-Grancey, Ch. Madrolle, Louis Marin, Ch. Georges-Picot, Paul Pelliot, baron Roulleaux-Dugage, commandant de Thomasson, A. Terrier.

ÉVOLUTION ET RÉVOLUTION EN CHINE

Le Comité et un grand nombre de nos adhérents de Paris se sont réunis le 22 mai pour entendre M. Jean Rodes, récemment rentré d'une mission en Extrême-Orient, qui a fait devant eux la Conférence que voici :

Mesdames, Messieurs,

J'ai à vous parler de l'évolution et de la révolution en Chine. C'est un sujet extrêmement vaste, je serai forcé de passer très vite et de m'en tenir à un simple exposé.

Le mouvement d'évolution de la politique chinoise remonte assez haut. En fait, les premières préoccupations réformistes du gouvernement chinois datent des premiers contacts politiques avec les Européens, au XIX^e siècle. Après les guerres malheureuses qui eurent lieu avec l'Angleterre et la France, plus tard avec le Japon, le gouvernement de Pékin avait déjà eu conscience de certaines améliorations nécessaires, mais le mouvement d'évolution n'a commencé très effectivement qu'après 1900 et surtout après la guerre russo-japonaise. Je me trouvais en Mandchourie pendant la guerre, je m'arrêtai également dans la Chine du Nord, et je pus constater l'impression profonde que les premiers résultats du conflit produisaient sur les Chinois. J'eus à cette époque l'occasion de voir, à Tien-tsin, Yuan Chi Kai qui se préoccupait de faire de grandes réformes dans l'armée. Je revins en Chine trois ans après, en 1907. Je me rendis d'abord à Pékin pour y étudier la situation politique, puis je parcourus les provinces pour me rendre compte de l'état du pays et aussi de l'état d'esprit des Chinois et des changements qui avaient pu se produire dans leur mentalité. A Pékin,

je constatai l'existence d'un vaste plan de réformes. Il y avait des programmes bien conçus, des projets nettement établis, car il ne faut pas croire que les Chinois soient inaptes à faire des travaux de ce genre, ils y sont au contraire brillants, c'est d'ailleurs le seul côté où ils le soient; il s'agit là, surtout pour eux, d'une composition académique, d'un travail littéraire dans lequel ils excellent. Quant à ce qui avait été fait, c'est autre chose. On avait si peu réalisé de tous ces grands projets que tout cela restait à peu près théorique; on avait réformé les programmes et les méthodes de l'enseignement, mais sans un bon résultat; en dépit de nombreux décrets, bien des choses, réformées ou supprimées: justice, esclavage, etc., subsistaient sous leur ancienne forme. Les seuls résultats sensibles se constataient dans la question de l'opium et dans l'organisation moderne de l'armée du Nord.

Déjà pourtant la grande question de la réforme constitutionnelle était posée. On avait conclu un peu trop simplement peut-être que les Japonais avaient triomphé de la Russie parce qu'ils s'étaient donné un régime parlementaire, et on voyait dans l'établissement d'une constitution le gage d'une régénération et la certitude de reprendre le rang que la Chine avait occupé autrefois. En réalité, j'ai eu l'impression à ce moment que le gouvernement n'avait pas tant d'ambition et que sa pensée était surtout de se servir de ce projet pour donner satisfaction aux réformistes avancés et empêcher certains éléments progressistes de s'aiguiller vers le parti révolutionnaire, avec l'intention secrète de la réaliser au minimum en la maintenant dans l'impuissance et au besoin de l'escamoter. Il y eut un premier décret en septembre 1906, puis quelques autres qui paraissaient au gré des mouvements modernistes et des fluctuations de la politique extrêmement complexes de la Cour. Ces fluctuations furent marquées par des manifestations assez sensationnelles, telle la première disgrâce de Yuan Chi Kai à la fin de 1906. La réforme faisait néanmoins son chemin, tout au moins au point de vue théorique, et elle aboutissait, à l'été de 1908, à un projet de réformes qui devaient précéder et préparer l'établissement de la Constitution.

On en était là lorsque se produisit, au début de novembre de la même année, la mort mystérieuse et simultanée de l'impératrice douairière et de l'empereur Kouang Siu. L'empire passait aux mains d'un enfant de trois ans, Siuen Tong, fils du prince Tcheng, frère du précédent souverain. Le prince Tcheng, auquel fut confié la Régence, adopta l'attitude des prédécesseurs souverains. Il adopta tous leurs plans de réformes, fit, lui aussi, de beaux décrets et maintint, pour l'établissement de la Constitution, le délai de neuf ans. Entre temps, il disgraciait de nouveau Yuan Chi Kai, ce qui, malgré toutes les assurances réformistes et toutes les bonnes intentions marquées dans de nombreux décrets, pouvait être considéré comme un triomphe de la réaction. La coterie des Mandchoux conservateurs devenait plus puissante que jamais à la Cour. Comme par le passé, la direction des affaires, l'application des réformes et la préparation des lois constitutionnelles étaient laissées aux pires réactionnaires, à des hommes comme le vieux prince Tsing, doyen de la famille impériale, et Na Tong, vrais représentants de la vieille Chine, dans le plus mauvais sens du mot. Cela dénotait la persistance d'une mentalité singulièrement archaïque et peu faite pour favoriser les réformes. C'est pourquoi j'emportai, de ce premier voyage d'études, l'impression que s'il y avait des projets de transformation et même un plan bien ordonné, tout cela restait à peu près à l'état théorique et, sur la réorganisation financière et bureaucratique comme sur la grande réforme constitutionnelle, la sincérité de la Cour m'apparaissait très douteuse.

Je suis revenu en Chine à la fin de 1910, pour me rendre compte du chemin qui avait été parcouru depuis deux ans.

En dépit de l'obstruction sourde des milieux réactionnaires, tout puissants auprès du Trône, la réforme constitutionnelle, dont je veux surtout vous parler aujourd'hui, avait en effet suivi son développement normal et s'était même accentuée d'une façon que n'avait certainement pas prévue à l'origine le gouvernement de Pékin. Les Conseils provinciaux, créés par l'impératrice douairière, s'étaient réunis, pour la première fois à l'automne de 1909, et le Sénat provisoire avait également inauguré ses travaux, un an plus tard. Les conseils provinciaux avaient été constitués avec des précautions et des garanties qui semblaient devoir assurer toute tranquillité. Leurs membres, élus au suffrage restreint, censitaire et capacitaire, devaient, pour être définitivement admis à faire partie de ces Assemblées, recevoir l'estampille officielle: ils devaient être agréés par les préfets et les vice-rois ou gouverneurs. De plus, leurs attributions étaient très limitées, elles étaient purement consultatives et ne pouvaient s'exercer que sur des points administratifs et financiers relatifs à la province. Les questions de politique générale, intérieure et extérieure leur étaient rigoureusement interdites. Or, dès le début, ils sortirent des limites qui leur avaient été ainsi tracées, en faisant, de l'établissement immédiat du régime constitutionnel, la première de leurs revendications. De ce fait, ils devinrent, dans tous les grands centres de l'Empire, de véritables centres d'une agitation d'autant plus vive qu'ils subissaient partout l'influence de la jeunesse des écoles très effervescente et indisciplinée. C'est ce qui a pu faire dire à ce moment-là, en présence de l'impuissance des autorités, que la Chine était en réalité gouvernée par des gamins.

Quoi qu'il en soit, dès la clôture de leur première session, les Conseils provinciaux envoyaient, à Pékin, des délégués avec la mission de réclamer la convocation d'une Assemblée nationale. Dès les premiers jours de 1910 les délégués adressèrent une pétition dans ces sens au Trône qui commit la faiblesse de la retenir. Le Régent répondit, il est vrai, en maintenant le délai de neuf ans, mais les délégués, encouragés par cette demi-passivité et par le manque d'énergie de la Cour, restèrent à Pékin et y continuèrent leur campagne, en y provoquant une agitation qui ne devait cesser de grandir.

Au mois de juin, il y eut une nouvelle pétition adressée par les délégués au Trône. Le Régent répondit encore par un refus enveloppé de toutes sortes de promesses, un refus poli et qui sauvait la face des réformistes. Au mois d'octobre, les délégations étaient toujours à Pékin, où leur présence entretenait une agitation extrêmement vive, aggravée par des manifestations très violentes d'étudiants. Cette agitation se répandait même à un tel point dans les provinces que, le penchant des Chinois à suivre le courant aidant, la plupart des vice-rois et gouverneurs adressèrent des lettres au Trône pour l'engager à établir la Constitution.

C'est à ce moment que se place le fait important de l'ouverture du Sénat provisoire créé deux ans auparavant par les souverains défunts. L'organisation de ce Sénat provisoire, qui s'appelait en réalité « Cour suprême de contrôle administratif et politique » avait été entourée de plus de précautions encore que celle des Conseils provinciaux. La moitié des membres avaient été choisis parmi les gens de la Cour ou des ministères de Pékin. L'autre moitié était composée de représentants nommés par les provinces, mais soumis à l'acceptation des vice-rois et gouverneurs. Il semblait donc que l'on pût être sûr d'une telle Assemblée. Il en fut tout autrement. Dès le début de ses réunions, ce Sénat provisoire prit en effet une attitude semblable à celles des Conseils provinciaux. Comme ceux-ci, il dépassa ses attributions, en s'occupant surtout de questions purement politiques. Il prit en quelque sorte sous sa protection les délégués des provinces qui étaient

toujours à Pékin et appuya leur demande d'une Assemblée nationale. Et le Trône eut de nouveau la faiblesse de tolérer cette violation d'une réglementation posée par lui. Une telle attitude n'était pas faite pour décourager les délégués des provinces. Aussi ces derniers en profitèrent-ils pour présenter une troisième pétition, sous les auspices du Sénat, à la fin d'octobre. Il se produisit alors un fait unique dans les annales de l'histoire chinoise. Le Régent, revenant sur ses précédentes décisions, rendit, le 5 octobre, un décret dans lequel il raccourcissait considérablement le délai et le portait à la cinquième année du nouveau règne, c'est-à-dire à trois ans. Il faisait ainsi une concession énorme aux réclamations des constitutionnalistes avancés. Comme il fallait bien s'y attendre, les délégués ne s'en contentèrent pas; ils y virent un signe de faiblesse et ils n'en continuèrent que plus ardemment à demander la convocation immédiate de l'Assemblée. Le Sénat provisoire, qui s'était mis à la tête de cette campagne, commit, à ce moment-là, une grave faute de tactique. Encouragé par cette sorte de défaite du Trône, il crut pouvoir pousser son avantage jusqu'au bout et il eut l'imprudence de lancer un rapport d'accusation contre le Grand Conseil. En réalité, le maître de la politique de la Cour de Pékin ce n'était pas le Régent, sans caractère et très faible, mais le Grand Conseil, composé précisément de ces hommes dont je vous parlais au début, de Mandchous conservateurs comme Tsing, Na-Tong, etc. Tant que ces hommes ne se sentirent pas menacés directement, ils regardèrent les événements en spectateurs, par contre, du jour où on lança contre eux le rapport d'accusation, ils comprirent le danger et agirent sur le Régent, en sorte que celui-ci, prenant enfin une attitude énergique, lança un décret clôturant la session du Sénat; puis il donna l'ordre à la police de renvoyer par la force les délégués provinciaux dans leurs provinces respectives. Devant cette attitude très ferme, tout le monde s'effondra, les manifestations violentes cessèrent et les délégués partirent. L'un d'eux, qui avait voulu protester et s'était mis à la tête d'une manifestation à Tien-Tsin, fut exilé au Turkestan chinois. Dès lors, les gens qui avaient été les plus violents devinrent soudain des conservateurs. On vit des sénateurs, qui avaient prononcé les discours les plus virulents, qui s'étaient même permis des paroles très audacieuses à l'égard de la famille impériale, changer complètement d'attitude et aller par la ville, en disant : « Il ne faut pas se presser, il faut attendre, la Chine n'est pas encore prête pour de tels changements. » Le geste d'autorité du Régent avait eu son effet. Ce fut l'écrasement de l'agitation constitutionnelle.

C'est là qu'on en était quand j'arrivai à Pékin. Je m'étais très longuement arrêté dans le Sud. La manifestation la plus éclatante de cette réaction fut le retrait de la présidence du Sénat au prince Pou-loun. Le prince Pou-loun était un personnage très curieux, en ce sens que bien qu'ayant été autrefois désigné par l'impératrice douairière pour être l'héritier de Kouang Siu, et étant par conséquent très proche parent de l'empereur, il prit, dès le début du conflit, une attitude extrêmement libérale et marcha avec les délégués des provinces et les sénateurs. Comme président du Sénat, il n'hésita pas à transmettre au Trône la pétition relative à l'Assemblée nationale et le rapport d'accusation contre le Grand Conseil. Le prince Pou-loun, ainsi destitué de ses fonctions de président du Sénat, fut nommé ministre du Commerce. Je pus avoir avec lui, à ce moment-là, une longue conversation au cours de laquelle il me fit des déclarations très libérales. Ce changement fut souligné par ce fait qu'on nomma à la place du prince, comme président du Sénat, Che Siu, Mandchou, membre du Grand Conseil même que le Sénat venait d'attaquer. Je vis également ce personnage qui me tint, lui, des propos où il n'était pas

difficile de démêler une tendance anti-constitutionnelle. Il avait d'ailleurs été chargé par la Cour de modifier les statuts de cette Assemblée, et il s'en acquitta de telle sorte qu'après cette revision le Sénat n'avait plus aucune espèce d'autorité et son rôle était réduit à néant. Telle était la situation au mois de mai.

A cet instant le Trône, par une de ces politiques de bascule qui lui sont habituelles, fit des créations nouvelles. Il supprima le Grand Conseil et il établit un cabinet de ministres; seulement, à la tête de ce cabinet, il nomma, comme président, le prince Tsing, comme vice-président Na Tong, et, comme ministres, presque tous les membres du Grand Conseil que l'on prétendait supprimer et qui en réalité ne faisait que changer de nom. Cela ne diminuait donc en rien le triomphe de la réaction.

*
* *

Ici, nous touchons au point culminant d'où vont sortir tous les événements qui bouleverseront la Chine. Le régent, en présence de cette débâcle du parti avancé, estima le moment venu de contracter les emprunts pour lesquels on était en pourparlers depuis longtemps et que la « Jeune-Chine » avait combattus avec frénésie. Un premier emprunt, pour la réforme monétaire, fut signé avec ce qu'on a appelé « le groupe de banques des quatre puissances », au commencement du mois de mai. Peu de jours après, un deuxième emprunt était contracté pour les chemins de fer. Ce décret d'emprunt pour les chemins de fer fut aussitôt complété par un décret qui reprenait à la charge de l'Etat la construction des grandes voies ferrées en cours. Je vous ai dit au début que je serais forcé de passer très rapidement sur des questions importantes : celle-ci en est une. Il s'agissait en l'espèce des grandes lignes qui, prolongeant celle de Pékin à Hankeou, devaient joindre cette métropole centrale à Canton d'une part, et de l'autre, au Seu-tchouan. Les Chinois, dont l'ancienne hostilité pour les chemins de fer avait disparu, désiraient vivement ces lignes, mais, dans un sentiment de nationalisme ombrageux et orgueilleux, ils voulaient les construire avec leur argent et leurs ingénieurs. Il s'était créé des compagnies provinciales à Canton, au Hounan et au Seu-tchouan. Le tronçon cantonnais, qui avait d'ailleurs été commencé, il y a plusieurs années, par une compagnie américaine et qui employait encore des entrepreneurs étrangers, était le plus avancé. Il était en exploitation sur une centaine de kilomètres. Mais sur les deux autres tronçons l'échec était complet. Celui du Hounan, que j'ai visité en 1910, partait de Changsha. En deux ans, on avait mis en exploitation environ 5 kilomètres et dans de si mauvaises conditions, qu'au dire d'experts tout était à recommencer. Pour celui du Seu-tchouan, commencé également à moitié route, à Itchang, les déboires n'étaient pas moindres. Le résultat de la construction n'était pas meilleur et de plus les fonds souscrits venaient d'être perdus, engagés dans la spéculation du caoutchouc qui venait de produire un krach retentissant. Certes, les Chinois tenaient à leurs lignes, ils y mettaient tout leur amour-propre qui est extrêmement vif. Pourtant, les populations auxquelles on imposait des taxes spéciales en vue de ces constructions commençaient à être lassées de ce supplément de charges dont on ne voyait pas de résultat appréciable et bien des notables mêmes étaient fatigués de faire des sacrifices aussi vains. Le Trône, qui n'ignorait pas cet état d'esprit, crut que le moment était propice pour réaliser ses projets. Il contracta donc les emprunts que j'ai indiqués plus haut et il reprit les lignes.

Tout d'abord, cet acte du gouvernement ne produisit pas d'effervescence sérieuse. Le décret avait été lancé au mois de mai, et au mois de juillet un correspondant du *North China Daily News*, de Changhaï, écrivait qu'au Seu-

Seu-tchouan il ne se manifestait à ce sujet aucun mécontentement; la population était parfaitement tranquille. Au mois d'août il y eut un commencement d'agitation. Une société « Jeunes-Chinois », la société du serment (Tongche Hoëi), qui s'était formée en vue de la réclamation de l'Assemblée nationale, commença à faire la propagande au Seu-tchouan contre cette décision de Pékin. Se joignirent à cette société d'agitateurs certains notables importants ayant une haute situation dans ces chemins de fer provinciaux et qui, paraît-il, ne se souciaient pas d'avoir des comptes à rendre dans le passage de cette entreprise des compagnies provinciales à l'Etat. Une campagne fut donc entreprise par ces divers éléments. Dans les journaux et dans des proclamations, on tint aux populations ce langage qui ne pouvait que les trouver sensibles : « Vous avez fait de gros sacrifices, ces lignes vous appartiennent, on veut vous les prendre, c'est un vol, vous perdrez votre argent, tout l'argent que vous avez mis dans cette entreprise. » Grâce à ces propos, l'agitation s'étendit; en septembre elle existait dans 27 sous-préfectures. Le mécontentement se manifesta d'une manière originale. Les commerçants fermaient leurs magasins.

Le gouvernement de Pékin, légitimement inquiet, donna l'ordre à un de ses anciens vice-rois disgraciés, Toan Fang, de se rendre au Seu-tchouan avec une partie des troupes du Houpe, pour réduire ce commencement d'insurrection. C'est là le véritable point de départ du soulèvement révolutionnaire qui, vous le voyez, a eu à l'origine une cause économique. A ce moment, un homme énergique qui avait été à la tête de toutes les insurrections de ces dernières années, Ouang Sing, se porta immédiatement à Hankéou et Ou-tchang. C'est lui qui, en 1908, dirigea la tentative du Yunnan puis toutes celles de Canton, jusqu'à la dernière, d'avril 1911. C'est encore lui qui auparavant, en 1906, profitant d'une grève de charbonniers, à Ping Chang, frontière du Hounan et du Kiangsi, se mit à la tête d'un mouvement qui fut assez difficilement réprimé. Cette fois encore, à la fin du mois de septembre, dès que le soulèvement fut devenu sérieux, il s'empressa d'accourir. Il ne comptait pas, d'après ce qui m'a été dit, pouvoir provoquer à Ou-tchang le mouvement révolutionnaire qui y a éclaté par la suite. Ce qu'il voulait faire, c'était provoquer un soulèvement quelconque qui immobilisât complètement les troupes et les empêchât de se porter au Seu-tchouan comme le Trône avait l'intention de l'ordonner. Une brigade avait déjà été envoyée avec Toan Fang et on venait de nommer commissaire un ancien vice-roi très énergique, Tsen Tchoen Hien, qui devait se porter au Seu-tchouan avec de nouvelles troupes. Ouang Sing n'avait donc pas de temps à perdre et il s'employa, dès son arrivée, à provoquer quelque chose qui pût contrarier le plan gouvernemental. Le mouvement qu'il préparait devait avoir lieu à la fin d'octobre ou au début de novembre. Un incident inattendu le fit éclater dès les premiers jours d'octobre. Une explosion eut lieu chez des « Jeunes-Chinois » qui fabriquaient des bombes sur la concession russe, à Hankéou. Les autorités russes firent une enquête à Hankéou, les autorités chinoises en firent une autre à Ou-tchang, des arrestations eurent lieu et le vice-roi fit couper quelques têtes. C'est cette découverte et cette répression qui précipitèrent les événements. On ne pouvait, en effet, plus longtemps attendre sans courir le risque de tout manquer. Le mouvement fut fait, à Ou-tchang, par une compagnie du train des équipages qui marcha en armes sur le yamen du vice-roi. Le premier geste de celui-ci fut de s'enfuir et avec lui toute l'armature mandarinale s'effondra immédiatement. Le général en chef, qui passait pour un homme tellement dur que ses soldats l'appelaient « le tigre », Tchang Piao, imita cet exemple.

Il était certain, depuis plusieurs années, surtout depuis la mort de l'impératrice Tseu Hsi, pour tous ceux qui con-

naissaient la vraie situation en Chine, que le premier succès manifeste d'une rébellion de ce genre provoquerait le soulèvement immédiat de tout le Yang-tseu. Si ce succès avait eu lieu en 1908, à la mort des souverains, quand deux compagnies de Nganking se soulevèrent, il se serait déjà passé ce qui s'est produit à Ou-tchang. Mais la tentative fut très mal faite et rapidement réprimée par ceux-là même qui s'y seraient joints, si elle avait eu un début plus heureux. A Ou-tchang, au contraire, par suite de la lâcheté des mandarins, elle eut une réussite complète et le résultat inévitable se produisit. Toutes les autres troupes de la division se soulevèrent à leur tour et ayant choisi comme commandant le second de Tchang-Piao, le général Li Yuen Hung, elles traversèrent le fleuve et occupèrent Hanyang et Hankéou. Les « Jeunes-Chinois » se sont enthousiasmés pour la personne de Li Yuen Hung. Je suis allé le voir à Ou-tchang où il m'a fait le plus aimable accueil. Mais je dois dire que s'il m'a paru être un très brave homme, il ne m'a pas du tout fait l'impression d'être le chef remarquable, la grande figure, le Washington qu'ont prétendu ses admirateurs. Pour tous ceux qui ont suivi les événements sur les lieux mêmes, son rôle a été nul. Son attitude lui a été d'abord imposée par les circonstances et, par la suite, il a été l'instrument d'un groupe de jeunes gens au milieu desquels je l'ai vu et qui, disait-on d'ailleurs, se méfiaient de lui. Ce qui justifierait cette opinion, qui était bien établie à Hankéou, c'est que, pendant tous les combats qui eurent lieu sur l'autre rive du Yang-tseu, ses troupes n'ont jamais été commandées par lui. Son entourage de « Jeunes-Chinois » ne l'a jamais laissé s'éloigner de lui, et il n'a jamais quitté Ou-tchang. On a vu là une preuve de ce que l'on pensait déjà, à savoir que son rôle lui avait été imposé. Ce rôle consista uniquement à faire figure, à être un nom grandi à plaisir et à recevoir au début les envoyés de Yuan Chi Kai qui, dès lors, cherchait à négocier.

Quelle fut en tout cela l'attitude du gouvernement ?

Dès que cette rébellion se produisit, la Cour envoya le ministre de la Guerre, le Mandchou Yng Tchang, avec des troupes du Nord, pour reprendre Hankéou. Un peu après, on nommait Yuan Chi Kai vice-roi des deux Hou. Yuan refusa, voulant, paraît-il, avoir tous les pouvoirs civils et militaires et exigeant le rappel de Yng-Tchang. On lui donna satisfaction en le nommant haut commissaire pour tout le Yang-tseu et en faisant rentrer Yng Tchang à Pékin. Tout cela retarda le mouvement en avant des troupes impériales qui finirent pourtant par entrer en action à la fin du mois d'octobre. Ces intrigues, cette longue attente qui semblait produite par l'hésitation, firent croire à la faiblesse irrémédiable du Trône et l'insurrection gagnait comme une trainée de poudre tout le Yang-tseu et même certaines provinces lointaines comme le Yunnan.

Hankéou était repris, le 28 octobre, par les troupes impériales et elles montraient en cette circonstance leur supériorité éclatante sur les troupes de la révolution. En effet les impériaux étaient dans la proportion de 10.000 à 12.000 contre 60.000 à 70.000 révolutionnaires. Parmi ceux-ci, il n'y avait, il est vrai, comme soldats réguliers, que la division d'Ou-tchang rebellée. Le reste était composé de volontaires, pris parmi les coolies. Ces volontaires, en certaines circonstances, se battirent avec courage, sous la menace, il est vrai, des revolvers de leurs chefs placés derrière eux et des bourreaux qui les escortaient. Mais aussi braves et héroïques qu'ils eussent été, ils ne pouvaient faire qu'une cohue en face des troupes du Nord, les meilleures de la Chine, les mieux exercées et outillées. Battus, les révolutionnaires se réfugièrent dans la cité chinoise d'Hankéou qui, avec ses impasses, ses ruelles, ses couloirs, était un labyrinthe imprenable. Les Impériaux prirent alors les grands moyens, ils brûlèrent la ville. Ils détruisirent ainsi de la manière la plus barbare une énorme cité dont

les habitants s'étaient d'ailleurs enfuis, mais il faut reconnaître que, sans cela, ils n'auraient jamais pu en déloger leurs adversaires.

Pendant ce temps, Nankin, défendu par le Mandchou Tié Liang et 2.000 ou 3.000 soldats de la vieille armée, était pris par les révolutionnaires à l'aide des troupes rebelles de la division moderne de Nankin et des brigades également révoltées du Kiangsou et du Tché-kiang. Tout à bas Yang-tseu était ainsi acquis à la révolution. La Cour, très impressionnée par l'attitude d'une division du Nord, dont le général avait demandé l'octroi immédiat de la Constitution, donna satisfaction à cette espèce d'ultimatum et appela Yuan Chi Kai à Pékin, comme président du Conseil des ministres, avec pleins pouvoirs civils et militaires.

On en était là au commencement du mois de novembre. Rappelé par les événements, j'étais revenu précipitamment en Chine d'où j'étais sorti depuis peu, à la fin de mon précédent voyage d'études. Je me trouvai donc à Pékin quand Yuan Chi Kai y arriva, après s'être fait assez longuement prier.

Je pus le voir quelques jours après et je rendis compte de notre conversation dans le journal le *Temps*. Yuan me fit des déclarations absolument hostiles à la république, il la proclamait absolument incompatible avec la Chine et devant en entraîner, si on l'établissait, la ruine. Ces déclarations furent confirmées par d'autres semblables faites au Dr Morrison, correspondant du *Times* et au *New-York Herald*. Mais il me dit encore, et je ne fus pas peu surpris de cette inconséquence, qu'il faudrait bien, en fin de compte, s'en remettre à la décision des provinces. Il était en effet question à ce moment-là de réunir les délégués des provinces pour décider de la forme du gouvernement et cette décision ne pouvait pas faire de doute; en présence du succès de la rébellion reconnu en quelque sorte par cette passivité de Pékin, elle devait forcément être en faveur de la république.

On connaît la suite. Après la prise d'Hanyang par les impériaux, vers la fin de novembre, Yuan Chi Kai accordait un armistice et acceptait de parlementer avec les révolutionnaires, alors que Ou-tchang était à sa merci. Il envoyait donc un représentant à Ou-tchang, puis à Changhaï et l'homme auquel il confiait cette mission était Tong Chao Yi, son ancienne créature cantonnaise, qui, au su de tout le monde, dès le commencement de l'insurrection avait adhéré à la république. Pendant ma présence à Pékin, il était venu plusieurs fois de Tien-Tsien, où il résidait, pour voir Yuan Chi Kai et lui faire partager son opinion. Il dit, en laissant la capitale, après une de ces visites, à un de ses amis européens qui me le répéta : « Maintenant je ne reviendrai que lorsque la dynastie sera par terre ».

Pendant ces négociations de Changhaï, vers la fin de décembre, l'arrivée de Sun Yat Sen, chef de l'ancien parti révolutionnaire, vint donner plus de vivacité encore aux aspirations républicaines des rebelles. On établit une république provisoire à Nankin et Sun Yat Sen en fut nommé président. Vous savez ce qui est résulté finalement de cette inaction militaire, de ces armistices et de ces tractations, ce fut l'acceptation de la république par Yuan Chi Kai et sa proclamation, au nom de la volonté du ciel, par l'empereur lui-même qui signait ainsi sa propre déchéance. Et ce coup de théâtre était accompagné de cet autre non moins suggestif : l'assemblée de Nankin choisissait Yuan Chi Kai comme président de la nouvelle république et Tong Chao Yi était nommé président du Conseil. Tout cela, il faut le reconnaître, était supérieurement joué.

*
* *

A quelles causes faut-il attribuer ce mouvement révo-

lutionnaire et son succès ? Est-ce, comme l'ont prétendu les « Jeunes-Chinois », à une profonde évolution politique du peuple, à ses aspirations modernistes et à une forte organisation révolutionnaire ? Les constatations faites au cours de tous mes voyages, les renseignements recueillis auprès des résidents qui connaissent le mieux les Chinois et l'étude sur place de ces derniers événements même contredisent absolument cette assertion. Bien loin d'avoir une origine progressiste, le soulèvement des populations a eu au contraire un caractère nettement anti-réformiste et rétrograde. En réalité, le Chinois était excédé par toutes les réformes effectuées ou tentées depuis six ans, réformes qui le gênaient dans ses habitudes et qui avaient accru considérablement ses charges. La création des conseils provinciaux constituait, pour les provinces, une grosse dépense annuelle. L'organisation de l'armée moderne, les achats d'armes, les constructions de casernes, la solde des nouvelles troupes, coûtaient très cher. La réorganisation de l'instruction publique, dont, par suite du manque de professeurs compétents, les résultats étaient fort mauvais, pesait très lourdement sur les contribuables, par la gratuité de l'enseignement et la construction d'innombrables écoles. A tout cela, il faut ajouter les entreprises industrielles officielles, édification d'usines, construction de voies ferrées, etc. Si, aux frais énormes que cela représente, on joint la très forte commission des mandarins, le *squeeze* traditionnel, et si l'on songe que les anciennes charges n'en subsistaient pas moins, on comprendra qu'écrasées sous des taxes multiples et sans cesse croissantes, les populations se soient levées comme un seul homme le jour où, en face d'une rébellion heureuse, le gouvernement a pu, par son attitude, faire croire à son impuissance et à sa faiblesse.

Il y avait d'ailleurs encore d'autres causes d'irritation. Les décrets sur l'opium et leur application assez stricte avait gêné tous les fumeurs et, chose plus grave, la suppression de la culture du pavot avait appauvri des provinces entières. Le Yunnan notamment s'en trouvait, pendant mon séjour, en 1910, littéralement ruiné. La création de la police générale d'empire, relevant du ministère de l'Intérieur, avait mis sur le pavé un nombre considérable de satellites de toutes sortes, gens très remuants et susceptibles d'influence sur l'opinion publique. Toutes ces raisons, auxquelles il faut ajouter encore des famines, des inondations particulièrement dévastatrices en 1911, un renchérissement extraordinaire de la vie, le riz venant à manquer dans le Sud et le Centre de la Chine et la farine dans le Nord, avaient fini par établir un état d'esprit éminemment favorable à un soulèvement général.

Cet état d'esprit, j'en avais constaté les progrès inquiétants à chacun de mes voyages. Dès 1908, après avoir expliqué quelle était la faiblesse du parti révolutionnaire et son manque d'organisation, j'écrivais qu'il y avait dans les provinces, à cause de toutes ces souffrances, un sentiment latent de révolte dont ce parti pourrait peut-être, un jour, profiter. Il en a profité, d'autant mieux que, depuis la mort de l'impératrice Tseu Hsi, dont le prestige était très grand, l'autorité du trône et de ses représentants avait considérablement diminué. Or, comme on pourrait l'établir à l'aide de nombreux exemples pris dans les écoles, dans les régiments et dans la vie publique, il n'est pas de peuple plus foncièrement indiscipliné et qui gagne plus facilement à la main que le peuple chinois dès que cette autorité, chez lui très dure, fléchit.

Ce sont là des raisons qui expliquent que l'insurrection se soit propagée, dans toute la Chine, comme une trainée de poudre, mais qui auraient été impuissantes à assurer le triomphe de la révolution si un concours inattendu ne

lui avait été donné. Ce concours lui vint de l'extraordinaire politique de Yuan Chi Kai, c'est-à-dire de l'homme même qui avait accepté du Trône la charge de réduire la rébellion. Il n'est pas douteux en effet que tout ce qu'a fait Yuan Chi Kai, depuis son arrivée à Pékin, a renforcé la situation des insurgés et diminué celle de la dynastie jusqu'à l'effondrement final. Il avait à sa disposition la meilleure, la seule bonne armée de Chine, composée de 6 à 8 divisions du Nord et de la garde impériale. Ces troupes étaient loyalistes quoi qu'on en ait dit, car elles ont, au Chansi, coupé la tête à leur général qui voulait les entraîner à la révolution et, à Langtchéou, le général de la 20^e division, auteur de l'ultimatum au Trône, dut laisser précipitamment ses soldats et se réfugier à Tien-Tsin, parce qu'il craignait le même sort. Les forces envoyées sur le Yang-tsen reprennent Hankéou et Hanyang. Ou-tchang, dominé par l'artillerie des impériaux, prêt à se rendre à la première canonnade, hisse le pavillon de parlementaire. Au moindre bombardement, la capitale de la révolution va se rendre et c'est un coup mortel, peut-être décisif, porté à la révolution. Ordre arrive de Pékin de cesser le feu et de parlementer. On accorde armistice sur armistice. Non seulement Yuan Chi Kai accepte de négocier au moment où il peut agir victorieusement, mais il accepte d'aller négocier chez l'adversaire à Changhaï et il envoie comme négociateur, pour soutenir la cause de l'empire et du Nord, un sudiste de Canton et républicain avéré, Tong Chao Yi. Tout cela ne fait évidemment qu'accroître l'audace et la confiance des révolutionnaires et cela leur donne aussi un répit précieux qu'ils mettent à profit pour lever des volontaires et pour faire venir du Sud toutes les forces disponibles qu'ils expédient sur Ou-tchang. Tong Chao Yi a d'ailleurs, dès le début des négociations, abondé dans le sens de ses interlocuteurs et finalement accepté, pour une nouvelle prolongation d'armistice, une clause extraordinaire qui forçait l'armée impériale, victorieuse, à reculer de 50 kilomètres, alors que l'armée révolutionnaire, battue, restant sur ses positions, pouvait réoccuper sans coup férir les points qui lui avaient été enlevés de haute lutte. Yuan Chi Kai désavoua et démissionna son envoyé, tout cela pour la forme, du reste, et pour sauver la face, car, en fait, il ordonnait à son armée de reculer de la distance convenue et, peu après, chargeait de nouveau Tong Chao Yi de poursuivre les négociations.

Il semble, en tout cela, que Yuan Chi Kai ait eu pour but de donner, à la famille impériale, une telle sensation de sa faiblesse, qu'elle consentît à se retirer d'elle-même.

J'ai su de la manière la plus certaine que, peu de jours après son arrivée à Pékin, Yuan Chi Kai, endoctriné par Tong Chao Yi, qui venait le voir de Tien-Tsin, engagea la famille impériale à se retirer quelque temps à Jéhol, disant que les négociations seraient ainsi grandement facilitées et que quand elles auraient abouti elle reviendrait. Le régent et les autres princes résistèrent à ces suggestions trop habiles et restèrent à Pékin. Il s'agissait donc de les réduire par d'autres moyens. On voit comment Yuan Chi Kai y est parvenu. Le Trône, après deux mois de cette politique de fourberie savante se sentit tellement émiété, réduit à rien, que le 28 décembre il acceptait qu'une assemblée nationale, convoquée et tenue chez l'adversaire, à Nankin, décidât de la forme de gouvernement et, le 12 février, il proclamait lui-même, par décret, la république. Il n'est pas besoin d'en dire davantage pour montrer quelle fut, dans ce résultat, la part prépondérante de Yuan Chi Kai.

On ne serait pas complet cependant si on ne mentionnait encore, parmi les causes qui propagèrent le mouvement et assurèrent la victoire de l'insurrection, le curieux travail fait par la presse. Il n'est pas de journaux au monde

quiaient jamais usé, avec une pareille maestria et une aussi remarquable efficacité, de la fausse nouvelle. A Changhaï, à Canton, à Tien-tsin et dans toutes les capitales provinciales où existent des journaux, on annonçait, tous les jours, des faits comme la fuite de la famille impériale, la prise de Pékin, de Tien-tsin, l'assassinat de Yuan Chi Kai, le passage à la rébellion de troupes impériales, etc., qui étaient inventés de toutes pièces. On comprend l'effet que cela devait produire sur les masses chinoises toujours disposées à suivre le parti du plus fort. Des villes entières passaient à la rébellion sur un de ces bruits ainsi adroitement répandus. Le cas de Canton est, à cet égard, très curieux. Cette métropole du Sud, très avancée, contrairement à ce qu'on aurait pu croire, a longtemps hésité à se joindre au mouvement. Le souvenir cuisant qu'on y gardait de la répression sanglante de la tentative révolutionnaire du mois d'avril précédent, y incitait à beaucoup de prudence. On attendait, pour agir, d'être absolument certain du succès de l'insurrection. Le vice-roi, Tcheng Ming Ki maintenait encore Canton sous l'autorité impériale alors que tout le Yang-tseu et Changhaï étaient aux révolutionnaires. C'est la nouvelle fausse de la prise de Pékin qui provoqua, un soir, l'affolement et la fuite du vice-roi et du corps mandarin tout entier. Tcheng Ming Ki se réfugiait au consulat d'Angleterre et le lendemain, Canton proclamait l'indépendance. Les choses ont dû en aller de même en bien d'autres endroits.

*
* *

Quoi qu'il en soit de cette analyse des causes, ce fait s'impose à nous, la République existe. Il nous reste à nous demander si elle est viable en Chine, si le Chinois est susceptible de vivre sous cette forme de gouvernement.

Je crois que l'on peut répondre par la négative avec les réserves cependant que l'on doit toujours faire pour ce pays de tous les paradoxes et de toutes les contradictions. Ce que l'on peut affirmer, néanmoins, c'est qu'en l'état actuel des esprits et des choses, les Célestes ne peuvent édifier une république ordonnée et moderne, du modèle que nous concevons. Il suffira de préciser quelques côtés de la mentalité et du caractère chinois pour que l'on s'en rende compte.

Je crois qu'il n'est pas exagéré de dire que, dans une république, il faut, aux citoyens, un esprit de discipline et un sentiment du devoir plus grands que dans une monarchie absolue qui dispose de moyens de coercition particuliers. Ce n'est pas le cas du Chinois, car, ainsi que je l'ai dit plus haut, il est naturellement indiscipliné dès qu'il ne sent plus peser sur lui la contrainte implacable d'une loi très dure. On vante son instinct de solidarité et d'association, mais il en use surtout pour brimer ses maîtres et s'affranchir de toute direction, pour faire, de toutes manières et dans les buts les plus détestables, peser la loi du nombre. Il n'est pas de pays où l'esprit démagogique ait été poussé aussi loin. En veut-on des exemples? Dans les régiments, les décisions des chefs sont examinées par les soldats, qui ne craignent pas d'émettre leur avis et qui vont parfois jusqu'à la révolte pour le faire prévaloir. Il n'est pas de garnison un peu importante où, ces dernières années, on n'ait, par mesure de précaution, dû désarmer, à plusieurs reprises, les hommes, en enlevant les culasses mobiles des fusils. Dans les écoles, c'est pis encore, les élèves, même les plus jeunes, au moindre prétexte font grève, désertent l'école ou boycottent leur professeur jusqu'à ce qu'ils l'aient fait changer. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à demander impérativement, par leur délégation — car ils ont une délégation permanente — le renvoi de ceux qui leur déplaisent. Un professeur étranger de l'Université de Pékin me racontait que la délégation de ses élèves de la section du droit venait souvent lui présenter des observations qui, sous

une forme polie, n'en étaient pas moins des sommations. Ils vinrent, une fois, lui déclarer qu'ils avaient décidé de supprimer du programme l'étude rudimentaire du latin; une autre fois, deux jours avant l'examen semestriel, ils se rendirent auprès de lui pour lui demander quelles questions il leur poserait. Dans une autre circonstance, ils le sommèrent de leur donner la note maxima parce que les élèves des autres sections l'avaient obtenue et que s'ils ne l'avaient pas à leur tour, ils perdraient la face. En cas de refus, c'est l'hostilité ouverte, le boycottage, etc., et l'obligation pour le maître, au bout de quelque temps, de disparaître. Ces faits ne sont pas isolés, ils sont innombrables, dans toutes les catégories d'individus.

Si le temps ne me faisait défaut, je pourrais en dire autant, avec de multiples exemples à l'appui, du manque complet, chez le Chinois, de tout esprit civique, et de sa répugnance profonde, qui est d'ailleurs celle de tous les Orientaux, pour notre ordre, notre régularité et notre probité strictes dans toutes les branches de l'administration publique. Que ne pourrait-on dire encore de son penchant pour la dissimulation et le mensonge qui, pour lui, sont des manifestations légitimes de son intelligence et de son adresse? Il ignore profondément notre recherche désintéressée, scientifique, de la vérité pour elle-même. Sa méconnaissance du droit des gens et de la légalité est parfaite. Ses mœurs sont d'un archaïsme très intéressant sans doute et qui souvent ravit le voyageur, mais elles n'ont rien qui puisse ressembler à un statut moderne. Songez qu'en Chine, à l'heure actuelle, l'esclavage, le vol et la vente d'enfants sont choses courantes, surtout dans le Sud, à Canton, la ville qui pourtant est depuis le plus longtemps en contact avec l'Europe. Des décrets du réformisme théorique dont j'ai parlé plus haut ont, il est vrai, supprimé ces pratiques, mais en réalité, comme je l'ai constaté moi-même, elles existent plus que jamais. Songez qu'il est fréquent que des parents vendent leurs enfants, surtout leurs filles, lorsqu'ils se trouvent dans un moment difficile, en temps de famine par exemple, et rappelez-vous qu'aux premiers âges de notre histoire occidentale Solon avait sévèrement interdit aux parents cette vente de leurs propres enfants! Je crois en avoir assez dit pour justifier le titre de « république d'avant Jésus-Christ » que, dans une de mes correspondances de Chine, j'ai déjà donné à ce nouveau gouvernement.

On peut enfin se demander combien de temps durera l'entente entre ces populations dont nous avons vu les idées rétrogrades et le petit nombre de « Jeunes-Chinois » qu'un séjour à l'étranger et l'initiation à notre vie large, plus encore peut-être qu'à notre culture, ont, à certains égards, rendus très différents de leurs compatriotes. Tant qu'il a fallu lutter contre la dynastie, ils étaient unis par un sentiment commun très fort : la haine du Mandchou. Mais qu'arrivera-t-il, par la suite, alors surtout que les plus en vue parmi les hommes nouveaux viennent, nous disait récemment le *Journal de Pékin*, d'adopter un programme qui se propose entre autres choses la suppression du culte des ancêtres? En dépit de la grande passivité des masses chinoises et de leur extraordinaire faculté d'accommoder les pires contraires, on peut avoir quelque inquiétude à ce sujet. Et cette inquiétude est d'autant plus justifiée qu'il n'existera plus qu'un sentiment qui puisse maintenir ou refaire l'union entre des éléments si disparates : le sentiment anti-étranger.

Pour l'instant, une question domine toutes les autres, c'est la question d'argent. La situation de la Chine est, à cet égard, des plus dangereuses. Les besoins, accrus par les événements, sont énormes et on n'a rien pour y faire face. Les républicains avaient levé de véritables armées de volontaires qui sont devenues une charge écrasante. On ne peut pas les payer et on ne peut pas non plus les licencier parce qu'on ne peut faire l'un sans l'autre. La situa-

tion des anciennes troupes régulières n'est pas meilleure et vous vous rappelez comment, il y a trois mois, elles pillèrent Pékin et les grandes villes de garnison du Nord. Ces désordres ont eu lieu et continuent du reste sur tous les points de la Chine. Il faut à tout prix de l'argent et, si la pénurie actuelle persiste, le pays tout entier ne pourra que tomber dans une profonde anarchie dont on ne voit pas trop comment il sortirait sans l'intervention que l'on voudrait pourtant éviter.

Le moment semblait donc venu d'appuyer financièrement la Chine et de signer, avec le nouveau gouvernement, l'emprunt consenti par le même groupe des puissances qui avait conclu, avec le gouvernement impérial, des emprunts antérieurs à la révolution. Au groupe des banques des quatre puissances se sont joints la Russie et le Japon, après des négociations d'ailleurs laborieuses. Après quelques difficultés provoquées par la condition du contrôle étranger, et venant de Tong Chao Yi, qui représente à Pékin les tendances de la « Jeune Chine », on était parvenu à une entente, en adoucissant les conditions posées par les banques et leurs gouvernements respectifs.

Il semblait donc que l'on touchât à une solution, solution heureuse pour la Chine, car le contrôle, et un contrôle très effectif, apparaît à tous ceux qui connaissent ce pays comme la seule chance possible de réorganisation. On allait pouvoir payer les troupes et licencier toutes celles que la révolution avait improvisées et qui, armées et mécontentes, constituent le plus grave danger de l'heure présente. On pouvait espérer aussi rétablir l'unité en Chine qui n'existe pas malgré la proclamation de la République, Nankin conservant toujours, en face de Pékin, une espèce d'autonomie méridionale et une puissance redoutable. Mais voici que tout est remis en question. Un mouvement très vif d'opposition à l'emprunt étranger se manifeste dans les provinces. Cette hostilité est identique à celle que les « Jeunes-Chinois » avaient manifestée avant les derniers événements et qui fut même l'une des causes de la révolution. On avait pu croire que, ayant maintenant une part des responsabilités et du pouvoir, leurs idées auraient changé sur ce point. On voit qu'il n'en est rien. Cela autoriserait tous les pessimismes si on ne pensait que les Chinois, en présence des résultats désastreux de cette obstruction, finiront par comprendre que le concours étranger leur est indispensable. Souhaitons-le pour la Chine elle-même, car, en outre du besoin impérieux qu'elle en a, elle trouvera, dans les garanties qu'elle devra fournir, les lisières et la règle stricte qui lui sont tout à fait nécessaires et qu'elle est incapable de se donner elle-même.

La Question des Emprunts Chinois

Dans notre numéro de mai, nous constatons, en exposant sur le crédit de la Chine et la nécessité d'un accord entre les puissances en matière d'emprunts chinois des considérations sur lesquelles nous n'avons pas à revenir, que le gouvernement de Pékin paraissait disposé à accepter les conditions de contrôle que doit exiger le consortium, mais que le groupe russe subordonnait son adhésion à des conditions telles que les autres groupes ne pourraient que bien difficilement

s'entendre avec lui. Aujourd'hui la question a changé d'aspect : le 20 juin un accord a été conclu à Paris, liant les groupes russe et japonais aux groupes anglais, français, allemand et américain qui s'étaient déjà liés par l'accord du 10 novembre 1910, mais le gouvernement de Pékin déclare qu'il ne saurait soumettre au Parlement un projet d'emprunt entaché de conditions de contrôle telles que celles que les groupes ont décidé, au milieu de mai, d'exiger à l'avenir de l'emprunteur chinois.

* * *

D'après ce qui a transpiré des négociations et ententes entre les représentants des six groupes qui se sont réunis à Londres en mai et à Paris en juin, la Russie est entrée dans le consortium à des conditions qui ne sont pas précisément celles que l'on s'attendait d'abord à voir exiger par sa politique telle qu'elle s'était dessinée depuis quelques semaines. Nous avons dit, dans notre numéro de mai, qu'elle aurait facilement obtenu des représentants des quatre groupes, négociant sous l'inspiration de leurs gouvernements respectifs, que la Mandchourie du Nord, la Mongolie extérieure et le Turkestan chinois fussent exclus des opérations du consortium. Le Japon aurait obtenu, avec une facilité égale, le même engagement en ce qui concerne la Mandchourie méridionale et la partie de la Mongolie qui y est attenante. D'après ces on dit, l'accord à six, conclu le 20 juin, ne contiendrait aucune clause de cette nature. Le représentant du groupe russe aurait simplement déclaré, au cours de l'une des conférences tenues, que ce groupe ne prenait part à l'emprunt qu'à la condition que celui-ci ne servirait à aucune entreprise allant à l'encontre des intérêts de la Russie dans la Mandchourie du Nord, la Mongolie et l'Ouest de l'empire chinois. Le représentant du groupe japonais aurait fait une déclaration analogue en ce qui concerne la Mandchourie méridionale et les parties de la Mongolie intérieure qui sont adjacentes à la Mandchourie, en faisant inscrire cette déclaration au procès-verbal où a été inscrite également celle du représentant du groupe russe. Comme réponse les représentants des quatre autres groupes se seraient bornés à déclarer qu'ils n'ont pas à se prononcer sur une telle déclaration, puisque des financiers ne sont pas qualifiés pour traiter les questions d'ordre politique.

Ces déclarations et leur inscription n'équivalent évidemment pas pour la Russie et le Japon à un engagement du consortium de ne pas conclure d'affaires dans les régions de la Chine, où ces deux puissances déclarent avoir des intérêts spéciaux. Il semble, à vrai dire, que le représentant du groupe russe ait eu un instant l'idée d'une autre garantie : il aurait demandé que dans le contrat du consortium à six il fût inscrit qu'une affaire ne pourrait être conclue que du consentement unanime. Mais un pareil droit de vote à toute affaire à conclure avec la Chine ne

pourrait être donné à chaque groupe du consortium. C'eût été menacer trop directement celui-ci d'impuissance. On s'est borné à reconnaître à chacun des groupes le droit de ne pas participer à une affaire à laquelle son gouvernement ferait des objections. On aurait en outre exprimé et fait figurer au procès-verbal l'espoir que toute affaire traitée aura l'approbation unanime des groupes. Chacun de ceux-ci pourra d'ailleurs facilement consulter son gouvernement, puisque l'on doit, avant tout emprunt, demander au gouvernement chinois des informations exactes sur les affectations qu'il compte donner aux sommes empruntées.

Le délégué de la Banque russo-asiatique qui était, comme nous l'avons dit, le représentant de la Russie dans les conférences de banquiers, se serait d'ailleurs beaucoup moins attaché à ces questions politiques qu'à faire aboutir les revendications des banques belges, anglaises et française associées à la Russo-Asiatique dans les opérations d'emprunt qui ont été faites ce printemps avec la Chine en dehors du consortium. Il semble que la Banque Russo-Asiatique ait été absolument liée envers ces associés. Quoi qu'il en soit, elle a réussi à sauvegarder leurs intérêts. On assure en effet que, dans l'accord à six du 20 juin, le groupe russe est accepté comme un groupe international et que, pour les émissions, le marché belge sera considéré comme une annexe du marché russe sur laquelle pourra être émise une fraction de la part d'emprunt réservée à ce dernier. Les banques anglaises et française affiliées recevraient des satisfactions des groupes nationaux de leur pays. En outre, l'emprunt sino-belge de 25 millions devrait être remboursé sur le produit de l'emprunt de réorganisation, contrairement à ce qu'avaient obtenu les ministres d'Angleterre, de France, d'Allemagne et des Etats-Unis à Pékin, à la suite de négociations dont nous avons montré le bien fondé. Le groupe russe aurait donc réussi à imposer aux membres de l'ancien consortium des conditions en opposition même avec les principes qui avaient servi de base à la constitution de celui-ci. L'accord du 20 juin, en les acceptant, s'efforceraient seulement dans sa rédaction de limiter de la manière la plus précise ces dangereuses exceptions.

* * *

A la réflexion, on comprend sans peine que le gouvernement de Saint-Petersbourg ne se soit pas attaché à faire obtenir par son négociateur des garanties formelles en ce qui concerne les intérêts spéciaux de la Russie dans la Mandchourie du Nord, la Mongolie et le Turkestan chinois. La Russie s'en remet sans doute assez à la force des choses pour ne pas tenir à lui ajouter un engagement sur le papier. Son opinion serait conforme, dans ce cas, à celle de quiconque a réfléchi un peu froidement à la position de la politique russe par rapport à la question des emprunts chinois. Elle serait conforme aussi à celle

du Japon qui, occupant une position analogue, a toujours agi depuis la proposition Knox comme s'il était certain que les réserves qu'il avait formulées, en ce qui concerne ses intérêts spéciaux dans la Mandchourie méridionale, étaient parfaitement suffisantes par elles-mêmes et que personne ne songerait à passer outre.

Il est clair, en effet, qu'il serait fort déraisonnable pour une tierce puissance de vouloir conclure un emprunt chinois auquel la Russie ou le Japon se montreraient défavorables — en admettant même que le gouvernement de la République Chinoise ne soit pas arrêté lui-même par la crainte d'encourir l'hostilité de ses puissants voisins. Pour prêter avec quelque sécurité à la Chine, il faut des conditions d'ordre, de contrôle, d'action concertée pour imposer au besoin le remboursement, qui exigent évidemment que les nations prêteuses soient en bon accord avec les puissances prépondérantes en Extrême-Orient. Cette situation permet aux gouvernements de Tokyo et de Pétersbourg — le premier semble en avoir eu dès le début le sentiment — de ne pas se préoccuper à l'excès de mettre dans les textes les garanties qu'ils trouvent si fortement dans les faits.

La politique du gouvernement français ajoute d'ailleurs à la force de ces garanties. Quoi que certains aient écrit avec une si impardonnable légèreté, la France a toujours dans la question des emprunts chinois informé la Russie et demandé quels étaient ses désirs. Elle n'aurait pas pris part à une affaire à laquelle ses alliés se seraient déclarés opposés. Elle n'y prendrait pas part demain. Nous sommes désireux aussi de ne pas nous mettre en opposition avec le Japon dont les intérêts ne sont pas contraires à ceux de la Russie, ni aux nôtres. Or il n'est pas nécessaire d'insister ici sur la gêne où l'abstention du marché français mettrait les autres participants au consortium du 10 novembre 1910. Cette gêne serait en proportion de leur désir constamment manifesté de s'assurer que chacun des futurs emprunts chinois soit internationalisé, c'est-à-dire que les titres soient négociables indistinctement sur tous les marchés du consortium après l'émission qui doit être partagée entre les différentes places. Le fait est que nos associés américains, allemands et, dans une moindre mesure, anglais eux-mêmes, comptent sur le marché français pour les couvrir en absorbant en fin de compte la plus grosse partie des emprunts chinois sur lesquels ils auront fait des bénéfices d'émission et de fournitures. Sous cette forme financière, nous ajoutons sensiblement à la force politique qui permet à nos alliés de sauvegarder leurs intérêts dans la question des emprunts chinois.

* * *

Certains penseront peut-être que les perspectives du consortium à six, tel qu'il vient d'être créé par l'accord du 20 juin, sont rendues assez médiocres par les tendances qu'y a apportées la

Banque Russo-Asiatique et encore plus par l'esprit tout différent dans lequel les nations occidentales d'une part et, de l'autre, la Russie et le Japon peuvent considérer la possibilité de désordres inextricables en Chine — des cyniques diraient que les arrière-pensées du médecin et celles de l'héritier n'ont que de bien vagues ressemblances.

Il ne faudrait pas se hâter pourtant d'être pessimiste et croire qu'à Saint-Petersbourg ou même à Tokyo on désire trouver le prétexte à de grosses aventures chinoises. Du moment où leurs intérêts seront sauvegardés dans les dépendances extérieures — et il ne faut pas oublier que Russes ou Japonais occupent la Mandchourie, que la Mongolie extérieure est devenue autonome sous la garantie russe et qu'un état de choses analogue, sinon aussi explicite, semble s'établir, en ce qui concerne le Turkestan oriental — la Russie et le Japon peuvent se trouver assez occupés pour penser qu'il leur suffit bien que rien ne se fasse dans les dix-huit provinces dont ils aient à prendre ombrage. La Russie notamment semble très désireuse de voir maintenir dans des limites raisonnables les armements chinois. Or, tout cela dépend beaucoup du consortium qui va, pendant des années, tenir les cordons de la bourse. Faire partie de celui-ci, être avisé par conséquent dès l'origine des programmes d'emprunts chinois, c'est avoir les moyens d'empêcher de la manière la plus facile et la moins compromettante que ceux-ci soient affectés à des objets dont on puisse s'inquiéter.

Et, dès à présent, la Russie et le Japon vont avoir à collaborer dans le consortium à de vastes opérations. Le consortium a accepté en gros de faire 10 millions de taëls par mois d'avances à la Chine pendant quatre mois, en dehors des 12.100.000 taëls d'avances qui avaient été déjà versés à la date du 21 juin. Ensuite, on doit conclure l'emprunt de réorganisation de 1.500 millions de francs dont une première tranche de 500 millions serait à émettre à la fin de l'année.

Comme on le voit, le consortium à six ne vient pas de se constituer en vue d'éventualités lointaines. Il doit entrer immédiatement en action, comme l'exige d'ailleurs l'urgence des besoins d'argent de la Chine. On peut donc espérer que l'accord conclu le 20 juin se cimentera par cette action commune et assurera à la fois la bonne harmonie entre les pays ayant des intérêts en Extrême-Orient, les garanties nécessaires aux porteurs, et la sécurité de la Chine elle-même qui doit avant tout craindre de devenir entre puissances l'objet de discords qui finiraient presque infailliblement par se régler sur son dos.

* * *

C'est d'ailleurs, comme nous le disions aujourd'hui, sur le terrain chinois que la résistance s'est transportée. Tandis que le consortium à six se constituait, le gouvernement de Pékin répondait par une sorte de *fara da se* aux conditions que

lui signifiaient ses prêteurs syndiqués. Il déclarait que jamais il ne pourrait présenter au Parlement un projet d'emprunt accompagné de l'organisation de contrôle proposée vers le milieu de mai par le consortium à quatre et maintenue par le consortium à six, créé le 20 juin. Il craignait de provoquer ainsi un fort mouvement des provinces contre le gouvernement central.

Nous avons déjà dit ce que serait dans ses grandes lignes ce contrôle. Nous pouvons y revenir avec un peu plus de détail. Le consortium demande d'être informé avec précision, avant l'émission de chaque tranche de l'emprunt, des emplois auxquels devront être affectées les sommes produites. Le gouvernement chinois devra engager des fonctionnaires étrangers qui auront à signer toute réquisition sur les fonds d'emprunt et des vérificateurs étrangers qui contrôleront les dépenses et feront des rapports. Des experts techniques étrangers seraient en outre chargés de surveiller les entreprises industrielles exploitées à l'aide des fonds d'emprunt. Tous les revenus donnés en gage à l'emprunt seraient administrés par l'administration des douanes impériales maritimes ou un service séparé analogue. La Chine accepterait pour sa réorganisation financière les conseils du consortium. Ce système devrait commencer à fonctionner avant même l'emprunt de réorganisation, pour permettre la continuation des avances demandées par la Chine. Celles-ci, faites sur les engagements pris le 9 mars par le gouvernement de Pékin, qui prévoyait certaines garanties, n'en ont encore reçu en réalité aucune, bien qu'elles aient déjà procuré à la Chine, comme il est dit plus haut, une somme de 12.100.000 taëls.

Telles sont les conditions que le gouvernement de la république chinoise déclare ne pouvoir soumettre à l'assemblée. Il est évident qu'on ne peut l'y contraindre qu'en lui refusant tout crédit, ce qui sera plus facile depuis l'élargissement du consortium. Peut-être, d'ailleurs, se résignerait-il un peu moins vite que son grand mal d'argent le ferait croire. En Chine, l'action du gouvernement sur la vie du pays a toujours été plus faible que nos comparaisons occidentales ne nous porteraient à l'imaginer. Les notables, les autorités des villages qui existent toujours, s'arrangeaient pour organiser, tant bien que mal, un minimum d'ordre. Dans ce moment, en particulier, ils se débrouillent pour entretenir plus ou moins les soldats, éviter les mutineries militaires qui sont le gros danger : les populations sont disposées à se soumettre à des prélèvements contre lesquels elles ne s'insurgeront que s'il y a excès. Au milieu de tout ce désordre, passivement accepté dans la vie lente de ce grand corps amorphe, des petites cristallisations locales peuvent suffire pendant un certain temps. Le gouvernement de Pékin peut donc sans doute encore voir venir. Mais il lui est impossible — bien que le correspondant du *Times* à Pékin annonce que les provinces recommencent à lui envoyer quelques fonds — de resserrer un peu les pièces de cette machine

éparse, d'organiser en un mot le pays sans recourir largement aux prêteurs étrangers.

Ceux-ci sont dans le vrai en prétendant imposer un contrôle à la Chine. Il faut se rappeler qu'il ne s'agit pas d'une bagatelle financière : l'emprunt de réorganisation tel qu'il est projeté augmenterait de quelque 40 0/0 la dette extérieure de la Chine. Sir E. Grey avait grand'raison de dire le 6 juin à la Chambre des communes : « Il est clair que, si dans l'état présent de ses affaires, si la Chine doit recevoir des prêts ce ne peut être qu'à des conditions adéquates. Sans elle le crédit de la Chine disparaîtrait, le chaos régnerait et je ne saurais donner mon appui à aucun projet de nature à produire ces fâcheuses conséquences ». Tel est aussi l'avis du D^r Morrison, l'expérimenté correspondant du *Times* à Pékin. Bien qu'il ne soit pas pessimiste il télégraphiait récemment qu'il estimait le contrôle nécessaire à la Chine elle-même. Lui seul permettra d'aboutir à quelque chose de sérieux, d'éviter même de graves accidents. Si la Chine faisait des emprunts et les employait d'une manière qui soulèverait l'hostilité de l'un de ses puissants voisins, croit-on qu'il y aurait quelque sécurité pour les prêteurs, pour la bonne entente des puissances ou pour elle-même ? La question des emprunts chinois, on ne saurait trop le répéter, résume en ce moment en elle tout le problème des relations de la République chinoise avec le monde extérieur. Elle ne peut être sagement traitée que dans un conseil — constitué en fait par le consortium — où soient représentées toutes les puissances ayant des intérêts financiers, économiques et politiques à défendre en Extrême-Orient. Ce conseil est un creuset dans lequel doivent se rencontrer et se fondre dès leur première manifestation les tendances des diverses puissances, au lieu de se produire d'abord librement au grand jour, sans considération les unes pour les autres, puis de se heurter. Pour que ce conseil puisse durer, il faut évidemment que ses décisions soient exécutées, d'où, en dehors même de toute considération pour les besoins des porteurs, le nécessité du contrôle. Si la Chine ne veut pas de celui-ci — on comprend sa répugnance, mais il faut tenir compte des faits — si elle essaie de jouer de la concurrence entre nations en matière d'emprunts, elle mettra en danger la bonne harmonie internationale, mais il y a neuf chances sur dix pour qu'elle fasse les frais de la réconciliation. En tous cas toutes les raisons politiques et financières qui ont déterminé la création du consortium et les conditions qu'il met à ses prêts sont plus valables que jamais : si la Chine veut s'exposer à une anarchie prolongée et aux aventures qui peuvent en résulter, mieux vaut qu'on n'expose pas de nouveaux intérêts étrangers à être entraînés dans la bagarre.

ROBERT DE CAIX.

L'UNITÉ DE PENSÉE

ET

L'UNITÉ D'ACTION

NÉCESSAIRES EN INDOCHINE

Dans son rapport de 1911 à la Chambre des députés, sur les budgets des colonies (1), M. Albert Métin, après avoir étudié le fonctionnement de nos institutions en Indochine, concluait ainsi : « Ce n'est ni la conscience ni l'intelligence qui nous ont manqué ici ; au contraire, comme en bien d'autres endroits, les publications, rapports, déclarations des Français, ouvrent une véritable foire aux idées. Nous ne croyons pas que dans l'Inde une domination, pourtant plus ancienne, en ait inspiré une telle foison aux Anglais. Loin de nous la pensée de dire qu'ils en manquent ; mais nous oserons affirmer que nous en avons peut-être trop.

« Elles se heurtent ou se confondent ; chaque administrateur veut faire autrement que son voisin ; chaque gouverneur général apporte sa formule et prétend, dans le court délai de sa fonction, l'appliquer intégralement ; aussi le tableau qu'offre notre colonie est-il celui d'un feu d'artifice d'intelligence, où ne manque pas l'éclat, mais qui s'allume au hasard, sans direction.

« La parole est maintenant au ministre et au nouveau gouverneur général dont le programme, débattu et arrêté au cours de longs mois à la lumière de rapports et de débats suggestifs, semble pouvoir nous donner ce qui nous a, jusqu'à présent, fait défaut. »

Si cette critique, formulée en termes aussi nets que bienveillants, est fondée, l'unité de pensée et l'unité d'action nécessaires en Indochine y font défaut. Ce n'est pas toutefois la vérité d'une telle proposition que je veux essayer d'établir. Mon dessein n'est pas de démontrer, par la critique des divers actes de gouvernement ou d'administration accomplis en Indochine depuis un certain temps, que l'opinion de M. le député Métin est juste. Je ne prétends pas davantage qu'elle soit fausse, mais je voudrais avant d'aborder le fond de mon sujet essayer d'expliquer pourquoi, lorsqu'il s'agit de passer de la doctrine à l'application, il est difficile aux autorités locales de parvenir à l'unité d'action ; combien même il est difficile de dégager une pensée unique de tous les faits économiques, politiques et sociaux dont l'observation doit inspirer à nos gouvernants, en dehors de toute doctrine préconçue et de tout esprit de système, les idées directrices de notre politique indigène.

Si ces idées apparaissent nombreuses, trop nombreuses même, à M. le rapporteur Métin, c'est que, précisément, les faits dont elles se dé-

gagent sont complexes et souvent même, en apparence tout au moins, contradictoires. De là, chez les administrateurs, des doctrines et des méthodes différentes. Je dépasse peut-être ma pensée en employant l'expression « doctrine ». De doctrines, à vrai dire, je ne crois pas qu'il en existe beaucoup. On ne peut pas appeler « doctrine » cet ensemble de manières de faire, cet empirisme administratif qui reste désarmé devant des besoins nouveaux. Par contre, on ne peut pas davantage appeler « doctrine » un ensemble de tendances qui sont les produits de notre cœur beaucoup plus que de notre raison. Ce n'est pas que, sur ce terrain, notre raison ne puisse s'accorder avec notre cœur, mais, guidés surtout par les sentiments, nous arrivons à faire les choses sans savoir bien au juste pourquoi nous les faisons. Il arrive, d'ailleurs, que ces tendances, ces sentiments, par l'expression qui leur est parfois donnée en France, froissent, en Indochine, les hommes responsables, à des degrés divers, de notre action administrative et politique. Exprimées dans la forme d'un dogmatisme tranchant, certaines opinions émises trop facilement sur nos possessions d'Extrême-Orient soit au Parlement, soit même au théâtre, semblent des idées toutes faites, et, par contre-coup, ceux qu'elles irritent en conçoivent une profonde aversion pour tout ce qui prend l'apparence d'une doctrine.

D'un autre côté, s'il existe une optique spéciale de la tribune et de la scène qui déforme les faits, il existe également une optique locale qui les déforme dans un autre sens, empêchant l'observateur colonial, parce qu'il s'y trouve quotidiennement mêlé, de les mettre à leur plan d'importance. Il se produit une accoutumance coloniale qui ne permet pas, notamment, à cet observateur de distinguer chez l'indigène les signes certains d'une évolution déjà avancée, tels les parents qui ne savent pas voir leurs enfants grandir.

Il s'élève donc, entre les métropolitains et les coloniaux, une double méprise dont la conséquence peut être que les seconds résistent à la volonté des premiers, lesquels, en théoriciens qu'ils sont, reconnaissent rarement qu'ils se sont trompés, leur ultime défense tenant dans cette formule : « Nous ne pouvons cependant pas retourner en arrière ! »

Il peut arriver, cependant, que l'obstination des métropolitains ait raison contre l'expérience des coloniaux. Les coloniaux songent d'abord à leurs responsabilités immédiates, les seules qui apparaissent clairement à beaucoup d'entre eux. Certaines résistances de l'indigène leur semblent procéder de sa mentalité profonde alors qu'en réalité elles ne tiennent qu'à un état de choses provisoire jugé à tort comme définitif. Il peut être passé outre à ces résistances, tandis que pour d'autres, au contraire, l'autorité française ne devra rien brusquer et laisser le temps faire son œuvre. Cette œuvre sera, d'ailleurs, plus ou moins rapide selon les régions de l'Indochine dans lesquelles nous exerçons notre action. Il pourra donc se faire que notre politique administrative soit

(1) *Journal officiel*, Chambre des députés, Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 12 juillet 1911.

différente non seulement de pays à pays, mais, dans un même pays d'Indochine, de province à province et pour des raisons accidentelles.

Que l'on décide demain de faire le cadastre parcellaire obligatoire de tout le Tonkin et l'on trouvera, dans certaines communes, une sérieuse résistance parce que les notables riches auront accaparé des biens, communaux ou particuliers, alors que, dans d'autres communes de la même province, ces résistances ne se produiront pas. Certes il faudrait passer outre, mais l'administrateur chef de la province le pourra-t-il faire toujours aussi vite qu'il le voudrait ? Dans une étude sur « la justice annamite et le milieu social indigène » parue dans le *Bulletin de l'Asie* (1), j'ai essayé de montrer quelle était la puissance de la commune annamite et comment nous risquons d'affaiblir nos moyens d'action politique en protégeant, dans la commune, l'individu contre les notables. Cette raison prévaudra-t-elle contre le devoir qui s'impose à nous, d'autre part, d'assurer, par l'institution d'un Crédit foncier solide, le développement économique du pays ?

La concussion pratiquée par les Mandarins il y a cinquante ans, alors que l'évolution économique du pays d'Annam n'avait pas encore commencé, était certainement plus limitée dans ses effets qu'elle ne l'est aujourd'hui ; précisément parce que nous avons créé de la richesse dans ce pays en réalisant, pour partie, ses possibilités économiques (2). La répression de la concussion s'impose donc à nous plus impérieusement encore qu'elle ne s'imposait à l'ancien gouvernement annamite. Mais, d'autre part, jusqu'à quel point pouvons-nous pousser la sévérité envers nos auxiliaires, s'il est vrai que nous en ayons besoin tant pour maintenir notre domination que pour faire aboutir des réformes économiques qui enrichiront le pays ?

Toutes les personnes qui ont pratiqué l'Annamite savent combien, pour la masse, la notion de justice comme celle de la sincérité est relative. Lorsque nous frappons un mandarin pour un acte isolé, sur la dénonciation d'un habitant peu considéré mais qui en aura réellement été la victime, les administrés de ce mandarin ne nous comprendront pas s'il s'occupe bien de leurs affaires et s'il ne « mange » pas assez, en temps ordinaire, pour les pousser à la révolte. Il est vrai que cet état d'esprit chez l'indigène commence à disparaître sous l'effort continu de notre action administrative et, aussi, parce qu'il s'est formé, surtout en Cochinchine, une classe de propriétaires aisés capables de se défendre. Mais leur degré de résistance varie selon les régions, et, en même temps, l'aide que nous pouvons attendre des intéressés eux-mêmes dans notre lutte contre la concussion.

La Chambre consultative indigène du Tonkin en 1907 était élue de telle façon qu'un certain nombre d'Annamites occidentalisés et parlant français ont pu en faire partie pour y prendre une attitude de réformistes. Un des leurs a même

été élu président de l'assemblée. Nous donnions ainsi à une minorité prétendant diriger la rénovation de l'Annam le moyen de nous faire connaître ses aspirations.

La Chambre consultative de 1907 fut remplacée, l'année suivante, par la Commission consultative élue différemment. La minorité de 1907, qui devenait encombrante, en fut écartée, la commission étant composée de mandarins désignés par l'administration et de notables représentant, surtout, la fortune agricole. Le caractère politique de l'assemblée fut ainsi profondément modifié et, sur presque toutes les propositions tendant à une plus équitable répartition de l'impôt, la commission, consultée, demanda le maintien du *statu quo*.

L'Université indigène créée à Hanoï en 1907 parut, en 1908, avoir déterminé un mouvement d'émancipation intellectuelle, dangereux au point de vue politique, et fut supprimée. Les Annamites appartenant à la minorité mentionnée plus haut ont été persuadés que nous étions bien décidés à leur refuser l'instruction de façon à les maintenir dans un asservissement intellectuel en rapport avec notre intérêt politique. Les propositions qui ont été formulées en 1910 par le Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène sont de nature à leur rendre l'espoir. Mais que nous tardions à réaliser cet espoir, et, sans tenir compte de la nécessité qui s'impose à nous, dans leur intérêt bien entendu, de ne pas brûler les étapes, les Annamites croiront de nouveau que nous pratiquons, à leur égard, une politique de duplicité.

Si, maintenant, de ces questions primordiales de la politique indigène l'on passe aux questions d'ordre secondaire que doivent traiter, chaque jour, les administrateurs chefs de province, l'on verra, tous ceux qui ont pratiqué l'administration indigène le savent, que chacune de ces questions est susceptible de recevoir plusieurs solutions entre lesquelles il est souvent difficile de choisir. De plus, il arrivera fréquemment que, dans tel cas particulier, la solution commandée par les circonstances sera contraire à tel principe adopté sur une question d'ordre général.

Enfin, il ne suffit pas que nous prenions, dans la vie administrative quotidienne, des mesures excellentes. Il faut encore que les indigènes les comprennent et sachent qu'elles se rattachent à un plan d'ensemble conçu dans leur intérêt. C'est seulement à cette condition qu'ils accepteront ceux de nos actes d'autorité qui peuvent leur paraître contraires à leurs espérances.

Or l'Annamite, en raison de sa mentalité particulière, est inapte à saisir les rapports qui existent entre les idées et les faits, lorsque ces rapports ne sont pas immédiats. L'esprit de synthèse lui fait défaut (1). Sans doute cette mentalité est, en partie, provisoire ; elle se modifiera sous l'effort de l'éducation intellectuelle, effort que nous n'a-

(1) Bulletin de septembre 1909.

(2) L'Évolution économique et sociale au pays d'Annam. — *L'Asie Française*, Bulletin d'avril 1912.

(1) Cette question a été étudiée dans le Bulletin. — Voir mon article sur l'Enseignement indigène en Indochine dans le Bulletin d'août 1908.

vons pas encore tenté sur lui avec une vigueur suffisante, mais il faut bien reconnaître que, pour l'instant, l'indigène ne nous comprend pas parce qu'un voile épais sépare notre pensée de la sienne.

* * *

L'on conçoit combien, dans ces conditions, une pensée unique est difficile à dégager de faits et de besoins aussi contradictoires, et combien il est plus difficile encore à l'autorité française de réaliser l'unité d'action qui doit correspondre à l'unité de pensée.

Comment pouvons-nous, en dépit de ces difficultés et dans la mesure du possible, obtenir l'une et l'autre en Indochine? C'est ce que je voudrais maintenant indiquer.

Tout d'abord, il est bien certain que les pensées politiques maîtresses du gouvernement ne peuvent se dégager que de l'observation directe des faits économiques et sociaux, faits dont l'ensemble constitue la vie indigène, et aussi d'un juste sentiment de ces impondérables qu'il est si difficile d'analyser et, plus encore, de définir. C'est au gouvernement qu'il appartient d'arrêter un programme et une ligne de conduite d'après les éléments d'appréciation fournis à ses représentants, le ministre des Colonies et le gouverneur général de l'Indochine. Il appartient ensuite au gouverneur général de tenir la main à ce que ce programme soit exécuté.

Il n'est pas nécessaire que le gouverneur général soit un administrateur de carrière. Il est, au contraire, préférable qu'il soit choisi parmi les hautes personnalités de la métropole. Ce grand personnage aura de la sorte, vis-à-vis des pouvoirs publics, beaucoup plus d'indépendance qu'un simple fonctionnaire, si élevé soit-il, et il faut qu'il en soit ainsi. Ces très hautes fonctions de gouverneur général de l'Indochine sont donc assez faciles à remplir; un homme éminent suffit à la tâche. Il en est autrement des fonctions exercées par les collaborateurs du gouverneur général. C'est à eux qu'incombe la tâche de fournir au gouvernement les éléments de sa pensée et de les lui présenter par rang d'importance, de distinguer entre les faits de tous ordres ceux qui, malgré les apparences, sont seulement des manifestations passagères correspondant à une situation toute provisoire et ceux, au contraire, qui se reproduiront toujours parce qu'ils tiennent au fond et à la nature même des choses. A ces observateurs responsables une connaissance complète du pays, approfondie par une longue pratique, est indispensable. Les hauts fonctionnaires de l'Indochine devront donc être recrutés dans le personnel de l'administration indochinoise, tout au moins ceux qui sont chargés de l'administration générale ou investis du pouvoir judiciaire.

* * *

Le programme de réformes arrêté pour l'Indochine entre le ministre des Colonies et le gou-

verneur général est susceptible d'être, par la suite, modifié et complété. Sera-t-il établi d'abord exclusivement par ces deux hautes autorités et son exécution contrôlée ensuite par le ministre seul? Dans une remarquable préface à sa traduction du livre de S. J. Strachey, *L'Inde*, M. Harmand, ambassadeur honoraire, met en évidence les services rendus à l'Angleterre par le Conseil du secrétaire d'Etat pour l'Inde qui siège à Londres. M. Harmand, qui a passé de longues années en Extrême-Orient et, en particulier, dans l'Inde, préconise pour l'Indochine une institution analogue. Notre Conseil supérieur des colonies ne lui paraît, avec raison, correspondre en rien à cette conception. Ce conseil représente, en effet, des intérêts locaux plus que des idées et les indigènes n'y sont point représentés. L'éminent traducteur de Strachey souhaiterait donc que chaque ministre des Colonies « trouve en prenant possession de son poste l'assistance de conseillers techniques mais d'une autorité incontestable et disposant d'une indépendance tout autre que celle des directeurs d'un département, et que les avis émis collectivement par ces conseillers soient obligatoirement, dans tous les cas prévus et spécifiés par une loi, suivis par le ministre ». D'après M. Harmand il faudrait, en outre, que les conseillers « ne fussent recrutés que parmi des catégories précises d'anciens fonctionnaires, d'officiers, de négociants et de financiers remplissant des conditions parfaitement déterminées, dont le ministre n'aurait pas le droit de s'affranchir... Les fonctions de ces conseillers seraient rétribuées car elles seraient absorbantes, mais rétribuées dans la plus forte proportion possible par les colonies et possessions elles-mêmes (1), et les nominations seraient faites pour des périodes d'une durée fixe et renouvelable. Les membres du Parlement ne pourraient y prétendre, la politique (en ce qui touche au moins les possessions) n'ayant rien à voir dans les discussions de ce conseil auquel aucune question de politique proprement dite ne doit être soumise. On ne pourrait y introduire non plus aucun fonctionnaire en activité de service, si ce n'est à titre consultatif et temporairement, car il ne faut jamais, de propos délibéré, placer les hommes entre leur devoir et leur intérêt. Les membres du Conseil, divisés en commissions suivant leurs compétences spéciales, seraient appelés à travailler avec les directeurs et chefs de divisions du département. »

Je ne pouvais mieux dire que l'auteur de ces lignes, ni mieux faire que de les reproduire. Elles ont été écrites en 1894 et l'opinion qu'elles formulent n'a rien perdu de sa valeur. Toutefois, depuis 1894, les budgets locaux des colonies ont été soumis au contrôle du Parlement qui, par l'organe de ses commissions du budget, donne lui-même des directions coloniales et il n'est pas sûr que le Parlement veuille admettre, à côté du ministre des Colonies, un conseil technique dont

(1) Le terme « possessions » s'oppose, pour M. Harmand, à celui de « colonies » proprement dites, c'est-à-dire territoires situés hors de France et peuplés par des Français.

les avis seraient obligatoires. L'autorité du ministre en serait d'ailleurs diminuée et il se produirait ainsi une dualité de pouvoirs qui n'est pas désirable. Il suffirait donc que le conseil soit obligatoirement consulté, le ministre restant libre de passer outre à ses avis.

Le rôle joué par les conseillers techniques n'en serait pas moins considérable. Les suggestions qu'ils fourniraient au ministre seraient celles d'hommes expérimentés et désintéressés. Le conseil technique constituerait, entre les ministres et les gouverneurs généraux qui se succèdent, un lien permanent et assurerait ainsi la continuité de pensée indispensable au développement de notre action politique, économique et sociale en Indochine.

* * *

L'unité de pensée étant établie entre Paris et le siège du gouvernement général par le conseil technique, elle doit être assurée, en Indochine, par des conseillers placés auprès du gouverneur général, ces conseillers existent ; ce sont les inspecteurs-conseils.

Cette institution a été critiquée et certains ont voulu voir, dans les inspecteurs-conseils, les anciens directeurs des services généraux conservant, sous un déguisement administratif, leurs avantages matériels. Il n'en est rien. L'institution des services généraux avait paru, lorsqu'ils furent créés, au moment de la transformation financière de l'Indochine et de l'établissement du budget général, de nature à renforcer l'action du gouverneur général. Ainsi devait être condensée, pour ainsi dire, entre les mains de spécialistes bien choisis, toute la vigueur d'action nécessaire à l'exécution du vaste plan financier conçu pour le développement économique du pays. Il arriva, malheureusement, que ces spécialistes ne surent pas résister à la tentation d'augmenter l'importance de leurs services respectifs. Ils ressemblèrent un peu à de très savants chirurgiens appelés en consultation auprès d'un malade et qui négligeraient les indications données par le médecin ordinaire sur le tempérament de son client. Ce médecin ordinaire serait assez bien représenté, dans ma comparaison, par le chef d'administration locale, résident supérieur ou lieutenant-gouverneur, assisté de ses collaborateurs les chefs de province. Responsables du bon état général du pays qu'ils administraient, ces derniers avaient vu leurs moyens d'action considérablement réduits. Sous ce régime l'unité de pensée était obtenue, mais la pensée était devenue passablement étrangère à la matière indigène que nous avions à traiter ou plus exactement elle ne revêtait guère qu'une seule forme, la forme fiscale.

Depuis, le pouvoir a été replacé là où demeurerait la responsabilité, et l'équilibre administratif a été rétabli, mais un autre danger existe, c'est que, précisément, la crainte de rompre cet équilibre, et le sentiment des responsabilités immédiates peuvent inspirer aux chefs d'administration locale aussi bien qu'à leurs collaborateurs

une prudence exagérée en ce qui concerne les progrès à réaliser. Le souci très légitime de maintenir les budgets locaux dans de sages limites détournera leurs ordonnateurs de mettre à l'étude telle ou telle réforme. Si la réforme était reconvenue possible et si l'administration, sous la pression de l'opinion publique irresponsable, était obligée de la mettre à exécution ! Ou bien encore si le projet de réforme, connu de la population indigène, allait exaspérer des tendances que nous voudrions contenir encore quelque temps, en retardant, le plus possible, les réalisations espérées ! Nous avons certainement commis trop souvent l'imprudence de poser en Indochine plus de questions que nous n'en pouvions résoudre, mais l'inaction, aussi, et la vie administrative au jour le jour peuvent être d'une politique dangereuse. C'est pourquoi des études entreprises par des spécialistes, même sans pensée d'exécution immédiate, permettront au gouvernement général de voir assez loin devant lui pour qu'il puisse demeurer maître des événements, et ne pas rester, à un certain moment, pris au dépourvu et sans programme. Il faut, en outre, que les difficultés de chaque jour ne lui fassent pas perdre de vue le but à atteindre, et qu'il n'en soit pas détourné par la facilité de certaines solutions offrant des avantages immédiats mais provisoires.

A ce double point de vue les inspecteurs-conseils placés immédiatement auprès du gouverneur général seront d'excellents gardiens de sa pensée sans empiéter en rien sur les attributions des chefs d'administration locale.

* * *

Pour que, sur toute l'étendue du territoire, l'unité d'action corresponde à l'unité de pensée, il faut que l'action ne soit pas divisée entre des agents d'exécution trop nombreux. Aussi chaque pays de l'Indochine devrait être divisé en un nombre restreint de provinces. Ce n'est pas l'économie budgétaire à réaliser sur le personnel qui doit ici être prise en considération, mais bien l'unité d'action, d'autant mieux réalisée avec un personnel supérieur peu nombreux qu'il est d'autant plus facile de remplir un cadre d'hommes de grande valeur que ce cadre est plus restreint. De vastes territoires, subdivisés en circonscriptions administratives dont les chefs auraient en matière indigène des attributions assez étendues, offriraient cet avantage que les administrateurs en chef de ces territoires centraliseraient un certain nombre de besognes administratives. Ces besognes seraient mieux faites, et plus rapidement, par un petit nombre d'agents subalternes spécialisés, groupés au chef-lieu de territoire, que par un personnel de même ordre plus nombreux et disséminé, comme il l'est actuellement, entre les provinces. En outre de cette centralisation, il serait possible, en sens contraire, de réaliser une utile décentralisation de l'administration centrale de chaque pays ou territoire.

Enfin les chefs des circonscriptions administratives, placés sous la direction de l'administrateur en chef, pourraient consacrer à l'étude des affaires indigènes et aux tournées beaucoup plus de temps que n'en ont les chefs des provinces actuelles, absorbés qu'ils sont par une besogne de bureau, se répétant partout la même, envoi de statistiques, rapports administratifs, etc. Les provinces, il est vrai, sont divisées, aujourd'hui, en délégations, mais les délégués administratifs des résidents ont des pouvoirs insuffisants et, surtout, insuffisamment déterminés par rapport aux chefs de province. Leur situation administrative devrait être augmentée ainsi que leur autorité.

Ce serait, d'ailleurs, une faute que de diminuer, en proportion, le nombre de ces agents lesquels auraient une situation administrative intermédiaire entre celle des délégués et celle des chefs de province d'aujourd'hui. Il est très probable qu'un cadre plus nombreux de résidents en Annam aurait fait à ce pays une situation meilleure que celle révélée par les événements regrettables de 1908, car notre protectorat y aurait été exercé d'une façon plus suivie et plus efficace. Le rapprochement fait entre les cadres du « Civil Service » de l'Inde anglaise et ceux des services civils de l'Indochine montrerait combien se trompent les personnes qui croient accabler notre administration en parlant des immenses territoires que suffit à tenir un petit nombre de fonctionnaires anglais. D'après M. Harmand, dans sa traduction citée plus haut, « on compte dans l'Inde 765 postes occupés par les Civilians du Covenanted Service soit un par 4.000 milles carrés, et un, par quart de million d'habitants ». Or cette proportion est sensiblement la même que celle observée pour nos provinces d'Indochine.

* * *

L'unité et l'intensité de notre action seront d'ailleurs beaucoup plus grandes lorsque nous serons mieux secondés par les mandarins, et que l'administration indigène des provinces sera le prolongement de notre administration française alors qu'aujourd'hui encore, sauf en certaines provinces, ces deux administrations sont seulement juxtaposées. Nous avons déjà quelques mandarins parlant notre langue, formés à nos méthodes occidentales et qui nous rendent les plus grands services. Notre tâche administrative sera singulièrement facilitée le jour où nous pourrions, non pas admettre dans les bureaux de nos résidences des indigènes remplissant des fonctions françaises, mais faire exécuter ou préparer, dans les bureaux des mandarins, une grande partie du travail actuellement confié à des employés subalternes français lesquels seront alors supprimés sans inconvénient. Il est vrai que nous n'avons pas encore dans le désintéressement des mandarins une foi suffisante pour leur abandonner, ainsi, une partie des travaux confiés à nos compatriotes. La situation changera toutefois lorsque notre contrôle s'exercera mieux grâce à une plus grande

connaissance de la langue indigène chez les fonctionnaires français et, aussi, grâce à une connaissance du français plus répandue chez les indigènes. Cette idée que les Annamites et les Cambodgiens arriveront à parler français choque encore, en Indochine, la majorité de nos concitoyens. Il faut espérer qu'ils s'y habitueront et cesseront de confondre avec la question de langue la question politique dont les partisans du moindre effort abusent véritablement. Les fonctionnaires français qui contrôlent et les fonctionnaires indigènes qui exécutent, concourront de la sorte à la même œuvre, mais ils y travailleront chacun restant chez soi et bien des froissements se trouveront ainsi évités.

La préparation des mandarins au rôle que nous voulons leur voir jouer est d'ailleurs assurée, dès maintenant en Indochine, par des écoles d'administration indigène qui ont déjà donné d'excellents résultats et dont les programmes ainsi que les méthodes s'améliorent d'une façon continue.

* * *

L'unité d'action, nous l'avons vu plus haut, s'est trouvée rétablie dans une large mesure en Indochine lorsque les chefs d'administration locale représentants du pouvoir central se sont vu restituer l'autorité dont les services généraux les avait peu à peu dépouillés. Avec des moyens d'administration imparfaite (j'entends les autorités indigènes, mandarins d'une part, notables communaux de l'autre), les chefs d'administration peuvent de nouveau maintenir en équilibre, en les faisant progresser, les pays dont ils ont la charge. Tout en ménageant la collectivité communale, en Cochinchine, en Annam et au Tonkin, les castes au Cambodge et au Laos, les lieutenant-gouverneur et résidents supérieurs peuvent poursuivre un programme qui tend à l'affranchissement économique et social de l'individu. Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire constitue un sérieux danger pour le maintien de l'équilibre politique dont les représentants du pouvoir central sont responsables. Il ne s'agit plus, ici, d'empiètements répréhensibles d'un chef de service général. Dès l'instant que le procureur général s'est vu attribuer les fonctions de chef du service judiciaire indépendant de l'autorité administrative il a bien été forcé de prendre toutes les mesures que comporte la protection de l'individu; même quand ces mesures mettent en péril notre autorité sur les indigènes. Je ne pourrais, sans dépasser le cadre du présent article, m'étendre sur cette question que j'ai déjà traitée, d'ailleurs, dans une étude antérieure parue au *Bulletin de l'Asie Française* (1). Je crois avoir expliqué dans cette étude qu'en voulant conserver la loi indigène, et appliquer en même temps le principe de la séparation des pouvoirs, nous avons obtenu ce résultat bizarre, de renverser ce même principe et d'instituer, dans une certaine mesure,

(1) Bulletin de septembre 1909, p. 381 et suiv.

et théoriquement tout au moins la confusion des pouvoirs au profit de l'autorité judiciaire. Ainsi s'est produite, en grande partie par notre faute, une situation fort complexe que l'opinion métropolitaine peut très difficilement saisir. Les explications des administrateurs coloniaux lui paraissent suspectes, *a priori*, alors que certaines revendications tendant à compléter le principe de la séparation des pouvoirs par l'admission des avocats-défenseurs devant la justice indigène semblent plus claires et, par cela même, mieux justifiées. Il est certain, d'autre part, que le ministère de l'avocat peut aider puissamment au contrôle des actes accomplis par les administrateurs tant Français qu'indigènes. Malheureusement les pouvoirs publics, en permettant à l'individu de leur adresser directement ses plaintes par l'intermédiaire d'un avocat, ouvrent en même temps la porte aux agents d'affaires véreuses, Européens et indigènes, lesquels n'offrent pas les garanties que donne l'honorabilité professionnelle des avocats-défenseurs d'Indochine.

Je pense que la protection due à l'individu contre le pouvoir administratif aurait pu lui être assurée, et le contrôle nécessaire exercé à son profit sur nos administrateurs, par d'autres moyens. Mais, quelle que soit l'opinion qui prévale sur cette question, l'on voit combien l'action publique est d'un exercice délicat; combien, mise en mouvement mal à propos, elle peut obscurcir notre pensée aux yeux de l'indigène et rompre, par cela même, l'unité de notre action politique.

Il est bien certain, dans ces conditions, que les magistrats de l'ordre judiciaire ne pourront être à la hauteur d'une tâche aussi difficile que s'ils ont une connaissance sérieuse des mœurs indigènes. Ils en est ainsi aussi bien pour les magistrats du siège que pour ceux du parquet. Si les premiers n'ont pas à mettre en mouvement l'action publique, une erreur de leur part, lorsqu'ils jugent, produira dans l'opinion indigène un trouble beaucoup plus grave que ne le ferait, dans la métropole, un jugement mal rendu.

C'est pourquoi nous devrions adopter, en Indochine, le système suivi par les Anglais dans l'Inde. Les candidats reconnus aptes au « Civil Service », après un concours subi à Londres, ne sont pas, dès leur arrivée dans la possession, affectés au service de l'administration ou à celui de la justice. Ils acquièrent en qualité de « probationers » une connaissance générale du pays. Ce n'est qu'après ce stage accompli qu'ils deviennent administrateurs ou magistrats. D'où une même formation professionnelle au début avant toute spécialisation, une expérience commune des mêmes choses. Le gouvernement français est bien entré dans cette voie en ouvrant à l'Ecole coloniale, à Paris, des sections spécialisées pour les élèves magistrats mais il est évident que ces élèves, une fois brevetés et spécialisés, dès leur arrivée en Indochine, dans leurs fonctions judiciaires, n'auront plus jamais l'occasion de connaître l'indigène dans son milieu et que ce der-

nier ne lui apparaîtra que sous un seul de ses aspects, celui du plaideur, aspect ne pouvant révéler qu'une personnalité factice et non la vraie, celle de tous les jours. L'administrateur lui-même arrivera difficilement à connaître cette personnalité vraie; et il en est ainsi dans les colonies de toutes les puissances: « Nul ne peut se targuer de connaître la pensée intime des indigènes s'il ne se mêle à eux tout vernis dépouillé. » Cette phrase est de Kipling, l'écrivain anglais qui a connu l'Inde comme personne chez nous, je le crains, ne connaît l'Indochine. Mais, si superficielle que soit sa connaissance de l'indigène, notre administrateur colonial l'emporte, en pareille matière, sur le magistrat colonial, surtout en pays annamite où la vie individuelle est si intimement unie à la vie communale. Or la pratique de l'administration indigène journalière peut seule donner au fonctionnaire français, s'il parle l'annamite, la connaissance de la vie communale.

*
* *

J'ai essayé, au début de cet article, de montrer combien il était difficile, en Indochine, de dégager une ligne de conduite générale, à l'égard des indigènes, de tous les faits que révèle à nos fonctionnaires la vie administrative. Aussi est-il indispensable que les hommes qui ont le devoir de proposer un programme politique, comme ceux qui ont pour tâche de l'appliquer en s'en laissant détourner le moins possible par les difficultés de chaque jour, soient pourvus d'une haute culture intellectuelle, leur esprit étant familiarisé avec mais les idées générales.

C'est ce que les Anglais ont compris depuis longtemps, et c'est sur ce principe qu'est fondé le recrutement de leur « Civil Service » pour leurs colonies et possessions d'Extrême-Orient. Les candidats aux fonctions administratives et judiciaires de l'Inde, de Ceylan, des Straits Settlements, et de Hong-Kong prennent part, en Angleterre, à un concours dont le programme renferme certaines matières paraissant absolument étrangères à l'administration coloniale. C'est ainsi que l'un des sujets proposés au concours de 1910, était la comparaison des dialectes picard, bourguignon, et anglo-normand avec celui de l'Île-de-France parlés au moyen âge, un autre « l'Etude du drame romantique français des *Burgraves*, de Chatterton, du théâtre d'Alexandre Dumas père et de Musset », un autre encore « de l'Influence de Rousseau sur la littérature anglaise », un autre enfin « Traduction en vers iambiques grecs d'une poésie de Shelley » (1). « A quoi tout cela peut-il bien servir? » diront les gens pour lesquels il suffit d'être dépourvu de culture intellectuelle pour avoir du sens pratique, et de n'être pas un homme de pensée pour devenir un homme d'action.

(1) Note officielle pour 1911 contenant le règlement des concours pour le « Civil Service » de l'Inde, etc., les sujets donnés au concours de 1910 et le nombre de points donnés pour chacune des matières.

Le programme du concours comportait, en 1910, 33 matières dont aucune n'est obligatoire. A chacune d'elles est affecté un maximum de points variant de 300 à 1.200. Les candidats peuvent choisir entre les 33 sujets, un nombre minimum de matières ne leur étant pas imposé. Mais, en tout état de cause, le nombre total des maxima affectés aux matières choisies par un candidat ne peut dépasser 6.000, alors que les maxima totalisés des 33 matières du programme donnent une somme de 103.700 points. Cette ingénieuse disposition a pour objet d'éliminer les candidats ayant la connaissance superficielle d'un grand nombre de matières, et qui les traiteraient toutes suppléant par la quantité à la qualité de leurs compositions. Les vainqueurs du concours sont donc non les médiocres, mais ceux dont l'esprit vigoureux a pu acquérir des connaissances approfondies en un certain nombre de matières librement choisies parmi les plus diverses (1), la cote la plus élevée (1.200) étant réservée aux mathématiques élémentaires et aux mathématiques supérieures.

Il est à remarquer, de plus, que, si les fonctionnaires ainsi recrutés ont tous une haute culture, ils diffèrent les uns des autres par des formations intellectuelles et des aptitudes diverses. Parvenus, plus tard, aux degrés supérieurs de la hiérarchie, ils réuniront, pris en collectivité, les compétences les plus variées (2) et se compléteront ainsi de la façon la plus profitable pour le bien public.

* * *

Lorsque le jeune Anglais a été reçu au concours il n'est que « probationer », admis à subir un stage dans l'Inde. Il a prouvé seulement qu'il possédait une culture intellectuelle générale. Par quel procédé nous assurons-nous que cette culture existe chez les candidats aux fonctions administratives en Indochine? Les règlements ont varié sur ce point. En Cochinchine, aux termes du décret du 2 juin 1876, le recrutement des administrateurs stagiaires des Affaires indigènes se faisait par simple choix entre les candidats, soit pourvus des diplômes de bachelier ès lettres et ès sciences complet, soit licenciés en droit ou anciens élèves de l'Ecole centrale, soit officiers sortant de l'Ecole polytechnique, militaire ou navale, soit officiers des différents corps pourvus du di-

plôme de bachelier ès lettres ou ès sciences, soit parmi des fonctionnaires déjà en service dans l'administration centrale ou en Cochinchine, et munis d'un diplôme de bachelier. L'instruction générale de ces stagiaires n'était pas considérée comme suffisamment démontrée par leurs diplômes, car tant au « collège des stagiaires », où ils suivaient des cours pendant onze mois, qu'après leur sortie du collège ils étudiaient l'économie politique et l'histoire des colonies françaises. Les administrateurs devaient faire preuve des connaissances ainsi acquises en passant trois examens, pour conquérir successivement les grades d'administrateurs de 3^e et de 2^e classe. Pour ce dernier grade le candidat devait faire, par écrit, une « thèse d'économie politique » et la développer ensuite oralement.

On le voit ce n'était pas seulement à l'école que l'esprit des jeunes fonctionnaires recevait une culture générale. Ils étaient tenus de continuer, tout en assurant leur service, des études spéculatives et, certes, aucune étude plus que celle de l'économie politique n'est capable d'habituer l'esprit à saisir les rapports, apparents ou cachés, qui existent entre les divers faits dont l'ensemble constitue la vie elle-même. C'est l'intelligence de ces rapports qui permet au sociologue d'attribuer à chacune des manifestations de la vie indigène l'importance qu'il convient, de découvrir les points où doit s'appliquer notre action politique, de calculer l'intensité nécessaire et suffisante de cette action et aussi de fixer le moment auquel elle devient inopportune et par conséquent dangereuse. C'est, en un mot, l'intelligence de ces rapports dont est fait, pour la plus grande part, l'art de gouverner. Le malheur c'est que l'union de la pensée et de l'action semble moins nécessaire aux administrateurs à mesure qu'ils s'enfoncent dans la pratique de chaque jour. Comme l'idée générale leur apparaît d'une application de plus en plus difficile, ils en arrivent inconsciemment à la considérer comme de moins en moins nécessaire. C'est alors que chaque chef de province a recours aux moyens administratifs qu'il emploie le mieux et s'adonne plus spécialement à telle partie de sa tâche qu'il préfère parce qu'il comprend mieux les problèmes qui s'y rattachent. C'est ainsi que naît cet esprit de spécialisation, d'autant plus dangereux chez un fonctionnaire d'administration générale, qu'il l'entraîne vers les réalisations immédiates et que, d'autre part, l'action spécialisée, naturellement plus vigoureuse, procure à la conscience des satisfactions faciles.

Est-ce l'obligation dans laquelle se trouvaient les administrateurs de poursuivre des études spéculatives qui a maintenu dans leur esprit la notion de l'idée générale? Est-ce cette notion persistante chez eux qui les empêchait de se laisser alourdir par la routine des affaires courantes? Au contraire cet édifice d'enseignement administratif, collège des stagiaires et examens ultérieurs, n'était-il qu'une simple façade? Toujours est-il que la Cochinchine a eu l'heureuse

(1) Les matières du programme sont les suivantes : anglais, sanscrit, arabe, grec, latin, italien, français, allemand, mathématiques élémentaires, mathématiques supérieures, chimie, physique, géologie, botanique, zoologie, physiologie animale, géographie, histoire grecque, histoire romaine, histoire anglaise (section I et section II), histoire générale moderne, logique et physiologie, morale et métaphysique, économie politique et histoire économique, science politique, droit romain, droit anglais.

(2) C'est ainsi qu'en 1910 le candidat reçu avec le n° 1 au concours, avec 3.793 points et 14 matières, avait choisi, comme matières, l'anglais, le grec, le latin, l'histoire grecque et romaine, la logique et la psychologie, la morale et la métaphysique, l'économie politique et l'histoire économique, la science politique; le n° 11 avec 3.077 points et 8 matières avait choisi l'anglais, les mathématiques élémentaires et supérieures, la chimie, la physique, la botanique, l'histoire anglaise (2^e section), l'économie politique et l'histoire économique.

chance d'être administrée, il y a quelque trente ans, par des hommes de haute valeur, d'une intellectualité supérieure et dont bon nombre, dès le début de leur carrière, se sont préparés au rôle qu'ils devaient jouer, plus tard, au sommet de la hiérarchie.

L'école des stagiaires a disparu, puis l'administration des affaires indigènes est devenue accessible à certains fonctionnaires chargés jusqu'alors d'un travail de bureau et maintenus dans un cadre distinct, à l'entrée duquel il n'était pas exigé de diplôme sérieux. Enfin l'occupation de l'Annam et du Tonkin a été assurée par des fonctionnaires qui faisaient œuvre moins d'administration que de conquête. A cette œuvre, il fallait des débroussailliers plus que des sociologues et un grand nombre de nos résidents s'y sont révélés tout à fait supérieurs par leur vigueur, leur courage et leur abnégation. La tâche de nos administrateurs d'aujourd'hui n'est plus la même et pour qu'ils puissent la remplir, aux prises avec une vieille civilisation qui se réveille en se transformant, il leur faut une intellectualité aussi développée que leur énergie et leur désir de bien faire.

C'est en ce sens que fut pris le décret du 16 septembre 1899 fusionnant dans le cadre unique des services civils de l'Indochine les divers personnels d'administration générale et imposant un examen professionnel aux administrateurs des services civils pour passer de la 5^e à la 4^e classe. Cet examen dont les épreuves supposaient chez les candidats une certaine culture générale, a été supprimé et de plus, à l'heure actuelle, un certain nombre d'emplois de début dans les services civils, ceux de commis, sont attribués à des candidats militaires desquels on n'exige aucun diplôme et qui sont astreints à un simple examen d'entrée d'un caractère tout à fait primaire et très facile. A côté de fonctionnaires d'esprit très cultivé, entrés directement dans l'administration des services civils de l'Indochine, sans passer par l'Ecole coloniale dont il va être question, se trouvent donc des fonctionnaires d'une instruction générale très restreinte. L'examen permettait de les maintenir dans les grades inférieurs alors qu'il laissait arriver aux degrés élevés de la hiérarchie les administrateurs qui avaient eu le mérite de suppléer, en étudiant seuls, aux lacunes de leur instruction première. La suppression de l'examen permettra aux uns comme aux autres si l'on n'y remédie pas d'arriver à des emplois qui exigent pour être bien occupés des qualités de premier ordre (1).

Les services civils ont, il est vrai, une autre source de recrutement, c'est l'Ecole coloniale fondée par un décret du 23 novembre 1889. L'accès en est ouvert par le concours aux candidats pourvus de certains diplômes ou certificats (2), dont

la possession témoigne d'une culture générale sérieuse, culture qu'implique, aussi, la connaissance des matières demandées au concours (1).

Une fois reçus à l'Ecole coloniale, les élèves augmentent cette culture générale, ainsi que le faisaient en Cochinchine, nous l'avons dit plus haut, les administrateurs sortis du collège des stagiaires (2), mais d'une façon beaucoup plus complète que ces derniers.

* * *

Nous avons vu que le concours ouvert pour les fonctions du « Civil service » de l'Inde avait pour objet unique de reconnaître le degré de culture générale des candidats. En ce qui concerne la formation spécialement coloniale des « Civilians » elle se fait seulement dans l'Inde (3).

Notre Ecole coloniale procède d'une autre conception suivant laquelle il est possible et désirable de préparer, en France même, le futur administrateur à ses fonctions coloniales. Il ne s'agit pas, bien entendu, de lui en apprendre le détail qu'il ne possédera que par la pratique, encore moins de lui former un « caractère colonial ».

commercial de Paris, les Ecoles supérieures de commerce reconnues par l'Etat, l'Institut agronomique, certificat d'admissibilité dans les 150 premiers à l'Ecole navale délivré par le ministre de la Marine.

(1) Le programme du concours comprend :

1^o Une épreuve de sous-admissibilité portant sur les matières enseignées dans la première et la seconde année des écoles de droit ;

2^o Des épreuves écrites d'admissibilité portant sur l'histoire générale de la colonisation française et étrangère, jusqu'en 1815 et de 1815 à nos jours, sur la géographie, sur une version et un thème anglais ou allemand ;

3^o Des épreuves orales d'admission portant sur les matières suivantes : construction pratique ; hygiène et médecine pratique ; comptabilité pratique ; langue anglaise ou allemande.

La préparation au concours peut être faite par les candidats dans une école préparatoire annexée à l'Ecole coloniale.

Les licenciés en droit, les licenciés ès lettres ou ès sciences, les anciens élèves des grandes écoles de l'Etat, de l'Ecole des hautes études commerciales, de l'Institut commercial de Paris ou d'une des écoles supérieures de commerce reconnues par l'Etat, bénéficient, pour le classement, d'un nombre de points égal au sixième du nombre total des points qu'ils ont obtenus pour l'admission.

(2) Les cours suivis par les élèves comprennent, entre autres matières, les suivantes : la colonisation française, politique coloniale, régime économique, mise en valeur ; la colonisation étrangère, les langues vivantes.

Les élèves, font chaque année, une composition en langue anglaise ou allemande portant sur la totalité ou sur une partie d'un ouvrage colonial étranger qui aura été étudié pendant l'année scolaire.

Ils doivent, à la fin de la première année d'études, et sauf le cas où ils justifieraient du grade de licencié en droit, subir un examen portant sur les matières suivantes inscrites au programme de la licence en droit, troisième année, droit civil, droit commercial, éléments de procédure civile, législation financière, législation coloniale.

(3) « Les examinateurs à Londres, sont d'ordinaire d'anciens fonctionnaires de l'Inde rompus à la pratique des affaires, épris de la grandeur de ce pays. Ces mêmes commissaires ont la mission permanente de préparer les programmes et les concours, de suivre et de connaître les candidats. Ceux-ci, après avoir satisfait au premier examen, sont seulement « probationers » on pourrait dire admissibles ; l'examen d'admission ne se passe qu'un an après. Pendant le stage intermédiaire, le candidat reste en rapports constants, personnels et par écrit avec les commissaires qui l'ont déjà vu et qui prononceront l'admission ; il leur doit compte de ses travaux, de sa conduite, de sa santé même, car il a besoin, pour les fonctions à la fois délicates et lourdes qui lui seront confiées d'être libre de toute tare qui serait de nature à diminuer sa force, sa respectabilité, sa moralité. » (*Etudes sur l'Education et la Colonisation*, par M. Courant, secrétaire interprète au ministère des Affaires étrangères, maître de conférences à l'Université de Lyon.)

(1) Un décret du 24 juin dernier, qui a paru pendant que cet article était en cours d'impression, vient de rétablir un examen d'aptitude pour le passage du grade de commis de 1^{re} classe à celui d'administrateur de 5^e classe. Espérons que le programme comprendra des épreuves de culture générale.

(2) Diplôme de bachelier, diplôme supérieur ou certificat d'études délivré par l'Ecole des hautes études commerciales, l'Institut

Le caractère ne se forme pas à l'école, mais dans la vie, et nul ne peut répondre que l'élève diplômé réussira dans son acclimatement physique et moral en Indochine. Mais comme le jeune Français est, à ce point de vue, beaucoup moins armé que le jeune Anglais, parce que la mauvaise légende coloniale est loin d'être détruite dans notre beau pays de France, il est bon de lui faciliter cet acclimatement en le familiarisant, par avance, avec les hommes et les choses d'Indochine. C'est dans ce but que l'enseignement de l'Ecole coloniale comprend, à côté de cours généraux communs à tous les élèves, des cours spéciaux faits dans deux sections distinctes : la section africaine et la section indochinoise. Les cours spéciaux de cette dernière sont au nombre de cinq. Deux de langues vivantes, annamite et cambodgienne, un cours de caractères chinois, un cours de géographie de l'Indochine, d'histoire et institutions de l'Indochine et de la Chine, et, enfin, un cours de législation et d'administration de l'Indochine. Sur les professeurs chargés de ces cours, quatre sont des fonctionnaires indochinois en activité de service ou en retraite, d'un grade élevé, ayant tous effectué un long séjour et rempli les fonctions de chef de province en Indochine.

En ce qui concerne l'étude des langues indochinoises, elle peut être commencée très utilement et poussée assez loin à l'Ecole coloniale où nos futurs administrateurs se trouvent en relations avec les élèves annamites et cambodgiens d'une section indigène organisée à l'école. Sans doute, les langues d'Extrême-Orient ne peuvent être tout à fait sues que dans le pays même. C'est que l'on n'est bien sûr des mots que lorsqu'on s'est familiarisé avec les choses qu'ils expriment, et qu'une langue vivante s'apprend non seulement avec l'oreille, mais aussi avec les yeux. Mais il n'en est pas moins vrai que les élèves peuvent, avec fruit, s'exercer à l'articulation de la langue annamite, la plus difficile de toutes les langues d'Extrême-Orient, à l'exception peut-être de la langue birmane, et qu'ils peuvent apprendre, en France, avec leur prononciation une quantité de mots qu'ils arriveront à reconnaître une fois sur place. Ils auront acquis, de la sorte, une préparation phonique et auditive qui abrégera beaucoup la durée de leurs études une fois sur place. L'on donne toujours en exemple à nos fonctionnaires coloniaux les fonctionnaires coloniaux anglais qui parlent couramment, dit-on, les langues des pays qu'ils administrent. Ceux qui font cette critique oublient, ou ignorent, que le « probationner » anglais arrivé dans l'Inde n'est pas immédiatement pourvu d'un poste. Il est dispensé de tout service, quoique recevant une solde et consacre une année à l'étude de la langue qu'il doit savoir. Il paraît, d'ailleurs, en ce qui concerne la langue birmane, que les fonctionnaires anglais ne la parlent pas plus couramment que nos administrateurs d'Indochine ne parlent la langue annamite.

Le cours de législation et d'administration de l'Indochine comprend trente leçons la première

année et soixante la seconde. Dans la première partie du cours les élèves étudient l'organisation politique et administrative générale ainsi que le régime financier de l'Indochine. Dans la seconde partie, ils étudient l'administration et la législation indigène ainsi que les faits dont l'ensemble constitue l'application des règles édictées en matière d'impôt direct. Placés ainsi « in medias res » ils reçoivent de leur professeur les mêmes directions générales d'ordre pratique qu'ils recevraient de ce professeur s'il occupait encore sa situation de chef de province et si, nouveaux débarqués en Indochine, ils étaient envoyés sous ses ordres (1).

En même temps, leur esprit reçoit l'empreinte des idées générales qui déterminent la conduite de leurs futurs chefs ; ils s'habituent à cette préoccupation, qui devra devenir chez eux comme instinctive, du plan d'ensemble, plan que, de longtemps encore, il ne leur appartiendra pas d'établir mais à l'exécution duquel ils concourront dans une mesure quelconque, si modeste soit-elle. En somme, les élèves sont préparés à cette communauté de pensée qui doit exister entre le chef et les fonctionnaires en sous-ordre et peut seule assurer l'unité d'action.

Pareil résultat ne pourrait-il pas tout aussi bien, et mieux encore, être atteint par un enseignement donné sur place ? Cette conception n'avait-elle pas été réalisée, précisément, par le Collège des stagiaires en Cochinchine ? Je ne le crois pas.

(1) C'est ainsi que le programme du cours comprend entre autres développements, ceux donnés sur les sujets suivants : les divers aspects intellectuels et moraux de l'indigène ; sa conception de la probité, de la sincérité ; la concussion, le jeu ; les mandarins, les lettrés, les interprètes, les soldats indigènes, les prisonniers, la domesticité indigène. Quelle doit être l'attitude des fonctionnaires indigènes envers les fonctionnaires français et vis-à-vis des Européens non fonctionnaires ? Marques extérieures de respect, d'une part, et de considération d'autre part.

Rôle de l'administrateur en matière indigène, au bureau et en tournée. Les travaux publics. Rôles respectifs de l'administrateur chef de province et du service technique en pareille matière. Collaboration des indigènes et intérêt qu'offrent les renseignements qu'ils peuvent donner ; leurs arrière-pensées possibles quand ils donnent leur avis sur les travaux à faire.

Quelle doit être l'action de l'administrateur des services civils en matière d'administration générale et la collaboration qu'il doit apporter à tous les services en sa qualité de représentant du pouvoir central ? Importance de la question au point de vue de la mentalité annamite.

Evolution de notre protectorat au Tonkin, en Annam et au Cambodge. Evolution politique et sociale indigène considérée dans ses rapports avec le développement économique du pays. L'individualisme naissant et le passé communautaire en pays annamite.

L'enseignement indigène et les divers aspects politiques et financiers de la question... Le commerce et la mentalité indigène.

Le droit annamite dans ses rapports avec les institutions sociales et l'organisation politique annamite. L'évolution judiciaire, l'individualisme et la responsabilité communautaire en pays annamite.

Avantages et inconvénients respectifs de l'impôt direct et de l'impôt indirect tels qu'ils apparaissent, à l'application, dans les pays annamites. La perception de ces deux catégories d'impôts considérée dans ses rapports avec l'organisation politique, d'une part, et la mentalité annamite, d'autre part.

(Notice officielle sur l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole coloniale. Edition 1911.)

Pour que de pareilles études soient faites sérieusement, il faut que professeurs et élèves s'y adonnent tout entiers. Elles ne doivent pas être organisées sous forme de cours du soir, surtout dans un pays dont le lourd climat rend pénible tout travail purement spéculatif. Le temps donné à l'enseignement ne peut donc être pris que sur celui du service et, dès lors, l'entretien des professeurs et des élèves, à solde coloniale, devient une lourde charge pour le budget, alors qu'à l'Ecole coloniale les élèves ne touchent aucune solde et que les professeurs ne touchent qu'une solde réduite.

Enfin, et surtout, le milieu colonial est le plus mauvais qui se puisse trouver pour ces sortes d'études. Il est totalement dépourvu de la sérénité qui leur est indispensable. L'aspect immédiat des choses est, dans ce milieu, par trop décevant, par trop hostile; les nerfs de chacun y sont trop exaspérés, trop de gens y sont irrités par les mêmes ennuis physiques ou moraux; la rancune de chacun y est trop aggravée par celle du voisin, et un sens commun y prédomine qui cesse d'être le bon sens. C'est cet état d'esprit, surtout, qui rend pénible l'acclimatement du jeune fonctionnaire et contre lequel il faut essayer de le prémunir en l'en avertissant.

Si la préparation intellectuelle et morale du jeune administrateur peut être difficilement obtenue dans une école locale d'administration, à plus forte raison sera-t-elle difficile pour le nouveau débarqué s'il est envoyé purement et simplement dans une province. Là il sera pris immédiatement par les nécessités du service courant et se trouvera exposé, pendant un temps plus ou moins long, selon sa vigueur morale et sa perspicacité, à toutes les influences, bonnes ou mauvaises, à toutes les opinions vraies ou fausses, de camarades plus anciens que lui. Son chef de province n'aura guère le temps de se faire son éducateur, et, peut-être, les idées de ce dernier seront-elles très différentes de celles qu'a le chef de la province voisine, s'il est vrai que l'unité de pensée manque, en Indochine, au point que le pensait M. le rapporteur du budget de 1911.

Il paraît donc indispensable de maintenir en France, à l'Ecole coloniale, la préparation spéciale qui s'y donne actuellement.

* *

L'Ecole coloniale pourrait faire mieux encore avec sa section indochinoise. Des cours supérieurs et des examens spéciaux pourraient y être institués dont l'accès serait réservé aux jeunes administrateurs, ayant ou non passé par l'Ecole coloniale, et qui auraient accompli un stage en Indochine. Promus au grade supérieur avant leur départ pour l'école en raison de leur connaissance des langues indochinoises, de leur vigueur morale et physique, des qualités diverses dont ils auraient fait preuve sur place, ils se livreraient, sous la direction de professeurs qualifiés, à des

travaux touchant à l'administration, à la législation, aux mœurs et aux coutumes de l'Indochine. Hors du milieu que j'ai décrit plus haut, dans le repos physique, dans le calme et le recueillement moral, sous un climat plus favorable à l'étude, dans un milieu meilleur, en un mot, que celui qu'ils viennent de quitter, ils réfléchiraient à ce qu'ils ont vu, ils feraient la part des choses et reconnaîtraient sous les manifestations de la vie indigène auxquelles ils ont assisté les grandes lois qui régissent l'humanité et sous l'empire desquelles elle évolue en progressant. Ces jeunes gens retrouveraient ainsi l'unité de pensée que le contact brutal des choses amoindrit forcément. En outre, placés dans une situation analogue à celle des « probationers » de l'Inde anglaise, les meilleurs d'entre eux se feraient reconnaître à la valeur des observations recueillies par eux pendant leur stage en Indochine et prouveraient ainsi que, dès leur entrée dans la carrière, ils se sont apprêtés à devenir ce qu'ils doivent être un jour, des chefs.

CH. FOURNIER-VAILLY.

La Question de l'Alcool EN INDOCHINE

Nous publions ci-dessous un nouvel article sur la question du remplacement du monopole de l'alcool en Indochine et la réponse que lui fait l'auteur d'une étude qui avait paru dans l'*Asie Française* d'avril. Nous désirons que cette question, primordiale pour notre politique indigène, soit discutée sous toutes ses faces, mais nous ne préconisons pas tel ou tel système, ni telle ou telle solution.

Tout ce que nous demandons c'est que le monopole de l'alcool soit supprimé et que l'on s'en tienne à la dénonciation qui a été faite du malheureux contrat de 1903 pour le Tonkin et le Nord-Annam. Le mouvement général de l'Extrême-Orient suffisait à recommander à la nation protectrice la suppression de l'insupportable régime qui avait été instauré alors. Mais le maintien de celui-ci est devenu absolument impossible depuis les déclarations formelles que fit heureusement M. Klobukowski, et l'enquête non douteuse que M. Sarraut, peu après son arrivée, fit faire auprès des autorités indigènes. Notre honneur lui-même est maintenant engagé du même côté que la politique nécessaire à la consolidation de notre domination. Ajoutons que, d'après l'avis de juristes émérites, l'abandon du monopole est le seul procédé qui permette d'en finir sans contestations embarrassantes avec le contrat de 1903, si déplorablement rédigé pour ne pas dire plus.

L'essentiel est donc pour nous de rétablir la liberté de fabrication et de faire cesser par là des perquisitions nécessaires et incessantes qui entretenaient journellement dans la population indigène des sentiments de rancune contre les Français. La question fiscale est d'importance secondaire en présence de cette nécessité primordiale. On peut prévoir le remplacement du monopole de l'alcool par un impôt direct, par une taxe des alambics, adopter des solutions différentes pour le Sud et pour le Nord—il ne faut pas oublier en effet que c'est surtout dans le Tonkin et le Nord-Annam, pays de petites distilleries et de population dense et obligée d'être industrielle, que le monopole a produit

d'intolérables résultats. On peut même, si le remplacement paraît trop malaisé, demander une subvention à la métropole. Toute solution nous paraîtra acceptable pourvu qu'on fasse cesser un régime qui ne pouvait se maintenir que par une surveillance dont le résultat était de faire que la masse des villageois annamites connaissait surtout la nation protectrice en entrant en contact avec des agents de la régie obligés de mener d'exaspérantes perquisitions. Un impôt ayant de telles exigences était dans un pays de domination, la plus extravagante hérésie politique. C'est pourquoi nous sommes heureux de publier des articles qui montrent la gravité de cette question et proposent des moyens variés et intéressants de la résoudre, en tant du moins qu'il reste à trouver une solution de remplacement puisque la question du contrat des distilleries a été irrévocablement réglée par la dénonciation et que le monopole lui-même est condamné sans retour.

Le remplacement de l'impôt sur l'alcool au Tonkin et dans le Nord-Annam.

Différents systèmes ont été proposés pour remplacer l'impôt de consommation sur l'alcool au Tonkin et dans le Nord-Annam à l'expiration du monopole de fabrication des usines européennes et M. Fournier-Vailly a exposé ici même (1), dans le Bulletin d'avril 1912, celui qu'il a imaginé et qui est des plus ingénieux. Je ne voudrais pas lasser la patience des lecteurs de l'*Asie Française*, mais ils me pardonneront de dire encore quelques mots sur cette question capitale pour l'Indochine et M. Fournier-Vailly voudra bien m'excuser si, tout étant d'accord avec lui sur le fond du débat, je ne partage pas complètement sa manière de voir sur le remède proposé.

Je dois dire toutefois que l'idée de diviser la taxe de remplacement en plusieurs parts me paraît tout à fait heureuse, car les différents systèmes qui consistaient à remplacer purement et simplement l'impôt indirect par des cents additionnels à l'impôt personnel ou à l'impôt foncier n'étaient pas viables. Si l'impôt personnel était seul mis en cause, son montant se trouverait augmenté de 75 0/0, ce qui est inadmissible, et si les cents additionnels portaient uniquement sur l'impôt foncier, le péril ne serait pas moins grave, car une grande partie des recettes budgétaires se trouveraient alors gagées sur l'état de la récolte et seraient donc à la merci d'un cataclysme; mais en demandant à la fois à la taxe personnelle et à la taxe foncière de compenser une partie — que M. Fournier-Vailly fixe aux deux tiers — du produit de l'ancienne taxe de consommation de l'alcool, on ne chargera pas outre mesure les deux impôts directs.

Par contre, je ne pense pas que l'impôt sur les alambics, destiné à fournir le complément de la taxe de remplacement, soit désirable. On peut faire observer tout d'abord que ce système a déjà été pratiqué (un arrêté du 1^{er} décembre 1894 avait fixé une taxe de 3 d. 50 par alambic et par mois), mais il ne paraît pas avoir donné de bons résultats,

puisque l'on l'a abandonné au bout d'un an. On peut dire ensuite que le principal inconvénient de ce système proviendrait de l'avantage qu'il procurerait aux Sociétés européennes dont les appareils ont un rendement bien supérieur à celui des appareils indigènes. Or, il est bien évident qu'il est inutile de supprimer en droit le monopole, si l'on donne aux sociétés européennes le moyen de le rétablir en fait. Suivant les calculs les plus dignes de foi auxquels on s'est livré dans la colonie, il résulte que le prix de revient du litre d'alcool à 40° fabriqué par les procédés européens varie de 7 à 10 cents, suivant les variations du cours du riz, tandis que pour l'alcool fabriqué par les procédés indigènes ce prix de revient varie de 14 à 19 cents (1). Si l'on ne favorise pas le producteur indigène, il est donc certain que les Sociétés européennes monopoliseront le marché. La question de goût mise à part — et il sera facile aux Sociétés de mélanger à leur alcool neutre de l'alcool des distilleries indigènes pour donner au produit le goût empyreumatique cher aux Annamites — les usines européennes pourront « truster » la vente, parce qu'elles obtiennent un prix de fabrication moindre. Quel que soit le nombre des distilleries européennes qui pourront s'ouvrir sous le régime de la liberté de fabrication, elles ne manqueront pas de conclure entre elles un cartel en vue de limiter les zones d'écoulement de leurs produits et elles adopteront un prix unique tel que la concurrence serait impossible. Or, l'impôt sur les alambics ne pourrait que favoriser ce monopole.

La solution du problème ne peut être trouvée que dans un régime de protection des distilleries indigènes et celle-ci ne peut être assurée qu'en revenant au principe posé en 1895 (2). L'arrêté du 21 décembre 1895 fixait à 50 cents l'impôt de consommation par litre d'alcool pur avec détaxe des six dixièmes pour l'alcool fabriqué dans le pays par les procédés européens, et des neuf dixièmes pour l'alcool fabriqué par les procédés indigènes. Autrement dit l'alcool sorti des usines européennes payait une taxe de 20 cents par litre d'alcool pur, soit 8 cents par litre d'alcool à 40° et l'alcool sorti des usines indigènes payait 5 cents par litre d'alcool pur, soit 2 cents par litre d'alcool à 40°. On peut remarquer que la proportion établie par l'arrêté de 1895 se trouverait encore justifiée aujourd'hui, puisqu'elle égalise le prix de revient des deux alcools. Si nous prenons pour l'alcool fabriqué par les procédés indigènes le prix moyen et pour l'alcool européen le prix le plus fort (une diminution dans la fabrication pouvant effectivement élever le prix de revient) nous obtenons le tableau suivant :

(1) Actuellement l'alcool de contrebande se paie couramment 15 cents la bouteille de 75 centilitres, soit à raison de 20 cents le litre.

(2) On peut faire observer également qu'en Cochinchine l'échelle des prix d'achat aux distillateurs est double : l'une contractuelle pour l'alcool produit par l'usine de la Société des distilleries de l'Indochine et l'autre spéciale à l'alcool produit par les usines chinoises.

(1) Voir l'*Asie Française*, mars et avril 1912.

Prix de revient d'un litre à 40°.

	Impôt	Total
Alcool européen 10.....	8	18 cents
— indigène 16.....	2	18 —

Examinons donc le moyen de réaliser ce tarif différentiel entre les deux alcools : on pourrait, observant que la moyenne des deux taxes de 1895 représente environ le tiers de l'impôt actuel (12 cents), décider purement et simplement l'abaissement de celui-ci et sa fixation aux prix susindiqués (la distillation étant assurée par des distilleries); exercées, mais on se heurterait alors aux mêmes difficultés rencontrées autrefois pour la surveillance des distilleries indigènes, et le nouveau système aurait, en outre, l'inconvénient de ne pas présenter, par rapport au régime actuel, une innovation suffisante.

Il serait donc plus rationnel d'en venir, au moins en ce qui concerne les villages, au système des patentes contingentaires. Celui-ci aurait été à peu près impraticable, s'il s'agissait de réclamer aux villages une patente représentative du produit total de l'ancien impôt, mais il ne soulèvera pas de difficultés du moment qu'il ne peut plus s'agir que du tiers de ce produit. On demanderait donc aux villages de verser une somme forfaitaire annuelle égale au tiers des recettes perçues à l'heure actuelle au titre de l'impôt de consommation sur l'alcool : les notables du village devant opérer la répartition de cette patente. La vie communautaire des Annamites permet fort bien de concevoir un tel impôt global dont le principe pourrait en France paraître plutôt singulier. Toutefois, si la répartition peut en être faite facilement dans les villages où tout le monde se connaît, où la police communale se pratique aisément, il n'en va pas de même dans les villes, et ceci m'incite à penser que dans les plus grandes agglomérations, notamment Hanoï, Haïphong, Haïduong, Namdinh, Thanhhoa et Vinh, on devrait plutôt conserver le principe des distilleries exercées, et l'on verra plus loin comment ce système double dans les villes et les campagnes facilitera l'application d'une taxation différentielle des deux alcools.

On sait que trois grandes usines européennes sont établies actuellement à Hanoï, Namdinh et Haïduong. Il est vraisemblable que sous le régime de la liberté de fabrication d'autres Français auront le désir de créer de grandes usines dans les centres, et il sera possible en même temps d'inciter les Annamites à créer dans chacune de ces villes une ou plusieurs distilleries qui pourront être facilement surveillées.

Ces principes étant posés et reprenant l'idée très ingénieuse de M. Fournier-Vailly d'un système de jetons ou monnaie représentative d'impôt, voici comment je concevrai finalement la taxe de remplacement de l'impôt actuel :

1° Un tiers du produit de l'ancien impôt serait incorporé tant à la taxe personnelle pour les Annamites qu'à l'impôt de capitation pour les Asiatiques étrangers ;

2° Un deuxième tiers serait incorporé à l'impôt foncier ;

3° Le troisième tiers serait représenté par une patente contingentaie dans les villages et par un impôt de consommation perçu à la sortie des distilleries dans les villes de Haïphong, Hanoï, Haïduong, Namding, Vinh et Thanhhoa.

a) *Dans les villages.* — La liberté de fabrication, de vente et de circulation de l'alcool serait absolue, la seule surveillance exercée devant l'être par les notables dans l'intérêt même du village. Afin de donner à ceux-ci le moyen de réaliser pratiquement cette surveillance, et pour leur permettre d'acheter de l'alcool aux usines européennes s'ils en désirent, on leur remettrait contre paiement de la patente contingentaie un nombre de jetons correspondant, chaque jeton ayant une valeur nominale de 4 cents (tiers de l'ancien impôt de 12 cents par litre d'alcool à 40°). Il paraîtra alors naturel aux notables de décider que les distillateurs du village devront lui racheter la valeur de ces jetons, chacun d'eux représentant l'impôt correspondant à 2 litres d'alcool fabriqué par les procédés indigènes et à un demi-litre d'alcool sorti des usines européennes.

Exemple : la commission officielle d'un village sous le régime actuel était de 1.000 litres d'alcool à 40 degrés, il avait donc payé 120 piastres d'impôt et sa patente contingentaie sera par suite de 40 piastres. Il lui sera remis 1.000 jetons s'il désire acheter 250 litres aux usines françaises, il devra remettre à celles-ci 500 jetons et le fabricant en récupérera le prix sur le consommateur.

b) *Dans les villes.* — Européens et Annamites qui voudront se livrer à la fabrication de l'alcool devront en faire la déclaration, et les agents de la Régie pourront surveiller la sortie des distilleries. L'administration mettra directement en vente des jetons représentatifs d'impôt, le consommateur devra s'en munir au préalable ; et aucune quantité d'alcool ne pourra sortir des distilleries, sauf remise des jetons correspondants : 2 jetons pour 1 litre à la distillerie européenne, 1 jeton pour 2 litres à la distillerie annamite.

Tel serait, dans ses grandes lignes, un système qui peut paraître acceptable et dont le principal mérite consisterait à égaliser théoriquement les prix des deux alcools. Il demeure évident qu'en pratique ces prix pourront différer suivant la loi de la libre concurrence, et que les distillateurs pourront consentir des remises aux collectivités ou aux individus qui leur achèteront de grandes quantités à la fois. C'est ainsi que la vente étant libre, l'institution des débitants de détail dans les villes renaitrait d'elle-même, sans que les nouveaux débitants fussent forcés d'acquiescer une licence. Aussi la gêne qui existerait pour le consommateur forcé d'acheter un jeton à la Régie avant de se rendre à la distillerie n'existerait que théoriquement, le consommateur devant s'adresser dans la pratique au débitant qui pourrait en outre vendre l'alcool par quantités inférieures à un litre. Quant à la surveillance, elle se limiterait aux villes, et le faible prix de l'impôt de

consommation de l'alcool fabriqué par les procédés indigènes, soit deux cents, par litre ne constituerait pas une prime suffisante pour que la contrebande fût bien active.

Dans tous les cas, quelle que soit la solution qui doit être adoptée — je ne prétends pas en effet avoir trouvé la clé idéale du problème — elle devra, pour être acceptable, réaliser pour les indigènes la plus grande liberté possible et en même temps protéger suffisamment la production annamite par rapport à la production des usines européennes.

ROBERT DALCAN.

Nous avons communiqué, avant son insertion, l'article de M. Robert Dalcan, que l'on vient de lire, à M. Ch. Fournier-Vailly. Notre collaborateur, en réponse, nous a adressé une lettre qui se résume dans les observations suivantes :

La conception suivant laquelle un alcool serait surtaxé, parce qu'il est obtenu par un procédé constituant un progrès industriel, est antiéconomique. Elle paraît incompatible avec le principe de la liberté de fabrication et son application soulèverait sans doute de vives protestations de la part des sociétés intéressées. Elle se comprend au contraire avec le régime du monopole de fabrication, parce que les industriels surtaxés peuvent recevoir une compensation en se voyant attribuer une part importante de la consommation. Mais je ne suppose pas qu'après toutes les promesses faites le gouvernement veuille maintenir sous une forme ou dans une mesure quelconque le monopole actuel.

Ce qui importe, c'est l'intérêt du consommateur et non celui du distillateur indigène. Pourquoi protéger ce dernier contre le consommateur, si ce dernier peut se procurer un alcool qu'il choisit librement et qui lui revient moins cher ?

En réalité le régime de la liberté n'aura pas pour conséquence le monopole de fait des distilleries européennes. Ce n'est pas parce que l'alcool neutre produit par elles coûtera moins cher que les Annamites achèteront un produit qui leur déplaît et qu'ils n'accepteront qu'en le mélangeant avec de l'alcool indigène. Les grandes distilleries ne vendront donc leur alcool qu'après coupage, et elles auront tout avantage à s'entendre avec les distillateurs indigènes.

Si l'alcool obtenu par le procédé français est surtaxé et que son prix atteigne celui de l'alcool indigène, ce dernier seul se vendra. Comme, avec le système du contingent par village, le rendement de la taxe sera limité par village tandis que la fabrication sera illimitée, l'alcool de l'intérieur affluera dans les grands centres où la fabrication sera exercée, et la vente libre. Il faudra alors contrôler la circulation de l'alcool pour que ne circule que celui ayant payé la taxe — d'où une source nouvelle de vexations. — En admettant que ce contrôle puisse être exercé, l'alcool vendu dans les grands centres paiera seulement une

taxe de 0 p. 02 par litre. Pour éviter ce résultat, il faudrait que le fisc, afin d'interdire l'entrée de cet alcool, se protège par une barrière d'octroi dans chacun des grands centres. Il n'empêcherait pas d'ailleurs, l'éviction complète de l'alcool européen taxé de 0 p. 08 le litre par l'alcool indigène taxé de 0 p. 02 et que le consommateur paiera, d'après le calcul de M. Robert Dalcan, 0 p. 18 comme l'alcool français.

Enfin le régime contingentaire équivaut en réalité, sauf pour les quelques grands centres où les distilleries seront exercées, à la suppression de la taxe sur l'alcool. Sans doute, grâce au système des jetons, l'impôt indirect continuera à jouer dans l'intérieur de la commune, mais il sera remplacé, pour le fisc, par un impôt direct.

Au contraire, dans le régime de l'alambic, la production se trouve contrôlée, dans l'intérêt du fisc, par le consommateur lui-même grâce à l'impôt de garantie et à l'emploi du jeton. La taxe de consommation se trouve ainsi conservée avec son caractère propre, qui est l'augmentation du rendement avec celui de la richesse publique.

Si le régime des alambics avec l'arrêté du 1^{er} décembre 1894 n'a pas réussi, c'est, d'abord, parce que la taxe annuelle était de 42 piastres, alors que celle prévue avec le système proposé par moi serait de 6 piastres seulement, et, ensuite, parce que le contrôle des alambics devant être fait directement, en 1894, était illusoire tandis que sous le nouveau régime le consommateur exigerait son jeton en même temps que le litre d'alcool qu'il achète, l'intérêt du village et des gros propriétaires le voulant ainsi, puisque la contrebande empêcherait le dégrèvement de leur cote foncière.

CH. FOURNIER-VAILLY.

Le Transpersan

Une nouvelle et importante étape vient d'être franchie : la « Société d'Etudes du chemin de fer à travers la Perse », définitivement constituée, a fait le dépôt légal de ses statuts. Les administrateurs, réunis le 14 juin à Paris, ont nommé une commission chargée de s'aboucher avec les gouvernements intéressés afin de compléter les relevés topographiques avant d'obtenir la concession de la ligne du gouvernement persan. On ne saurait en effet apporter une trop grande hâte à la préparation d'un projet de cette importance.

Aux noms anglais et français des vingt-quatre membres du conseil d'administration que nous avons donnés il convient d'ajouter, parmi les huit représentants russes, ceux de M. Homiakof, ancien président de la troisième Douma qui s'intéressa un des premiers en Russie à la construction d'un transiranien, M. Bunge, un ingénieur de renom et M. Zvegintsef, membre de la Douma déjà venu à Londres et à Berlin en novembre 1910

pour engager des pourparlers. « Une compagnie ou des compagnies, déclarait sir E. Grey à la séance des Communes du 6 juin, qui seront créées à une date ultérieure, pourvoient aux avances de fonds, à la construction, à la fourniture du matériel. Le contrôle de ces différentes opérations sera exercé par les représentants des trois puissances en question, dont la part d'autorité sera égale. » A une autre demande qui lui était adressée le 13 juin par le colonel Yate, le chef du Foreign Office a répondu que le gouvernement

sur la question de principe tout le monde est d'accord, mais qu'il reste à élucider encore bien des points, en particulier le tracé exact et le rendement approximatif de la ligne. Il semble difficile qu'elle puisse se suffire sans garanties d'un gouvernement : celui de l'Inde aura à examiner cette question pour les sections méridionales. Le transpersan d'ailleurs ne doit pas empêcher de penser à d'autres lignes qui ont des chances plus immédiates de succès et que l'Angleterre peut construire puisque l'initiative russe à cet égard



anglais « réservait sa liberté d'action en ce qui concernait la construction de la ligne, ce qui comprend la question de la largeur ». En ce qui concerne cette dernière, rien encore n'a été décidé et le gouvernement de l'Inde sera en tout cas préalablement consulté et tenu au courant. A plusieurs députés enfin qui à la séance du 23 juin lui posèrent une série de questions, sir E. Grey déclara notamment qu'une Société d'études avait été formée uniquement dans le but de rechercher si un transpersan pouvait se faire et qu'il n'y avait par conséquent actuellement « aucun projet arrêté » de chemin de fer. Commentant les paroles du secrétaire d'Etat, le *Times* estime que

dans le Nord attribue le même droit aux Anglais dans le Sud en vertu d'un rescrit du chah Nasr-ed-Din confirmé par ses successeurs. Il semble donc qu'une entente générale entre l'Angleterre et la Russie au sujet de toutes les constructions de voies ferrées en Perse serait la première chose à faire.

Le Parlement français a été récemment appelé lui aussi à s'occuper du transpersan. Lors de la discussion générale du budget du ministère des Affaires étrangères, M. Paul Bluysen, député de l'Inde, à une des séances de la Chambre du 14 juin, parlant du « railway Londres-Bombay » au point de vue français, a dit notamment :

... A tous les points de vue, ce chemin de fer paraît avoir pour les trois grandes puissances du Nord, la nôtre comprise, la plus haute importance.

Quoiqu'en apparence la France ait là de moindres intérêts, je ne crois pas que nous devions laisser une telle entreprise se traiter sans que la certitude nous soit donnée d'une pareille attention vis-à-vis de nos constructeurs vis-à-vis des capitaux que notre épargne sera quelque jour prochain sollicitée d'y engager.

Nos financiers, qui ont besoin de l'appui de notre gouvernement pour cette affaire, lui doivent des comptes, et nous, Parlement, nous devons être informés. Il ne faut pas, comme il arrive en pareil cas, que nous soyons « les payants » sans être, sans avoir été les dirigeants.

A cette interpellation, M. Poincaré, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères a répondu par les déclarations suivantes :

M. Paul Bluysen a parlé notamment du grand projet de chemin de fer, qu'on a baptisé dans d'autres nations le Calais-Bombay, et au sujet duquel il m'a déjà posé lui-même, il y a quelques semaines, une question écrite.

Comme je l'ai, à cette occasion, écrit à l'honorable M. Bluysen, un comité d'études travaille actuellement à la préparation du tracé. Le comité se compose de groupes financiers français, russes et anglais qui ont souscrit par égales parts une somme de trois millions pour les frais d'études. A la tête du groupe français a été placé, comme le rappelait du reste M. Bluysen lui-même, M. Raindre, ambassadeur de France, dont la présence nous est une garantie sérieuse que cette entreprise restera dirigée dans des voies conformes à la politique des puissances de la Triple-Entente; et j'indique à la Chambre que, déjà, un différend, qui avait surgi entre les groupes russes et anglais quant à la répartition des actions entre les deux pays, a pu très aisément être aplani.

Le maintien d'une politique d'intérêt entre Anglais et Russes sur le domaine qui a été, au moins jusqu'en 1907 et parfois encore, depuis lors, le champ clos de leur rivalités politiques et économiques, constitue un avantage tout à fait appréciable et peut-être même l'avantage le plus appréciable, que nous pourrions retirer du projet de chemin de fer de Calais à Bombay, car, il faut bien que je le dise, nous n'avons pas grand'chose à gagner directement à l'ouverture d'une voie nouvelle qui n'empruntera vraisemblablement notre territoire que de Calais à Jeumont et dont l'effet le plus sûr, l'effet presque inévitable sera d'infléchir encore plus vers l'Est les grandes voies de communication du monde.

Mais je donne à l'honorable M. Bluysen l'assurance que le gouvernement français usera de toute son influence pour que nos intérêts soient sauvegardés dans la réalisation de ce vaste projet et qu'il en suivra l'exécution avec l'attention la plus vigilante.

Ce « vaste projet » en tout cas avant sa réalisation définitive fera couler beaucoup d'encre et soulèvera de nombreuses critiques. Le *Times* a publié une intéressante lettre de son correspondant particulier à Téhéran, dans laquelle celui-ci s'étonne d'abord des estimations publiées par la Société d'études, dont la composition garantit cependant le « caractère sérieux ». De 21.000.000 de livres sterling sur lesquelles 3.000.000 livres devaient servir à payer les intérêts sur le capital pendant la construction, les estimations de la Société sont tombées à 15.000.000 de livres. On ne voit pas comment elle pourrait, selon le correspondant anglais, se tirer d'affaires avec une somme aussi faible. La ligne doit partir d'Astara pour gagner ensuite

Recht, Kazvin, Téhéran, Koum, Kachan, Ispahan, Yezd, Kirman. Pour atteindre de ce point la frontière indienne, le tracé n'est pas encore établi : ira-t-on de Kirman par Robat et Nouchki ou par Bender-Abbas, Jask, Tchabar, Guadar et Karachi? Quoi qu'il en soit, les difficultés techniques qu'il y aura à vaincre jusqu'à Kirman seraient déjà considérables à en juger par les chiffres suivants : Recht se trouve à 75 pieds au-dessus du niveau de la mer, Kazvin à 4.100; Téhéran à 3.860; Ispahan à 5.330; Yezd à 4.020 et Kirman à 5.680. Aussi la somme de 30 millions de livres sterling (750 millions de francs) constitue le minimum à prévoir. Après les difficultés d'ordre technique, celles d'ordre commercial. Quel que soit le trajet adopté à partir de Kirman, il trouvera des adversaires en Russie. Les marchands de Moscou font un important commerce dans les bazars du Nord de la Perse : plus l'état des routes du Sud est précaire et plus les marchandises venant de Manchester entrent difficilement dans leur commerce prospère. Une ligne le long du golfe Persique compenserait cette inégalité de traitement. D'autre part le projet Kirman-Robat avec raccordement à Nouchki est mal vu du gouvernement indien qui insiste pour que la voie ferrée descende de Kirman vers le golfe. Selon lui le port de Tchabar est préférable à celui de Bender-Abbas. Une autre question est celle de la largeur des voies. Pour les facilités des transports il conviendrait de l'unifier et l'adoption du système continental de l'écartement des voies de 1 m. 435 pour le futur transpersan serait de l'avis du correspondant anglais « la meilleure solution ». Reste le rendement financier de la ligne. S'il est vrai, comme on le dit, que le gouvernement russe garantisse sur les excédents de recettes de ses chemins de fer le service des emprunts affectés à la construction de la partie du transiranien située dans sa zone d'influence, la question se trouvera sensiblement simplifiée. Incontestablement la ligne projetée desservira des villes et centres importants. D'autre part, elle rendra grand service à l'Inde mais presque uniquement au point de vue du transport des voyageurs. Mais si l'on veut que la ligne fasse un grand trafic international de marchandises provenant du Nord, il faut absolument que Batoum devienne port franc et que le droit de transit établi par la Russie soit supprimé. — « Le traité de Berlin a été tellement dispersé aux vents que c'est du pédantisme que d'en rappeler l'article 59 stipulant que Batoum serait port franc, essentiellement commercial. » La lettre se termine par un appel au Parlement britannique pour qu'il examine les questions nombreuses et complexes que soulève le projet du transpersan.

Nous avons trouvé d'autres critiques de ce projet dans une lettre que le correspondant du *Times* a envoyée le 12 juin dernier au grand quotidien anglais. Voici les principaux passages de cette lettre :

... Je vous serai obligé de me fournir l'occasion d'exprimer mon opinion, à savoir que, si ce projet se réalise, il

compromettra gravement les questions de la défense de l'Inde et sera par conséquent politiquement inacceptable; il ne profitera pas plus matériellement aux intérêts persans qu'aux intérêts anglais ou indiens en Perse, sauf pour procurer aux postes une route plus courte: il écartera quelques courriers et passagers de la route de mer pour celle de terre par l'Allemagne, portant ainsi préjudice à nos services de transports maritimes et à nos industries; il diminuera les profits que le public retire du canal de Suez; il alourdira probablement les charges du budget anglais ou indien; et s'il n'est pas appelé dans aucun cas, semble-t-il, à nous rendre un service quelconque, par contre il pourra parfois aggraver nos risques militaires dans l'Inde, augmenter le front que l'armée a à défendre avec des forces relativement faibles, accroître nos charges de défense, et rendre l'Inde plus accessible aux agressions étrangères en la privant de son rideau de frontières désertiques.

Je ne crois pas que dans cette question nos intérêts militaires et commerciaux soient en conflit: je les considère comme étant identiques. La Perse a besoin de chemins de fer autant qu'elle en a les moyens, mais non d'une ligne transpersane. Au point de vue tant persan qu'anglais et indien, ce qu'il faut actuellement, c'est une ligne allant de l'extrémité du golfe à Khoramabad et de là, s'il est possible, à Bouroudjird et Hamadan, de façon à atteindre la partie la plus riche de la Perse et de permettre aux marchandises anglaises et indiennes de gagner les meilleurs marchés persans par la route la plus sûre et la plus directe. Les lignes projetées dans la zone russe du Nord-Ouest de la Perse sont les compléments naturels de la ligne Mohammerah Hamadan, et nous prêteront leur concours. Il n'y a rien dans ces trois lignes qui présente des risques militaires sérieux, puisqu'elles laissent de côté les déserts qui nous servent de frontières.

M. Arthur Lynch a fait au *Daily Chronicle* les déclarations suivantes sur le projet de chemin de fer transpersan:

Le tracé du chemin de fer dans sa forme actuelle a pour but d'établir une jonction avec les chemins de fer russes soit à Djoulfa sur l'Araxe ou au Sud de Bakou avec les chemins de fer de l'Inde.

Partant de la frontière russe, la ligne passera par Téhéran, Ispahan, Kirman, Regan et Bampour pour atteindre Tchabar sur l'océan Indien en continuant sa route jusqu'à Karachi. Ce tracé met la ligne bien près des frontières du Seistan et du Bélouchistan britannique.

Au point de vue commercial, il est évident qu'un tel chemin de fer ne satisferait aux besoins ni de la Perse ni de la Grande-Bretagne. A moins que le commerce britannique ne doive être banni de la Perse septentrionale et de la Perse centrale, le chemin de fer devra être relié à la mer Noire au Nord, par Tebriz et avec la tête du golfe Persique au Sud.

Au point de vue commercial il nous paraît impossible d'approuver le projet, à moins qu'il ne comporte ces deux lignes secondaires. Le plus grand bienfait pour la Perse serait que sa capitale et les régions les plus productives fussent reliées à la frontière russe d'un côté et à la tête du golfe Persique, de l'autre. Des propositions d'un chemin de fer persan de ce genre, auxquelles j'ai pris part, ont été présentées au gouvernement persan l'année dernière. D'après ces propositions, les dépenses des sections nord de la ligne devaient être supportées par le capital russe et celles des sections sud par le capital britannique.

Après de longs pourparlers le contrat pour les secteurs sud avait été conclu et n'avait plus besoin que de la sanction du Parlement persan. Comme ce Parlement a été balayé, le dernier projet, beaucoup plus coûteux, semble être en vogue. Mais les promoteurs de celui-ci auront à

répondre à deux questions, savoir: Comment le chemin de fer desservira-t-il la Perse et d'où tirera-t-on les revenus pour trouver l'intérêt de l'argent dépensé pour sa construction?

Beaucoup des objections formulées, surtout en ce qui concerne le rendement de la ligne, paraissent valables. Il faudra sans doute que le projet soit examiné de très près pour pouvoir être réalisé.

M. S.

EN AFGHANISTAN

La révolte des montagnards de la vallée de Khost.

Une insurrection a éclaté, voici quelques semaines, parmi les montagnards de la frontière anglo-afghane; mais, cette fois, il ne s'agit plus d'incursions ou de raids dirigés en territoires anglais: c'est en territoire proprement afghan que les difficultés se sont produites et c'est aux représentants de l'émir Habibullah que s'en prennent les turbulents habitants de la vallée de Khost.

Mécontents de la façon d'administrer du gouverneur afghan de Matoun, les Mangals et quelques tribus voisines avaient adressé à Caboul, paraît-il, suppliques sur suppliques. Mais le gouvernement de l'émir, au lieu d'écouter les plaintes de ses sujets, renforça encore les pouvoirs du gouverneur. En agissant ainsi il n'aurait fait — si l'on en croit certains bruits — que récompenser cet agent pour les sentiments antianglais qu'il n'a cessé de manifester depuis qu'il occupe ses fonctions actuelles. Quoi qu'il en soit, las de voir que leurs réclamations, bien loin d'améliorer leur situation, ne faisaient que l'empirer, les montagnards ont eu recours à l'argument suprême, très usité du reste dans ces régions: ils ont attaqué la ville de Matoun, l'ont enlevée et ont forcé le gouverneur afghan à se réfugier dans le fort où, d'après les dernières nouvelles, il serait assiégé et serré de très près depuis deux mois environ.

Les aventures de ce genre n'ont jamais été rares en Afghanistan. Sans remonter au temps où le père de l'émir actuel, Abdur Rhaman, était obligé de conquérir la presque totalité de son royaume — et ce temps n'est en réalité pas très éloigné — nombreuses ont été en divers points du pays les révoltes provoquées par les exactions des gouverneurs locaux ou simplement par l'humour belliqueuse des habitants, par leur amour de la poudre. Souvent aussi, en certains districts, les émirs n'ont réussi qu'à coups de fusil à faire rentrer les impôts. Mais, généralement aussi, la répression de l'insurrection était prompte et rude et la collecte des taxes faisait courir aux contribuables des risques sérieux. Cette fois, fait inouï

jusqu'à présent, la répression a tardé, il semble bien qu'elle n'ait pas même encore commencé et c'est sur toute la frontière une stupéfaction profonde. L'émir a bien, paraît-il, ordonné l'envoi dans la vallée de Khost de forces militaires importantes, mais celles-ci n'ont tenté aucun effort sérieux pour dégager la ville assiégée par les rebelles.

A quoi peut-on attribuer cette singulière attitude et ce demi-aveu d'impuissance ? D'après les bruits les plus vraisemblables il faudrait y voir la conséquence de la mauvaise organisation de l'armée afghane, laquelle, malgré les efforts d'Abdur Rhaman et de l'émir actuel, malgré les efforts des instructeurs turcs qui lui ont été donnés, laisserait encore fort à désirer sous le rapport, non pas tant de la valeur militaire proprement dite, que de l'organisation générale en vue de la mobilisation. En outre, fait-on encore observer, le pays dans lequel il faudrait opérer est particulièrement difficile et les voies qui y conduisent offrent aux révoltés des positions de défense exceptionnellement favorables. Tout cela suffirait à expliquer les atermoiements de l'émir. Mais on en donne d'autres raisons, d'ordre politique celles-là, et qui méritent de retenir l'attention des personnes qui s'intéressent aux affaires d'Asie centrale. Habibullah, dont on sait depuis longtemps qu'il n'a pas hérité de son père l'énergie qui avait permis à celui-ci d'assurer l'indépendance de fait de l'Etat afghan, serait sous l'influence directe et puissante de son frère, Naszoullah Khan. Or ce dernier, qui est le chef de l'armée a conçu dit-on, le projet de faire de son pays à la fois le boulevard et le foyer de l'islamisme. Pour arriver à ses fins il serait disposé à pratiquer, autant que possible, une méthode de conciliation entre coreligionnaires de l'islam et, répugnant à toute mesure violente contre des mahométans, il aurait convaincu l'émir de la nécessité de pratiquer cette méthode même à l'égard des insurgés de la vallée de Khost. Au lieu de les ramener à l'obéissance par la force des armes, il se proposerait de les décider par des négociations à rentrer dans le devoir. Qu'y a-t-il de fondé dans tous ces bruits ? L'avenir le dira. Mais on peut croire que déjà le prestige du gouvernement de Caboul a subi une forte atteinte sur toute la frontière anglo-afghane où l'on n'était pas habitué à pareille longanimité et l'on comprend que le gouvernement de l'Inde — qui a les plus grands intérêts à avoir pour voisin un Afghanistan fort, dont le souverain fasse respecter son autorité jusqu'aux extrêmes limites de son territoire — suive avec une certaine inquiétude les événements qui se déroulent depuis deux mois à quelques kilomètres à peine de ses postes du Nord-Ouest.

C. M.

L'EXPLORATION DU HAUT-ASSAM

L'Asie Française de décembre 1911 a, dans une étude sur l'*Expédition anglaise du Haut-Assam*, exposé l'objectif des trois missions armées envoyées par le gouvernement anglo-indien sur le cours supérieur du Brahmapoutre et de ses affluents pour venger le massacre de la mission Williamson (raconté dans le n° du 3 juin 1911) et régler les questions de frontières pendantes de ce côté.

Les nouvelles arrivées de l'Inde depuis lors permettent de se rendre compte de la façon dont ces missions ont accompli leur programme. Pour la plus importante, placée sous les ordres du général Bower, il a été indiqué déjà comment elle avait réalisé la première partie du sien en occupant sans difficulté Kebang, centre de résistance des Abors, auteurs du meurtre de Williamson. De là l'exploration du Dihong, nom local de cette partie de Brahmapoutre, a été poussée vers le Nord en remontant la vallée, peuplée par les nombreux villages des Pangi-Abors, jusqu'à 60 milles en amont ; la mission d'exploration, chargée de ce travail, a gagné ainsi Getti, à 8.000 pieds au-dessus de la mer, Shinging et Lugging ; mais, arrêtée là par le manque de porteurs et de provisions et par la crue du fleuve, elle a dû revenir sur Shimong, son point de départ, pour février 1912.

Dans la vallée parallèle du Yamne, affluent de gauche du Dihong, un important détachement, sous les ordres du colonel Macinthyre, a dépassé Damroh et atteint Milian au commencement du même mois ; après avoir exploré la chaîne neigeuse située au Nord, il a rejoint le Dihong à Rotung, sans avoir pu se relier à la mission qui remontait ce dernier cours d'eau à cause de l'hostilité régnant entre les tribus Padam et Shimong ou Shamong des Abors. Un troisième groupe, conduit par le capitaine Molesworth, détaché dans cette direction, a visité Doking et Parong. L'expédition proprement dite a été considérée comme terminée en février, mais les brigades topographiques sont restées sur le terrain ; elles ont continué à faire la levée de la région de Shimong et du territoire des tribus Padam et Galong des Abors.

Les fameuses chutes du Brahmapoutre n'ont cependant pas été atteintes ; les renseignements recueillis auprès des indigènes nieraient même leur existence, ce qui est en contradiction notamment avec les renseignements donnés sur elle, d'après le bien connu Kintoup, par le colonel Wadell, qui en a même publié un croquis dans son livre : *Lhasa and its mysteries*. On a seulement relevé de nombreux rapides dans la région visitée, et il n'est pas question pour l'instant de renouveler l'exploration jusqu'au site supposé des chutes, auxquelles on donne le nom de Sinji-Chogyal et qu'on place dans la province tibétaine de Pemakoi.

Tous les souscripteurs reçoivent le Bulletin du Comité pendant douze mois à dater du 1^{er} janvier de l'année de leur souscription.

L'expédition envoyée à l'Est chez les Mishmis, sous les ordres de M. Dundas, est rentrée de son côté à Sadiya ; il est bien exact que, de ce côté, les Chinois s'étaient avancés jusqu'à Rima, où un poste de leurs soldats a été rencontré en juillet 1911 par le capitaine anglais Bailey, venu du Setchouen après une très intéressante exploration du Tibet oriental, dont le récit vient de paraître dans le numéro d'avril 1912 du *Geographical Journal*, en même temps que les renseignements résumés ci-dessus (n^{os} de mars, p. 279, p. 394 et de mai, p. 487 : *Exploration work with the Abor expedition*).

Quant à la troisième expédition envoyée à l'Ouest chez les Miris, sous la direction de M. Kerwood, on avait démenti son insuccès et même son massacre, annoncé en décembre 1912 ; de nouveaux renseignements parvenus à Allahabad en mars dernier disent bien qu'elle aurait été attaquée par des tribus hostiles, mais que l'escorte aurait repoussé les assaillants et tué 20 Miris, sans subir elle-même de pertes. Cette mission a réussi à explorer la vallée encore inconnue du Soubansiri, malgré toutes les difficultés qu'elle a eues à surmonter, comme les autres, dans la marche à travers l'impénétrable jungle.

CHARLES-EUDES BONIN.

Indochine

La mort de M. Henri Malan. — M. Henri Malan, secrétaire général de l'Indochine, est mort le 13 juin à Saïgon. Ancien élève de l'Ecole coloniale, M. Malan avait appartenu jusqu'en 1904 au corps du commissariat colonial ; nommé secrétaire général des colonies il avait été successivement directeur des Finances et du contrôle de l'Afrique Occidentale, secrétaire général du gouvernement général de l'Afrique Occidentale et lieutenant gouverneur du Dahomey. Il avait été nommé, le 1^{er} juin 1911, résident supérieur en Indochine et le 20 octobre secrétaire général. Il était arrivé en Indochine en même temps que M. Sarraut.

Par son opiniâtreté au travail, son esprit de décision et de fermeté, M. Malan n'avait pas tardé à tenir une place prépondérante. Il disparaît au moment où il mettait définitivement au point les grands projets de réorganisation administrative et financière dont on espère un nouvel essor pour l'Indochine.

C'est M. van Vollenhoven, chef du cabinet du ministre des Colonies, qui est appelé à recueillir la succession de M. Malan. Le nouveau secrétaire général de l'Indochine est le plus jeune des gouverneurs des colonies et il a déjà accompli une brillante carrière en Afrique.

Les services maritimes. — L'Asie Française a signalé (1) l'avis donné par le Comité du commerce et de l'industrie de l'Indochine au gouverneur général concernant les nouveaux services maritimes qui pourraient être créés par suite du renouvellement de la convention passée par l'Etat avec la Compagnie des Messageries maritimes.

Le gouverneur général a envoyé à la Chambre de commerce de Saïgon un questionnaire à cet égard, se référant aux lignes Saïgon-Singapore, Saïgon-Haïphong, et la ligne de cabotage du Sud-Annam.

Voici les questions qui étaient posées.

a) *Au sujet de la ligne Saïgon-Singapore.*

1^o Y a-t-il lieu de maintenir ce service ?

2^o Quelle devrait être la vitesse et le tonnage du navire affecté à cette ligne, quels seraient les aménagements que devrait comporter le navire exécutant ce service ?

3^o Y a-t-il des avantages en raison de la suppression de l'annexe de Singapore à Batavia à prolonger la ligne jusqu'à Batavia ?

b) *Au sujet de la ligne Saïgon-Haïphong.*

1^o Quel serait le tonnage des navires à exiger, leur vitesse, les aménagements dont ils devraient être pourvus ?

2^o Quels seraient les ports d'escale à desservir ?

3^o Ne suffirait-il pas de deux voyages correspondant au courrier français d'Extrême-Orient pour assurer les relations de la Cochinchine et du Tonkin ?

4^o Quelles sont les combinaisons entre la ligne de Saïgon à Singapore et de Saïgon à Haïphong que l'étude de la question pourrait suggérer en vue de l'exécution pratique et économique du service ?

c) *Au sujet de la ligne de cabotage du Sud-Annam.*

Ce service devrait-il conserver Saïgon comme tête de ligne et présente-t-il un intérêt réel pour le commerce de Saïgon et de la Cochinchine ?

A la suite de ce questionnaire, la Chambre de commerce de Saïgon a dressé un rapport dont voici le résumé.

a) *Au sujet de la ligne Saïgon-Singapore.*

Son maintien est désirable tant qu'on ne sera pas fixé sur les résultats de la nouvelle ligne Marseille-Haïphong. De toute façon les horaires de ce service, dans l'obligation où se trouveront les navires de stationner plus ou moins longtemps dans les ports suivant la quantité du fret, ne pourront avoir la régularité de ceux de la ligne de Chine.

La vitesse et le tonnage des navires devront être en raison de la durée du contrat ; il serait nécessaire dans tous les cas que ce service soit assuré par des navires susceptibles de porter 2.000 tonnes et aussi bien aménagés que possible au point de vue passagers.

Le prolongement de la ligne jusqu'à Batavia présenterait de très réels avantages, car il permettrait de développer les rapports commerciaux entre l'Indochine et les Indes néerlandaises, et il y aurait également intérêt à voir notre grande colonie d'Asie reliée à la Nouvelle-Calédonie par

(1) *Asie Française*, février 1912, p. 76.

Batavia en correspondance avec la ligne Marseille-Nouméa.

L'Indochine pourrait envoyer son riz en Nouvelle-Calédonie et recevoir à des prix avantageux des viandes, des légumes et des fruits réfrigérés.

b) Au sujet de la ligne Saïgon-Haïphong.

La Chambre de commerce de Saïgon estime que la création de la nouvelle ligne Marseille-Haïphong ne doit pas avoir pour conséquence, et tant que l'on ne sera pas fixé sur ses résultats, de réduire le nombre des voyages entre la Cochinchine et le Tonkin.

Les ports d'escale à desservir devront être les mêmes que ceux actuellement touchés, à l'exception des ports qui pourraient être desservis de façon régulière et pratique par le chemin de fer.

Mais le gouvernement ayant invité l'assemblée cochinchinoise à étudier de nouvelles combinaisons des services, celle-ci propose les suivantes : Il pourrait y avoir avantage à étudier la possibilité de créer une ligne Haïphong-Saïgon-Singapore-Batavia en correspondance à Batavia avec les courriers d'Australie montant et descendant, ce qui permettrait de fondre en une seule toutes les lignes annexes et de supprimer par suite tout transbordement de marchandises.

Une autre combinaison qui permettrait de supprimer la ligne annexe de Singapore et deux sur quatre des services du Tonkin consisterait à rendre bi-mensuelle la nouvelle ligne Marseille-Haïphong, en combinant son horaire de telle façon que les navires la desservant puissent à leur passage à Singapore prendre les courriers postaux des malles étrangères à destination de Saïgon. On peut faire observer que cette solution n'est pas en désaccord avec la nouvelle convention puisqu'il y est stipulé que le gouvernement pourra demander, lorsque cela lui paraîtra utile, le dédoublement de la nouvelle ligne Marseille-Haïphong.

c) Au sujet de la ligne de cabotage du Sud-Annam.

La Chambre de commerce de Saïgon estime que la ligne actuelle, telle qu'elle existe avec Saïgon comme port d'attache et deux voyages mensuels, donne entière satisfaction au commerce ; elle émet toutefois le vœu que les améliorations reconnues nécessaires en ce qui concerne le tonnage, la vitesse et les aménagements des navires affectés à cette ligne seront étudiées et exécutées le cas échéant.

Le mouvement commercial du port d'Haïphong en 1911. — Il est intéressant de suivre le mouvement commercial du port d'Haïphong — le seul véritable port tonkinois — car il représente la plus grande partie, sinon la totalité du commerce extérieur du Tonkin. Les statistiques très soigneusement établies par M. Goubier, entrepreneur des docks, nous renseignent sur le mouvement de l'an passé.

Importations. — Les importations se sont élevées en 1911 à 52.026.000 francs, en plus-value de 11.303.000 francs sur 1910. La part de

la France et des colonies françaises dans ce chiffre est de 22.238.000 francs, supérieure de 5.589.000 francs aux importations de 1910. Les principales augmentations portent sur les boissons, les filés de coton, les machines, les sacs de jute, etc. Mais, par contre, les produits alimentaires : lait, beurre, fromage, sucre, farines, venant de France ont marqué un fléchissement.

Exportations. — Le mouvement des exportations a été l'an passé aussi favorable que celui des importations, s'élevant à 59.751.000 francs, en plus-value de 7 millions sur 1910.

Il faut signaler, parmi les exportations en augmentation, les soies grèges dont il a été expédié 33.481 kilogrammes au lieu de 29.871 kilogrammes. Ces chiffres sont encore modestes, mais il faut observer que l'industrie de la soie vient de naître en Indochine et grâce aux encouragements officiels qu'elle reçoit on peut compter sur sa rapide extension.

Les exportations de minerais ont augmenté dans une très forte proportion passant de 19.188 tonnes en 1910 à 29.000 tonnes en 1911. Voici le détail de ces exportations : zinc 27.809 tonnes, antimoine 719, étain 210, cuivre 29, plomb 43, wolfram 5, divers 3. On compte aujourd'hui au Tonkin 77 mines instituées dont 20 déjà exploitées, 6 pour les combustibles et 14 mines métallurgiques.

L'exportation du thé a exactement doublé d'une année à l'autre passant de 28.000 à 56.000 kilogrammes.

L'exportation du riz s'est élevée au chiffre de 185.000 tonnes en augmentation de 23.000 tonnes sur 1910.

On signale seulement une légère diminution dans l'exportation du maïs (60.000 au lieu de 65.000 tonnes) malgré l'extension donnée au Tonkin à cette culture.

Transit. — Diverses causes devaient l'an passé entraver le commerce du transit : l'interruption du trafic sur la ligne du Yunnan, de fin juin à fin septembre par suite des inondations, le contre-coup de la révolution chinoise et l'application du nouveau tarif douanier français.

Néanmoins, le commerce de transit a légèrement dépassé le chiffre de 1910, atteignant une valeur de 37.781.000 francs, en augmentation de 1.320.000 francs.

C'est l'étain qui représente toujours la majeure partie de ce transit, atteignant le chiffre de 5.994 tonnes valant 23 millions de francs. On doit signaler une première sortie importante de blé (200 tonnes au lieu 39 en 1910), cette augmentation étant due principalement à l'importance donnée à la culture de cette céréale, par suite de l'interdiction de la culture du pavot au Yunnan.

On voit qu'en définitive le commerce de transit pourra dans l'avenir donner les meilleurs résultats. Lors des études du chemin de fer du Yunnan on comptait, par exemple, en ce qui concerne l'étain, sur un transit de 4.000 tonnes ; ce chiffre est déjà très largement dépassé.

La voie d'accès du port de Haïphong. — L'accès du port de Haïphong est assuré par un chenal donnant aux plus basses mers une profondeur de 5 m. 50. Ce chenal traverse la barre de Cua-nam-trieu et remonte le cours du Cua-cam; mais le maintien de la profondeur de 5 m. 50 exige chaque année d'importants travaux de dragage. En ce qui concerne les dragages opérés dans le Cua-cam, les Travaux publics ont dû bientôt reconnaître l'inutilité des efforts accomplis: l'envasement est très rapide, les dragages ayant lieu généralement en octobre, dès le mois de mai suivant on s'aperçoit que la profondeur du chenal n'est plus que de 4 m. 50 et même de 4 mètres en certains points. C'est pourquoi depuis plusieurs années le service des Travaux publics a reconnu la nécessité de combiner les endiguements et les dragages. La Chambre de commerce de Haïphong qui avait été consultée était également de cet avis, et il n'avait pas néanmoins été donné suite à ce projet.

On a déjà englouti en vain plus d'un million dans les dragages du Cua-cam, et l'augmentation du trajet imposé aux chalands pour porter au large les déblais, les rend de plus en plus coûteux. Il serait donc nécessaire de commencer le plus tôt possible les endiguements prévus, dont le plan a été approuvé par le département, et pour lesquels un premier crédit de 40.000 piastres a été inscrit au budget général de 1912. Rien n'empêchera d'ailleurs l'erreur commise au début, de construire le port à Haïphong et non en baie d'Along de grever indéfiniment le budget pour des résultats condamnés à rester médiocres.

La contrebande de l'opium par navires de commerce. — L'opium a toujours donné lieu en Indochine à une contrebande très active et l'augmentation des prix de vente n'a pu que la développer: la consommation officielle est tombée de 107.000 kilogrammes en 1909, à 75.000 en 1910 et 58.000 en 1911. Or, s'il est possible que la consommation réelle ait diminué, il est peu vraisemblable que cela soit dans une aussi forte proportion, et la plus grande partie de la différence constatée peut être attribuée à une recrudescence de la contrebande.

Le moment pourrait donc sembler mal choisi pour diminuer les sanctions prévues pour la répression. Malheureusement celles-ci demeurent le plus souvent lettre-morte, les entrepreneurs de contrebande se gardent bien de paraître, et ceux qui opèrent pour leur compte sont de pauvres hères incapables de payer les fortes amendes auxquelles ils sont condamnés. Il y avait un cas cependant qui permettait aux agents de la régie d'opérer de fructueuses perquisitions, c'était lorsque l'opium de contrebande était transporté par un navire de commerce, le capitaine et la compagnie de transports étant pécuniairement responsables du délit. Le tribunal n'était pas libre de proportionner l'amende à la responsabilité réellement encourue par les capitaines qui, le plus souvent d'ailleurs, étaient innocents d'une con-

trebande pratiquée par des voyageurs demeurés inconnus. Aux termes de l'arrêté du 7 février 1899, l'importation frauduleuse d'opium par navire donne droit au profit de la régie indochinoise à des dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs à cinq fois la valeur de l'opium saisi. D'autre part, la loi de douane de 1906 prévoit que lorsqu'il aura été découvert à bord d'un navire se trouvant dans un port de commerce des objets prohibés, taxés 20 francs et plus les 100 kilogrammes, le capitaine dudit navire sera condamné à une amende égale à la valeur de ces objets. Ainsi dans le cas de découverte d'opium de contrebande à son bord, le capitaine d'un navire mouillé dans un des ports indochinois se voyait, si le propriétaire de l'opium demeurait inconnu, condamner à verser une somme égale à six fois la valeur de la matière saisie.

On comprend comment dans ces conditions les compagnies de navigation ont pu verser des amendes atteignant 25.000 piastres. Il y a dix mois, sur un navire néerlandais qui faisait escale à Saïgon, les préposés de la Régie saisirent de l'opium de contrebande et le tribunal fut forcé d'infliger une amende formidable à la compagnie de transport, si bien que celle-ci menaça de boycotter le port de Saïgon si pareil fait se renouvelait.

Il était donc nécessaire de mettre un terme à ces abus, d'autant que les agents de la Régie, personnellement intéressés dans le produit des amendes, n'hésitaient pas à entretenir des indicateurs à Hong-kong et à Changhaï, qui étaient eux-mêmes vendeurs d'opium et pouvaient leur donner toutes indications utiles pour découvrir aisément la contrebande à bord. C'est ce qui explique comment un capitaine de navire voyait avec quelque stupéfaction des douaniers arriver sur son bateau, se rendre dans une cabine déterminée, défaire quelques planches et, dans la cachette ainsi ménagée, découvrir le pot d'opium qui avait été si bien dissimulé.

Un arrêté du 31 janvier 1912 du gouverneur général, qu'un décret du 25 mai a approuvé, stipule que dans le cas d'importation frauduleuse d'opium par navire de commerce, la Régie aura seulement droit à des dommages-intérêts qui ne pourront être inférieurs à une fois la valeur de l'opium saisi ni supérieurs à cinq fois cette valeur. A l'avenir les tribunaux auront donc dans ces limites la liberté de proportionner l'amende à la responsabilité réelle des capitaines; et il n'y a aucune raison pour que cette atténuation de sanction amène une recrudescence de la contrebande.

Le Groupe de l'enseignement indochinois en France. — On se rappelle que, par un arrêté du 31 octobre 1908, qui ignorait d'ailleurs trop les efforts méritoires de certaines associations privées, le gouvernement général avait organisé un Groupe de l'enseignement indochinois en France, destiné à surveiller l'instruction et l'éducation des jeunes Annamites venus compléter

leur instruction dans la métropole. Par mesure d'économie, M. Sarraut vient de supprimer les postes qui avaient été créés à cette occasion, et il a décidé que, dorénavant, ce serait le délégué de l'Indochine à l'Office colonial qui serait chargé de la surveillance morale et de la direction pédagogique pour tous les sujets et protégés indochinois qui poursuivent leurs études en France aux frais des budgets locaux.

Quant aux conditions dans lesquelles les boursiers indigènes de l'Indochine seront à l'avenir recrutés et envoyés en France, elles feront l'objet d'une réglementation ultérieure.

En vertu de cette décision de M. Sarraut, tous les jeunes gens qui dépendaient de l'organisme créé en 1908 sont passés le 1^{er} juin sous la direction du délégué de l'Indochine à l'Office colonial. Nous ne sachions pas cependant qu'aucune mesure ait été prise pour permettre au délégué de faire face au surcroît de travail qui va ainsi lui être imposé : les trente ou trente-cinq jeunes gens qui tombent « sous sa coupe » représentent pourtant beaucoup de comptabilité, d'écritures, de correspondance, etc., etc.

C'est donc un service qu'il va sans doute devenir à peu près impossible d'assurer par la voie administrative, et pour lequel le gouvernement général pourrait s'adresser plus largement aux sociétés qui se consacrent bénévolement à la direction des jeunes Annamites venus étudier en France. Peut-être trouverait-il trop onéreux d'augmenter la somme globale qu'il consacre à les subventionner, mais il pourrait au moins en reviser l'emploi et proportionner ses versements aux services réellement rendus.

Il y a là une œuvre singulièrement intéressante et délicate, d'autant plus importante que, on ne doit pas l'oublier, il ne vient d'étudiants indochinois en France que comme boursiers, pupilles obligatoires de l'administration : à côté d'eux se trouvent, disséminés dans la métropole, des jeunes gens envoyés par leur famille. Ceux-ci n'auraient aucune espèce de direction si leurs familles ne les avaient pas confiés aux organismes particuliers fondés pour veiller à ce que le séjour des jeunes Indochinois en France n'ait que de bons résultats pour eux-mêmes, pour leur pays et la nation protectrice. La probabilité est qu'un jeune Indochinois, laissé à son initiative propre ou à celle de sa famille, suivra la voie la moins avantageuse. Conformément aux idées qui dominent ces populations pleines de respect pour les « lettrés », il se dirigera vers les grandes écoles, aspirera à des diplômes éclatants qui se conquièrent après des études théoriques. Or, c'est de toute autre chose que son pays et lui-même ont besoin. La preuve en est la différence entre le sort de jeunes Indochinois qui rentrent chez eux avec des connaissances théoriques et de ceux qui ont acquis en France une valeur pratique. Tel élève d'une grande école d'ingénieurs ne trouvera en rentrant qu'une place inférieure à celle que l'on donne à un camarade formé dans une école pratique d'entrepreneurs. C'est ainsi que l'on a vu

la compagnie du chemin de fer du Yunnan donner une situation beaucoup plus avantageuse à l'élève d'une école d'arts et métiers qu'à un élève de l'Ecole centrale. Alors que l'on a vu des jeunes Annamites en possession de grands diplômes obligés, après bien des déceptions qui produisent mauvais effet sur leurs compatriotes, de solliciter d'humbles fonctions administratives, des jeunes gens ayant des notions *pratiques* de tannerie, de sucrerie, de teinturerie et aussi de commerce trouveront à se tirer d'affaire. Ceux-là, en outre, seront aptes à commencer à rendre à leur pays le plus grand service qu'il puisse attendre actuellement de ses protecteurs et administrateurs français : son affranchissement de la mainmise économique complète des Chinois.

Et le problème a bien d'autres faces. Mais nous en avons assez dit pour montrer que la décision budgétaire prise par M. Sarraut devrait au moins se compléter par un examen du « rendement » de subventions données aux groupements qui s'occupent des jeunes Annamites en France, et par une répartition nouvelle de ces subventions s'il y a lieu.

Les travaux en régie en Cochinchine.

— Les doléances des entrepreneurs de travaux publics sont devenues dans la colonie chose assez habituelle, et on se rappellera sans doute les meetings tumultueux dans lesquels les entrepreneurs du Tonkin manifestèrent leur mauvaise humeur contre un gouverneur général qui n'avait pas su contracter à temps un nouvel emprunt permettant de développer les travaux de chemins de fer. C'est que, depuis 1898, la part la plus large leur a été faite : ils ont profité des erreurs et de la légèreté de l'administration des travaux publics ; ils acceptaient des marchés sur des projets non étudiés et pour ainsi dire inexistant, sachant qu'un conseil de contentieux leur donnerait ensuite satisfaction et que le plus souvent il ne leur serait même pas nécessaire d'aller jusque-là, car l'administration, se sentant en faute, préférerait s'en remettre à une sentence arbitrale. On peut dire aussi que ces marchés étaient en eux-mêmes des plus avantageux pour toutes les lignes construites en plein delta, car dans ces régions surpeuplées, les entrepreneurs se sont contentés de servir d'intermédiaires entre les travaux publics et les ly-truong, qui devenaient leurs tâcherons. Or, l'administration aurait aussi bien pu traiter directement avec ces derniers et éviter, par conséquent, de payer une commission à l'intermédiaire. L'arrêt momentané de travaux si rémunérateurs a donc été pris en très mauvaise part, et la pression exercée par lesdits entrepreneurs n'a pas été étrangère au mouvement qui tendait à emprunter 200 nouveaux millions sans que l'Indochine ait les ressources suffisantes pour gager immédiatement un capital aussi important. Mais quelques semaines après son arrivée, M. Sarraut devait lui-même déclarer officiellement « qu'il fallait se garder de voir trop grandement les choses et d'embrasser plus que l'on ne pouvait

êtreindre ». Nous sommes donc rassurés pour l'avenir d'autant que, les vices du système ayant été mis nettement en lumière, on peut espérer que le gouvernement ne retombera pas pour l'exécution des travaux dans les mêmes errements.

Mais si l'administration a favorisé les entrepreneurs du Tonkin, ceux de Cochinchine n'ont pas joui des mêmes avantages et on ne saurait leur reprocher d'avoir profité des fonds d'emprunt. Ce n'est pas d'ailleurs contre cet état de choses qu'ils protestent aujourd'hui, mais bien contre l'abus des travaux en régie exécutés par l'administration. Une pétition signée par la plupart des entrepreneurs et des industriels de Saïgon a été adressée à la Chambre de commerce de cette ville et transmise par elle au gouverneur général pour protester contre cette concurrence déloyale. Ce libelle signale que les douanes et régies ne donnent plus un centime de travail à l'industrie privée, cette administration ayant installé à grands frais des ateliers dans le port de Saïgon pour les réparations de sa flottille. En même temps, dans les provinces, chaque administrateur a ses ateliers et les pétitionnaires signalent le cas d'un administrateur de l'Ouest qui, ayant pour 500.000 francs de travaux à faire exécuter, n'a pas hésité à acheter pour 150.000 francs de matériel.

D'autre part, une démarche a été faite récemment par des entrepreneurs, accompagnés des représentants élus de Cochinchine, auprès du ministre des Colonies pour attirer son attention sur la concurrence faite par l'arsenal de Saïgon à l'industrie privée. Non seulement l'arsenal exécute tous les travaux de menuiserie, de ferronnerie, de charpentage, etc., que lui demande l'administration locale, mais il travaille même pour les particuliers.

La situation privilégiée de l'arsenal tient au fait suivant : au moment de la guerre russo-japonaise, son personnel technique venu de France, ainsi que le personnel indigène, ont été considérablement accrus en raison du renforcement de notre escadre d'Extrême-Orient. La guerre terminée, et notre escadre étant réduite à une simple division, il aurait pu sembler naturel que l'on renvoyât le personnel inutile. On n'en a rien fait, si bien que pour utiliser les ouvriers et aussi pour diminuer les frais généraux, l'arsenal a été amené à travailler pour l'administration. On peut faire observer d'ailleurs que le budget local de Cochinchine attribue de ce fait au directeur de l'arsenal une indemnité de 6.000 piastres et que celui-ci fait naturellement partie des commissions de réception d'ouvrages dont il a dû surveiller l'exécution ; il se trouve donc être à la fois juge et partie. Sans doute il serait ridicule de vouloir imposer à l'arsenal de Saïgon l'obligation de ne travailler que pour les réparations de nos navires de guerre, mais on peut dire qu'il sort de son rôle chaque fois qu'il exécute des travaux qui ne dépassent pas les moyens d'action des ateliers privés. Or, il existe à Saïgon plusieurs entre-

prises qui possèdent un important matériel et la Compagnie des Messageries fluviales pourrait, par exemple, exécuter de nombreux travaux qui sont donnés aujourd'hui à l'arsenal. Il y a quelques années, le gouvernement de Cochinchine a invité cette compagnie à développer l'outillage de ses ateliers pour faire face aux besoins des navires de commerce et des chaloupes de l'administration, mais ses efforts sont demeurés vains, car c'est depuis cette époque qu'elle ne reçoit plus de commandes.

En même temps, on peut estimer que le système de la régie employée par quelques administrations locales pour l'exécution des travaux qui lui sont nécessaires, loin d'être économique, permet le désordre ; l'achat d'un matériel qui, au bout de quelques années, sera rendu inutilisable, devient une dépense infructueuse qui est loin de compenser l'économie apparente réalisée dans les travaux.

Il apparaît en définitive que si les entrepreneurs du Tonkin ont trouvé, dans les errements de l'administration, des chances de profit peu en harmonie avec l'intérêt du budget, il serait ridicule de vouloir faire retomber la responsabilité sur ceux de Cochinchine, et passer d'un extrême à l'autre. L'administration n'a rien à gagner à faire exécuter les travaux en régie et à constituer un véritable monopole à l'arsenal ; en faisant concurrence aux industriels établis, elle semble oublier que ceux-ci ont dû engager des capitaux importants, qu'ils ont eu à recruter et à dresser une main-d'œuvre difficile à trouver et à former, qu'ils paient de lourdes patentes et que l'impôt les atteint sous les formes les plus variées à raison même de l'industrie qu'ils exercent.

Les caisses locales des retraites. — Le rapport général sur la situation de l'Indochine en 1911 publié récemment au *Journal officiel de la République* (1) contenait en annexe un état des caisses locales de retraites. Ce document n'avait jamais été publié jusqu'à ce jour ; il est pourtant des plus intéressants aussi bien pour les fonctionnaires que pour tous ceux qui se préoccupent des affaires de la colonie.

On sait que deux caisses locales de retraites ont été créées en Indochine : une caisse locale européenne instituée par un décret du 5 mai 1898 et une caisse indigène instituée par arrêté du 15 septembre 1898.

D'assez graves différences, inexplicables du reste, séparent les deux caisses : la caisse européenne prévoit en effet des pensions pour ancienneté à vingt-cinq ans de services, des pensions proportionnelles à quinze ans, des pensions pour blessures et infirmités, des pensions de veuves et secours aux orphelins. Le taux de ces pensions, qui avait été primitivement fixé à un centième par année de service, a été amélioré en 1905 et fixé à un centième par année de service jusqu'à quinze ans, à un quatre-vingt-dixième de quinze

(1) *Journal Officiel*, annexes, 43, 44 et 45 mars 1912.

à vingt ans de service et à un quatre-vingtième à partir de vingt-cinq ans. La caisse indigène ne comporte que des pensions d'ancienneté à trente ans de services dont le taux est resté fixé à un centième par année de services.

Cette inégalité est des plus choquantes, et l'on se demande pourquoi l'administration n'a pas également prévu pour les indigènes des pensions de veuves et des secours d'orphelin. On nous assure toutefois que, vu l'état de prospérité de la caisse indigène, le gouvernement a l'intention de prévoir en faveur des agents une pension proportionnelle qui leur permettra, si leur état de santé les rend impropres à remplir convenablement leurs fonctions, de quitter l'administration après vingt ans de services.

En 1910, les dépenses de la caisse européenne (358.868 piastres) se sont élevées à 35 0/0 des recettes (1.015.974 piastres), tandis que pour la caisse indigène les dépenses (49.589 piastres) ne représentaient que 13 0/0 des recettes (363.236 piastres) (1).

On peut se demander, vu le petit nombre des pensions accordées par la caisse indigène — au 31 décembre 1910 il n'atteignait que le chiffre de 333 — si les indigènes ne se désintéressent pas de cette institution, et il est très possible que plusieurs d'entre eux quittent leurs fonctions à quinze ou vingt ans de services sans souci de la pension qu'ils peuvent obtenir un jour. M. Paris, député de la Cochinchine, nous cite en même temps dans la *Presse coloniale* (2) un fait singulier :

« En février 1910, dit-il, un Annamite qui avait servi l'administration française pendant trente-trois ans avec zèle et probité, auquel on avait retenu pendant ces trente-trois années régulièrement 3 0/0 sur sa solde se voyait remercié du jour au lendemain. Aux réclamations qu'il adressa, on lui répondit qu'on avait fait erreur pendant trente-trois ans, et que les règlements ne permettaient pas de liquider une pension à son profit. Il insista et demanda qu'on fit ce qu'il avait certainement vu faire au cours de sa carrière administrative (*il y a des choses qu'on n'invente pas*) : qu'on lui accordât un secours annuel renouvelable d'un montant égal à la pension à laquelle il aurait pu prétendre. L'administration refusa et lui fit connaître que tout ce qu'elle pouvait faire pour lui, était de former le dossier des justifications des retenues versées au Trésor pour lui en faire faire le remboursement. Jusqu'ici, on ne peut reprocher à l'administration qu'une légèreté qu'il conviendrait de ne pas avoir vis-à-vis d'indigènes que notre prétention est d'éduquer, à moins d'estimer que, peut-être, elle avait le devoir de rembourser immédiatement, même avec indemnité supplémentaire, le pauvre diable ainsi frustré dans ses espérances. Mais voici où l'affaire se

corse et où l'administration devient tout à fait impardonnable.

« Malgré sa promesse, l'administration indochinoise, du moins c'est le ministère des Colonies qui le déclare, n'a pas fait encore parvenir plus de trois ans après au département le dossier de mon indigène, qui naturellement réclame et proteste. Je suis intervenu en sa faveur, il y a six mois, et il y a deux mois que l'on s'est décidé à me répondre qu'on n'avait pas les pièces de l'indigène auquel je m'intéressais, mais que son cas était celui d'un certain nombre d'autres de ses congénères, au sujet desquels le ministre écrivait au gouverneur général pour le prier d'examiner à nouveau la question de savoir si on n'avait pas fait erreur et si ces indigènes n'auraient pas droit à une retraite ! »

Si l'administration se montre très rigoureuse dans l'attribution des pensions aux indigènes, elle est par contre très libérale dans l'attribution des pensions aux fonctionnaires français. Depuis la création de la caisse jusqu'au 31 décembre 1910, il a été accordé 718 pensions dont la répartition est la suivante :

- 113 pensions pour ancienneté ;
- 163 pensions proportionnelles ;
- 147 pensions pour infirmités ;
- 268 pensions de veuves ;
- 27 secours aux orphelins.

Or cette proportion est singulière, et dénote les abus commis contre lesquels s'élève du reste le Conseil d'administration de la caisse. Les pensions de veuves devraient être accordées en principe, soit que le mari ait eu le temps de service nécessaire pour obtenir une pension d'ancienneté, soit qu'il ait succombé à une maladie endémique. On devine que pour les 268 pensions de veuves en cause, ce dernier motif a été le cas le plus fréquent, pour ne pas dire unique, et que le service médical s'est montré bienveillant dans la délivrance des certificats nécessaires.

Il y a toutefois, dans l'espèce, un motif d'humanité supérieure à agir ainsi et il est assez difficile de limiter les abus commis à cet égard. Il n'en va pas de même des pensions pour maladies dites incurables assimilées aux infirmités qui sont beaucoup trop généreusement accordées. Les membres du Conseil d'administration de la caisse en font la remarque : observant qu'en 1910, 13 pensions pour infirmités ont été liquidées contre 13 pensions pour ancienneté et 3 pensions proportionnelles, ils déclarent que ces chiffres dénotent une tendance contraire à l'esprit comme à la lettre de la réglementation, à transformer toute pension en une pension pour infirmités en invoquant la raison de maladie endémique contractée en Indochine.

Dans l'état actuel de la caisse ces abus ne sont pas trop préjudiciables, mais il faut bien réfléchir que d'ici quelques années le nombre des fonctionnaires ayant accompli vingt-cinq ans de services sera considérable, et les dépenses de la caisse seront bien près d'égaliser ses recettes. Elle constitue dans tous les cas un bien commun, et il

(1) Au 31 décembre 1910, l'actif de la caisse européenne était de 5.630.699 piastres et celui de la caisse indigène de 2.457.950 piastres.

(2) *Presse coloniale* du 16 avril.

est inadmissible que ceux qui ont souvent fait le moins de versements soient les premiers à vouloir lui demander une pension.

Une surprenante circulaire. — Le *Temps* annonçait il y a quelques jours que M. Mahé, résident supérieur en Annam, a adressé dernièrement aux administrateurs placés sous ses ordres une circulaire officielle d'un genre nouveau. En voici le texte :

Hué, le 23 janvier 1912.

Le résident supérieur en Annam à MM. les résidents, chefs de province en Annam et à M. le maire de Tourane.

La direction du journal X... attire mon attention sur l'intérêt qu'il y aurait à favoriser le développement de cette publication qui est à l'heure actuelle le seul grand organe colonial républicain qui réunit (*sic*) parmi ses collaborateurs la majorité des groupes coloniaux de la Chambre et du Sénat.

Ce journal a en outre l'intention de consacrer en 1912 un numéro spécial illustré pour chacune des parties de l'Union indochinoise et me demande de collaborer à cette publication de vulgarisation et de propagande en lui adressant les documents, illustrations, gravures, cartes géographiques et textes intéressant l'Annam.

Pour marquer d'une façon effective la sympathie que vous portez à cette œuvre, je vous serais obligé de me faire connaître le nombre d'abonnements que vous seriez disposé à souscrire à cette feuille dans laquelle il vous sera possible de trouver d'utiles indications sur les événements coloniaux.

Le prix de l'abonnement annuel est de 25 francs. Je vous prie de vouloir bien répondre télégraphiquement à la présente circulaire.

MAHÉ.

Cette « recommandation » mérite d'être signalée et appréciée au moment où on déclare de toutes parts qu'il est nécessaire d'assurer l'indépendance et la hauteur de caractère des fonctionnaires coloniaux.

SIAM

Les lois militaires. Une interview du ministre de la guerre. — Les lois militaires n'ont pas été accueillies par les populations siamoises avec tout l'esprit de sacrifice patriotique désirable. La conscription est difficilement acceptée et le service militaire généralement subi comme une charge, dont la grandeur n'est pas suffisamment comprise. L'esprit d'indépendance des *thai* se plie mal à cette contrainte de plusieurs années, et le malaise qu'elle cause est si évident qu'une des grandes préoccupations du roi est de modifier cet état d'esprit chez les nouvelles générations. C'est la raison des discours enflammés du patriotisme le plus ardent qu'il prononce en toute occasion, c'est dans ce but qu'il a créé le corps des « Tigres de la jungle » et des « Boys scouts siamois » auxquels il accorde si activement son haut patronage.

Depuis deux ans que la loi est mise en vigueur, les commentaires les plus désagréables sur cet impôt du sang n'ont cependant pas cessé de se produire à l'époque de l'appel des recrues et de circuler parmi les populations.

S. A. R. le maréchal prince de Phitsamloh qui se prête assez facilement aux interviews, a fait sur ce sujet à un rédacteur du *Bangkok Times*, les déclarations suivantes :

La nécessité d'une armée nationale ne peut plus, dit-il, être mise en question. Les vues du gouvernement à ce sujet sont maintenant bien connues : il croit que, malgré toutes les garanties d'indépendance que le pays peut avoir, il n'est pas sans intérêt, pour la conserver plus sûrement et plus entière, qu'il puisse disposer, en cas de danger extérieur, d'une force armée bien instruite et bien équipée.

Etant donné le but à atteindre, la loi militaire siamoise est une des moins lourdes qui aient été établies dans des Etats indépendants. La plupart des nations européennes demandent à leurs nationaux des services militaires beaucoup plus durs. Les appelés sont ici maintenus sous les drapeaux pour une période de deux ans seulement et font ensuite cinq ans de première réserve avec des périodes de deux mois chaque année et sept ans de seconde réserve.

Un des reproches qu'on fait à la loi militaire, c'est de diminuer la main-d'œuvre disponible et de détourner les hommes des travaux agricoles. En fait, il n'a été levé, chaque année, depuis la promulgation de la loi, que 10/0 à peine des jeunes gens atteints par la conscription dans la capitale et son *monthon*. Ce sont, il est vrai, des considérations budgétaires seules qui ont empêché d'appeler sous les drapeaux le contingent tout entier ; les crédits alloués n'ayant pas permis, jusqu'à maintenant, de dépasser ce pourcentage. Les exemptions forcées, données de ce fait, ne sont pas, d'ailleurs, un des moindres sujets de mécontentement et de jalousie. On dit que la loi est injuste, puisque certains sont appelés et d'autres non, les premiers prétendant qu'il n'y avait aucune raison pour qu'ils ne soient pas parmi les exemptés. En réalité, tout se passe légalement et équitablement.

Quelle que soit la formule du service obligatoire, il est manifestement impossible qu'il ne pèse plus lourdement sur tel ou tel, mais on ne peut incriminer une loi en tablant sur des cas particuliers. La situation de certains appelés s'est certainement trouvée intéressante, mais il faut savoir faire quelques concessions au bien supérieur de la patrie. Tous ces cas particuliers ont été, d'ailleurs, portés à la connaissance des autorités, mais il ne leur a pas été possible de ne pas se conformer aux prescriptions de la loi. Le principe de la conscription est celui-ci : tout homme doit se sacrifier pour le bien de tous. Tout patriote doit se pénétrer de cette doctrine et les instituteurs dans les écoles doivent imprégner de ces principes l'esprit de leurs élèves.

Mais voici maintenant que les étrangers pren-

nent parti dans la question. Je sais bien qu'ils ne sont pas ici, suivant une expression commune, *pour changer d'air*, mais pour faire du commerce avec les Siamois. Or, ils se trouvent gênés par l'entrée au service de leurs employés et les états-majors savent qu'ils font tous leurs efforts pour empêcher ceux-ci de faire leur service. Peut-on trouver raisonnable qu'ils se plaignent de voir leurs employés soumis aux mêmes obligations que les autres Siamois. Certes, celles-ci peuvent être discutées et le gouvernement admet qu'elles le soient dans les journaux nationaux, mais il lui paraît excessif que les étrangers utilisent la presse siamoise pour critiquer, de concert avec quelques Siamois, les lois du pays qui leur donne l'hospitalité. L'autorité militaire ne se montre cependant pas intransigeante, elle a, par exemple, décidé en février 1911, que les recrues qui paieraient une certaine taxe seraient classées d'office parmi les exempts. Beaucoup de maisons étrangères se sont empressées de conserver par ce moyen le personnel auquel elles tenaient, toutes peuvent en faire autant.

Les employeurs ont d'ailleurs un autre moyen d'assurer la fixité de ce personnel et d'éviter la gêne que leur cause la conscription, c'est de ne prendre à leur service que des hommes ayant satisfait aux obligations militaires. Celles-ci sont de trop courte durée pour que les soldats libérés ne soient pas encore aptes à tous les services. Or, les employeurs étrangers peuvent, c'est une chose connue de tous, s'adresser au général commandant le 1^{er} corps, pour lui exprimer leurs desiderata. On s'empressera, au reçu de leur demande, de leur désigner, parmi les hommes de la classe, ceux qui paraissent les plus aptes à entrer à leur service sans qu'ils aient, par la suite, à souffrir d'interruptions inévitables.

On a certainement compté sur l'agitation périodique qui se produit au moment de l'appel des recrues pour obtenir des modifications à la loi, certains même ont espéré qu'elle serait abrogée. On a été jusqu'à dire que la création du corps des « Tigres de la jungle » était un acheminement vers cette transformation radicale des obligations militaires, et que du moment où les affiliations à ce corps se seraient généralisées, le maintien de la loi militaire ne s'imposerait plus. Tout cela est absolument faux, la loi militaire ne sera pas abrogée.

Une grosse objection faite au service obligatoire est celle-ci, que les forces de police sont composées au Siam de soldats appelés. Ce n'est certes pas là l'idéal, mais il ne faut pas oublier que le Siam n'est pas l'Europe. En Europe, on peut toujours trouver des hommes que tente une solde assurée, il n'en est pas de même ici. Les Siamois ne travaillent que contraints et forcés ou au gré de leur caprice. Quant aux anciens corps de police, il serait difficile de les regretter ; la plupart des hommes qui les composaient étaient des fumeurs d'opium ou des esclaves. On a essayé de recruter des volontaires pour les formations nouvelles

sans obtenir de résultats appréciables, alors que la prospérité de la capitale et l'accroissement de sa banlieue exigeaient des mesures immédiates. On a donc dû recourir à la conscription en espérant que ce n'était là, cependant, qu'une mesure transitoire. Un journal siamois disait dernièrement que les hommes de la police ne faisaient autre chose que des exercices militaires et que d'essayer d'esquiver des punitions. Que trouve-t-on d'extraordinaire à cela ? Nous savons, certes, que dans ces corps spéciaux un volontaire vaut deux appelés, aussi étudie-t-on actuellement un système d'enrôlement qui s'adresserait aux hommes libérés de l'armée active avec les meilleures notes au point de vue conduite et aptitudes. Le gouvernement espère, par cette voie, s'assurer le concours d'hommes qui, au lieu d'agir machinalement, feront œuvre d'intelligence. Cela n'est pas l'œuvre d'un jour, mais nous y arriverons progressivement.

Cette interview princière ne manque pas, comme on voit, d'une certaine saveur. Elle est en tout cas bien symptomatique et nous fait voir que nos conceptions antimilitaristes européennes sont marchandises d'exportation et parviennent, presque sans être démarquées, jusqu'aux capitales de l'Extrême-Orient.

Municipalités. — Les lecteurs de l'*Asie française* n'ignorent pas que le Siam accomplit des progrès qui sont d'un grand intérêt pour notre politique indochinoise. Voici que l'on le dote de municipalités. Il y a déjà quelques années que l'*amphew* de Tachin avait été pourvu d'une municipalité. Cet essai dû à l'esprit progressiste du prince Damrong, ministre de l'Intérieur, paraît avoir répondu à ses espérances, puisque les centres de Phrapathoma, Bang-phasaï, Korat, Nakhon, Srithommarat, Paknam-poh, Utaradit, Smgora et Pakset, viennent d'être dotés de cet organisme nouveau et qu'il est question d'en doter aussi le grand centre du Nord, Xieng-maï.

Ces municipalités seront de deux catégories : municipalités d'*amphews* (sous-préfectures) ou municipalités de centres urbains. Celle de Tachin, par exemple, est une municipalité d'*amphew*, celle de Pakset une municipalité urbaine. Chaque conseil est composé de neuf membres, cinq appartenant aux administrations diverses, quatre élus par les contribuables. Les produits de certaines taxes qui, précédemment, étaient reversés au Trésor, sont maintenant mis à la disposition de ces municipalités. Celle de Pakset, par exemple, s'est vu attribuer les revenus des patentes et de la taxe des voitures. Les conseils n'ont, jusqu'à maintenant, le droit de contracter aucun emprunt. Leurs projets concernant les voies de communication, l'éclairage, l'hygiène, doivent être limités à l'étendue de leurs ressources régulières. Ils ont cependant le pouvoir d'augmenter ou de diminuer le taux des taxes dont le revenu leur est attribué. A Tachin, par exemple, le conseil a voté l'augmentation des patentes. Les membres élus de chaque conseil ne sont pas, d'ailleurs, nécessaire-

ment de nationalité siamoise et à Xieng-maï, on propose d'élire un employé de la « Bombay-Burma Trading Corporation », qui est de nationalité anglaise.

Le succès de cet essai de décentralisation a incité, d'autre part, le ministre de l'Intérieur à poursuivre ses expériences dans ce sens. Il vient donc de créer dans certains *tambun* (cantons, villages) choisis des sortes de conseils réduits à trois membres : le *kamnan* (chef de canton), le chef des bonzes et le médecin de la localité. Le conseil embryonnaire a diverses attributions. Il doit prendre des mesures propres à assurer la fréquentation des écoles par les enfants des deux sexes, en attendant que le nombre des instituteurs permette de la rendre légalement obligatoire. Les mesures d'hygiène sont de sa compétence et il doit veiller à ce que les enfants soient vaccinés. Enfin, il est prévu que le médecin local sera convoqué à Bangkok de temps à autre pour des conférences et des cours destinés à développer et à confirmer son instruction professionnelle.

Le prince Damrong espère que l'exercice de ces quelques prérogatives donnera aux uns et aux autres le goût des affaires publiques et que chacun arrivera à s'intéresser à l'administration de sa commune. Les embryons de conseils pourraient alors être développés et progressivement leurs pouvoirs étendus et complétés.

Ainsi, pas plus que le roi, les princes ses oncles ne peuvent certes être accusés d'enrayer le mouvement progressiste du royaume. Il faut reconnaître toutefois, et nous l'avons déjà signalé souvent, que le prince Damrong se montre particulièrement prudent dans toutes les retouches qu'il croit devoir faire au programme administratif qu'il a élaboré et mené à bien jusqu'ici. Les mesures que nous venons d'énumérer ne se départissent certes pas de cette louable prudence. Il sera intéressant, cependant, pour nous plus peut-être que pour tout autre de suivre avec attention ces expériences administratives, non seulement à travers les comptes rendus officiels, mais encore par des enquêtes locales dont le gouvernement siamois ne s'offusquera certainement pas.

L. DE L.

Levant

La nomination du nouveau gouverneur général du Liban. — Les négociations ont commencé à Constantinople en vue de la nomination d'un nouveau gouverneur général du Liban (1). Il semble que le gouverneur actuel, Joussof pacha Franco, nommé au mois de juillet 1907, n'ait pas beaucoup de chances de voir renouveler son mandat. Plusieurs noms de candidats sont mis en avant, mais le secret dont sont entourées ces né-

gociations empêche de savoir lequel d'entre eux a été proposé par la Sublime Porte aux ambassades intéressées. On sait en effet que telle est la procédure et que les ambassades ont à accepter ou à refuser le candidat qui leur est proposé. Il serait question de Ibrahim Soussa effendi, ancien ministre des postes et télégraphes, adepte du rite grec catholique qui est relativement répandu au Liban, de Eram et de Sinapien effendis, tous deux Arméniens.

Quant aux modifications que les Libanais désirent voir introduire dans leur statut, il est également très difficile de prévoir quelles sont celles de leurs demandes qui paraissent susceptibles d'aboutir. On dit que des pourparlers entre les ambassades ont déjà eu lieu afin d'examiner la légitimité et l'urgence des différents desiderata libanais. Les demandes ayant un caractère économique auraient, paraît-il, plus de chances d'être prises en sérieuse considération que celles d'ordre politique. S'il faut en croire ce bruit, l'organisation financière du Liban serait donc appelée à recevoir des améliorations qui sont en effet tout particulièrement désirables. De même pourrait-on espérer la création dans la montagne d'un tribunal de commerce et, peut-être également, l'ouverture à tous les navires des ports libanais.

Le chemin de fer de Bagdad. — Le rapport annuel de la Compagnie du chemin de fer de Bagdad, qui a été publié le 7 juin à Constantinople, constatait les progrès de cette entreprise.

Les travaux ont été énergiquement poussés, malgré une épidémie de choléra et l'exode des Italiens qui a rendu plus sensible que jamais la disette de main-d'œuvre. Néanmoins la mise en service de la section, longue d'environ 140 kilomètres, qui, traversant la plaine d'Adana, s'étend de Dorak jusqu'au versant occidental du Taurus, en passant par Adana, a pu avoir lieu le 27 avril dernier. Selon toute prévision, il sera encore possible de livrer à l'exploitation dans le courant de la présente année une longueur de voie de 100 à 150 kilomètres, s'étendant d'Alep vers le mont Amanus d'une part, et vers l'Euphrate, de l'autre. Toutes les mesures ont été prises pour commencer à construire sous peu dans la direction du Nord à partir de Bagdad. De même, la construction de l'embranchement vers Alexandrette, dont les plans ont déjà reçu l'approbation officielle, sera entreprise cette année-ci et l'on espère qu'elle pourra être achevée en 1913. Le projet du port d'Alexandrette a été approuvé par le ministère des Travaux publics, et les premiers coups de pioche ont été donnés dans le courant de juin.

Les résultats financiers de l'exploitation sont en progrès comme la longueur du réseau exploité qui a passé de 200 kilomètres en 1910 à 237 kilomètres en 1911. L'exploitation des sections nouvellement ouvertes a été confiée provisoirement à la Compagnie du chemin de fer d'Anatolie, aux conditions du contrat conclu en 1904 pour la section Koniala-Boulogroulou. Les recettes brutes

(1) Voir l'article paru dans le dernier Bulletin.

se sont élevées à 740.604 francs contre 514.286, dont 390.958 contre 292.346 provenant du transport des voyageurs, et 340.194 contre 216.220, du transport des marchandises. La recette kilométrique a passé de 1.937 francs 1909 à 2.571 en 1910 et 3.379 en 1911. Le nombre des voyageurs de 71.665 à 95.884; le total des marchandises, de 27.756 tonnes à 38.046. Au titre de la garantie kilométrique, l'Etat a versé à la Compagnie 238.167 francs contre 381.136; à la Compagnie du chemin de fer d'Anatolie, en vertu du contrat d'exploitation, 167.865 francs contre 155.422.

Le dividende est de 5 0/0, comme pour l'exercice 1910; la réserve ordinaire reçoit 54.574 fr.

Il convient d'observer qu'à mesure que progressent les travaux du chemin de fer de Bagdad, la Compagnie d'Anatolie travaille à consolider la ligne de Koniah notamment en la munissant de rails plus lourds.

*
* *

La *Deutsche Orient Correspondenz* a annoncé, au commencement de juin, que la Turquie avait résolu de renoncer à Kouéït comme terminus du chemin de fer de Bagdad et décidé d'arrêter celui-ci à Khor-Abdollah, long et étroit bras de mer qui s'insinue dans les terres derrière l'île de Boubiyan et dans la direction de Bassorah.

Commentant cette nouvelle et aussi le rapport de la Bagdadbahn le *Times* résumait le 8 juin l'état de la question pour l'Angleterre qui, comme on le sait, négocie avec le gouvernement de Constantinople les conditions dans lesquelles sera construite la section de Bagdad au golfe, à laquelle la compagnie allemande avait renoncé, on se le rappelle, aux termes des nouvelles conventions passées entre elle et la Turquie au mois de mars 1911.

L'Angleterre a proposé pour cette section une participation à cinq dans laquelle entrerait la Russie. Le *Times* après l'avoir rappelé ajoutait : « Le désir de la Russie d'entrer dans la combinaison est tout naturel, et nous avons de nombreuses raisons d'appuyer cette demande. La Russie a pris l'engagement de construire un chemin de fer de Téhéran à Khanikine, sur la frontière turco-persane, qui rejoindra l'embranchement du chemin de fer de Bagdad partant de Sadiyeh. Elle a donc le plus grand intérêt dans l'entreprise du chemin de fer de Bagdad, et l'avantage de sa participation en ce qui concerne la section Bagdad-Bassorah est évident. »

La Turquie a répondu à cette proposition en mettant en avant le projet de participation à cinq où la Russie n'entrerait pas. Les négociations se poursuivent lentement, mais amicalement, et on peut raisonnablement espérer un accord prochain.

Le *Times* cependant rappelle qu'il est nécessaire d'être fixé sur un certain nombre de points. En premier lieu il est indispensable de connaître exactement les compensations qui ont été promises à la compagnie allemande en échange de la section Bagdad au golfe. En abandonnant sa

concession, la compagnie allemande a renoncé à la garantie kilométrique correspondante et apparemment le gouvernement turc a pris l'engagement de lui donner une compensation. Cet engagement ne saurait être examiné de trop près par la compagnie internationale se chargeant de la construction de la dernière section, et qui ne saurait accepter, de ce fait, des charges trop lourdes.

« Plus importante encore, concluait le *Times*, est la question du terminus. On sait qu'il y a quelques semaines un journal allemand a fait courir le bruit qu'on aurait renoncé à prendre Kouéït comme terminus et que la ligne aboutirait à Khor-Abdollah. La solution de beaucoup la plus simple, c'est de terminer le chemin de fer à Bassorah. Bassorah est le principal centre du commerce de la région. C'est de beaucoup le plus ancien port de la Mésopotamie. Si le chemin de fer aboutissait ailleurs le commerce continuerait à se concentrer à Bassorah. Le fleuve est parfaitement navigable, beaucoup plus facilement navigable que le Hoogly et les difficultés de la barre ne sont pas difficiles à surmonter. La ville est capable d'un développement illimité. Enfin elle se trouve en territoire incontestablement turc.

« Le choix de Bassorah comme point terminus écarterait la seule objection sérieuse qu'ait l'Angleterre contre la construction du chemin de fer de Bagdad.

« Le choix de Bassorah permettrait en outre à la Turquie de reconnaître le cheikh de Kouéït comme un chef indépendant sous notre protection sans porter atteinte aux droits titulaires que peut réclamer le sultan.

« Si, comme nous l'espérons, l'Angleterre et la Russie peuvent tomber d'accord sur ces différents points qui les concernent seules et si la construction de la dernière section peut être entreprise par les cinq puissances, tout le monde en Angleterre se réjouira qu'on ait pu trouver enfin une solution. Le bon sens du peuple anglais ne s'est jamais opposé aux principes essentiels du projet allemand. »

Comme on le voit, si le chemin de fer de Bagdad avance, la question posée au mois de mars 1911, par les nouvelles conventions entre le gouvernement de Constantinople et la compagnie allemande, semble n'avoir guère avancé vers une solution.

Extrême-Orient

CHINE

La retraite de Tang Chao Yi. — Le premier ministre de la République chinoise a soudainement quitté Pékin le 15 mai pour Tien-tsin et, malgré l'envoi de plusieurs de ses amis pour le décider à rentrer dans la capitale, il a persisté

dans cette retraite incompréhensible. Peu après un de ses collègues très lié avec lui, le ministre de l'Instruction publique, Tsai Youen Peï, l'a rejoint à Tien-tsin.

On se perd en conjectures sur le motif de ces retraites qui ont pris une forme si insolite. D'aucuns ont pensé que Tang Chao Yi étant Cantonnais son départ pour Tien-tsin avait été causé par la nouvelle que le gouvernement local de Canton avait l'intention de proclamer prochainement son indépendance. Dans ce cas, l'ex-premier ministre aurait sans doute craint de rester à Pékin et de servir d'otage au gouvernement central.

Pendant quelques jours il a été fortement question de supprimer la présidence du Conseil, en alléguant que ce poste a jusqu'à présent été une cause de rivalités et a rendu plus difficile la consolidation de la République. On a parlé pour remplacer Tang Chao Yi de plusieurs personnages importants, entre autres le général Li Youen Houng, vice-président de la République et surtout Vou Ting Fang, ancien ministre aux Etats-Unis et qui jouit d'une influence considérable dans le Sud. La question d'empêcher une séparation du Nord et du Sud continue, en effet, à dominer d'une manière remarquable les préoccupations du gouvernement chinois. Finalement le ministre des Affaires étrangères, Lou Tchong Hsiang, a été nommé président du Conseil intérimaire et il semble qu'il doive continuer à remplir ce poste si sa santé qui est délicate le lui permet.

Le président Yuan Chi Kai, pour sauver la face en présence de la manière dont Tang Chao Yi a quitté le pouvoir, a agi selon la vieille formule chinoise et lui a accordé un congé pour rétablir sa santé. On croit que Tang Chao Yi va se retirer à Hongkong.

Les désordres. — Des mutineries militaires, qui semblent causées par le manque de paye, se sont produites pendant le mois de juin sur différents points de la Chine, à commencer par Pékin où une brigade marchait sur la ville lorsque Yuan Chi Kai parvint à convaincre les soldats de renoncer à leur attaque et même à arrêter les meneurs de ce mouvement. A Moukden, le 19 juin, une brigade s'est également révoltée. Le faubourg du Nord a été pillé, y compris des banques et des boutiques de joaillerie. On apprend que 300 maisons ont été brûlées. A Tsi-nan-fou, capitale du Chantoung, deux bataillons se sont mutinés et se sont emparés, pendant un certain temps, d'une partie de la ville qu'ils ont pillée. Le gouverneur débordé a été obligé de se réfugier à la cathédrale catholique. Son yamen a été pillé ainsi que la succursale de la Banque impériale et quelques autres propriétés.

A Canton, la situation est très inquiétante. Le gouvernement est menacé par Ouang Ho Chon, chef des pirates, qui a été mis à la tête d'une société qui s'est fondée pour renverser le gouverneur militaire, le gouverneur civil et le commissaire de la police, lesquels sont accusés de despo-

tisme. On craignait, il y a quelques jours, que les meilleures troupes au nombre de 15.000 hommes se débandassent, tandis que les 20.000 autres soldats dont dispose le gouvernement de Canton sont des anciens pirates et n'inspirent aucune confiance. Aussi les notables chinois quittaient-ils la ville en grand nombre, aux dernières nouvelles, pour se réfugier à Hongkong.

Nulle part, à vrai dire, ce mouvement ne réussit à prendre de l'envergure; ce sont donc surtout des désordres de soldats désireux d'obtenir leur paye que le gouvernement est incapable de leur fournir, et l'on a toujours trouvé jusqu'ici des troupes pour réprimer les mouvements de celles qui se révoltaient. L'anarchie qui règne en Chine, si elle est à peu près générale, reste cependant médiocre dans ses détails et les révoltés sont incapables d'un effort d'ensemble pour balayer le gouvernement. C'est sans doute cette situation qui a inspiré au correspondant du *Times*, à Pékin, la dépêche dans laquelle il disait que ce que les journaux européens publient relativement à l'anarchie dans l'intérieur de la Chine est très exagéré. Il constate que le commerce est prospère, que les récoltes promettent d'être abondantes et que le trafic des chemins de fer n'a jamais été plus satisfaisant. Toutes ces nouvelles et appréciations, en apparence contradictoires, prouvent dans quel degré d'incertitude et d'inorganisation les Chinois peuvent encore mener une vie supportable et continuer à vaquer à leurs affaires.

L'achèvement de la ligne de Tientsin-Poukoou. — Les travaux du chemin de fer Tientsin-Poukoou viennent d'être terminés. La ligne n'est pas encore livrée à l'exploitation : elle ne doit être officiellement inaugurée qu'au mois de novembre prochain. Cependant elle peut être considérée comme achevée, exception faite de certains travaux d'art qui ne sont encore que provisoires. Quoi qu'il en soit, il est dès aujourd'hui possible d'effectuer le trajet de bout en bout en s'arrêtant pendant la nuit. On espère, lorsque les trains circuleront normalement et pourront marcher jour et nuit, qu'il ne faudra pas plus d'un jour et demi pour franchir la distance séparant les deux points terminus, distants de près de 1.400 kilomètres.

On sait que la concession de cette ligne, poursuivie depuis 1898 par les Allemands et les Anglais, avait été dès le 18 mai 1899, accordée par le gouvernement chinois à un groupe formé par la « Deutsch-Asiatische Bank » et la « British and Chinese Corporation ». Les événements de 1900, puis la crise de nationalisme provoquée par les victoires japonaises, empêchèrent la réalisation immédiate de ce projet et vinrent même remettre en jeu l'existence de la concession. Les prétentions des Chinois ayant en effet considérablement augmenté, les conditions du contrat durent être de nouveau discutées. De longues et laborieuses négociations furent entamées qui n'aboutirent qu'au mois de janvier 1908, date à laquelle le syndicat anglo-allemand fut autorisé

à émettre un emprunt or 5 0/0 de 5 millions de livres sterling, destiné à la construction de la ligne en question.

Les Allemands se chargèrent de l'établissement de la section nord, comprenant environ les deux tiers de la ligne, à partir de la frontière de la province du Chantoung. La partie sud, depuis cette frontière jusqu'au Yangtseu, était confiée à des ingénieurs anglais. Cette division correspondait aux zones politiques d'influence, les Allemands, à la suite de leur installation à Kiaotchéou, ayant entendu se réserver le Chantoung, tandis que les Anglais émettaient des prétentions sur le bassin du Yangtseu.

La ligne nouvelle suit à peu près une des grandes routes historiques les plus célèbres de la Chine : elle ne s'écarte en effet que fort peu du tracé du fameux grand Canal Impérial qui, partant de Tchinkingiang, mettait en communication le Yangtseu avec Tientsin et Pékin en traversant les provinces du Kiang-sou, du Chantoung et du Tchéli. La voie ferrée paraissait d'ailleurs devoir à tel point être une réplique moderne de l'ancienne voie d'eau que l'on avait d'abord songé à lui donner le même point d'aboutissement, Tchinkingiang. Puis son terminus fut ensuite reporté un peu à l'Ouest, à Poukoou également sur la rive gauche du Yangtseu et qui se trouve situé vis-à-vis de Nankin. Cette dernière ville étant, depuis quelque temps déjà, reliée par le rail à Changhaï on voit que la ligne Tientsin-Poukoou n'est en définitive que le prolongement du chemin de fer Changhaï-Nankin.

La difficulté la plus sérieuse présentée par la construction de la voie ferrée nouvelle consistait dans l'établissement d'un pont sur le fleuve Jaune. Ce travail délicat se trouve dans la section confiée aux soins des ingénieurs allemands. Ceux-ci n'ont pas voulu imiter leurs collègues français et belges qui, en construisant la ligne de Pékin à Hankéou, avaient déjà jeté sur le même fleuve à plus de 300 kilomètres en amont un pont de 3.000 mètres. Au lieu d'employer comme ceux-ci des piles à vis, ils ont garni le lit du fleuve d'un terrain artificiel formé par des caissons de ciment qu'ils ont immergés et sur lesquels ils ont élevé la structure métallique du pont. En prévision des crues du fleuve Jaune, qui sont souvent terribles, on a donné à cet ouvrage d'art une longueur de 4.320 mètres. Il est constitué par sept arches dont la principale a un écartement de 200 mètres. On estime que le coût de ce pont revient à 12 millions et demi de francs.

Il est inutile d'insister sur les importantes conséquences économiques et même politiques que paraît appelé à avoir l'achèvement de la ligne Tientsin-Poukoou. On se rend compte que, reliant le bas Yangtseu avec le Nord de la Chine, elle met en communication Changhaï, la métropole commerciale, avec Pékin, la capitale politique. Du même coup Changhaï se trouve relié par un rail ininterrompu au Transmandchourien, au Transsibérien et à l'Europe. Au lieu des trente-

deux jours de navigation qu'il fallait compter jusqu'à présent pour aller de Paris à Changhaï, on peut espérer que les voyageurs pourront y arriver en dix-huit jours environ en empruntant la voie ferrée. En outre, au point de vue politique, l'achèvement de ce chemin de fer et sa mise en exploitation ne peuvent que contribuer à créer des liens nouveaux entre la Chine du Nord et celle du Sud en les rapprochant l'une de l'autre. Sa construction vient donc d'être achevée d'une façon très opportune à un moment où, plus que jamais, la Chine a besoin de facteurs susceptibles de créer une certaine fusion entre les éléments si confus et divers de cet immense pays et d'assurer à ses différentes parties un peu d'unité.

La situation en Mongolie, au Turkestan et au Tibet. — L'établissement du nouvel ordre de choses paraît s'être fait assez facilement en Mongolie. On n'a reçu aucune nouvelle de ce pays depuis un mois, et il semble que le gouvernement du grand lama d'Ourga, aidé par les Russes, s'établisse sans difficulté.

Par contre, les renseignements arrivés sur la situation dans le Turkestan prouvent qu'un désordre extrême y régnait au commencement de juin. Dans presque toutes les villes, le pouvoir n'est plus entre les mains des fonctionnaires chinois qui ont fui, mais bien entre celles d'une milice populaire. Tel est le cas entre autres centres de Yarkand et de Khotan. A Aksou, des troupes sont arrivées d'Ouroumtsi et ont rétabli l'ordre, mais partout ailleurs il n'y a plus aucune espèce de gouvernement, et on a annoncé qu'au milieu de juin, bien que cette nouvelle ne soit pas encore confirmée, que les Russes avaient fait entrer à Kachgar trois escadrons de Cosaques et deux compagnies d'infanterie.

Le dalaï-lama est reparti pour le Tibet et le *Times* publiait, le 25 juin, une dépêche où il dépeignait son départ comme s'étant fait au milieu d'un cortège singulièrement pittoresque. Le lama était porté dans une grande chaise dorée, il était suivi d'une grande procession de ministres et d'astrologues vêtus de jaune. Des musiques barbares animaient cette marche et derrière venait un grand nombre de mulets de charge portant toutes sortes d'objets d'origine indienne ou européenne achetés par le dalaï-lama, y compris le large tub en zinc de Sa Sainteté. Les Tibétains de l'escorte du dalaï-lama paraissaient enchantés d'échapper au climat de l'Inde et de rentrer sur leurs hauts plateaux. Il ne faut pas oublier, en effet, que depuis plus de deux ans, ils avaient dû passer l'Himalaya, puisque c'est au commencement de 1910 que le dalaï lama avait fui devant l'arrivée des troupes chinoises à Lhassa.

Aujourd'hui les Tibétains sont assez maîtres de la situation pour que le dalaï-lama puisse rentrer dans sa capitale. Aux dernières nouvelles, en effet, ils avaient obtenu des succès décisifs sur les troupes chinoises, à Gyangtse, Tchigatse et Lhassa, et même ils avaient réussi à chasser

la garnison chinoise de Nyarong, dans le Tibet oriental, et à réoccuper le district voisin. Si quelques Chinois tiennent encore dans un quartier de Lhassa, ce que semblaient indiquer les plus récentes nouvelles, on peut donc considérer que la plus grande partie du Tibet est maintenant délivrée des troupes chinoises et que le gouvernement de Pékin devra le reconquérir s'il veut reprendre la politique inaugurée à la fin du régime impérial et menée comme nous l'avons dit par Tchao Euh Fong. Il semble d'ailleurs que Lhassa ait beaucoup souffert des dernières batailles. On annonce, en effet, que la ville a été aux deux tiers détruite et que le Potala lui-même a été bombardé par les canons chinois, bien que ce sanctuaire principal du Tibet n'ait pas souffert trop gravement, dit-on, des coups qui lui ont été ainsi portés.

Questionné sur les droits du Japon et de la Russie en Mongolie et en Mandchourie et sur les significations qui avaient pu en être faites au gouvernement britannique et avoir été admises par ce dernier, sir Edward Grey a répondu le 11 juin à la Chambre des communes : « Des informations concernant les intérêts spéciaux revendiqués par les gouvernements russe et japonais respectivement en Mongolie et en Mandchourie peuvent se trouver dans certains traités, conventions et accords entre les gouvernements de la Chine, de la Russie et du Japon. Le gouvernement de Sa Majesté ne peut ajouter aucune information à celles que l'on peut trouver dans ces documents, mais je serai heureux de fournir à l'honorable membre la liste de ces documents s'il la désire. Je prie d'ailleurs l'honorable membre de se référer à l'article premier de la convention passée entre le Japon et la Russie, le 30 juillet 1907, qui fut communiqué au gouvernement de Sa Majesté. Nous reconnaissons que la Russie et le Japon ont certains intérêts spéciaux en Mongolie et en Mandchourie, à la condition que ces intérêts ne soient pas contraires au principe de la porte ouverte pour le commerce britannique. »

Les défenses allemandes de Tsing-tao.

— Nos lecteurs ont pu voir dans la grande presse quotidienne des comptes rendus du livre du général de Bernhardt sur la guerre moderne et dans lequel cet officier allemand considère la guerre comme une sorte de nécessité et de loi sainte pour son pays. Les déclarations du général de Bernhardt sur Tsing-tao ont fait moins de bruit et cependant elles méritent quelque attention, car elles démontrent l'extraordinaire état d'esprit qui règne chez certains Allemands, même des milieux dirigeants. Le général a récemment fait le tour du monde, et il a été frappé du manque de défenses de Tsing-tao. Il est convaincu que l'Angleterre est décidée à combattre par les armes toute extension réelle de la puissance allemande, et qu'elle compte être aidée dans cette tâche, en Extrême-Orient, par le Japon. Il raconte que l'an dernier, au moment où la crise d'Agadir était le plus aiguë, une flotte anglaise

parut au large de Tsing-tao, attendant seulement un signal de Londres pour se jeter sur le port allemand sans défense et faire amener le drapeau de l'empire. Depuis lors, dit le général, les relations anglo-allemandes n'ont marqué que peu d'améliorations et la révolution chinoise, dans laquelle il faut voir la main du Japon, a aggravé les dangers que court l'établissement allemand du Chantoung. D'autre part, la politique des sphères d'influence peut être adoptée définitivement pour mettre fin à l'anarchie qui risque de sortir de la Révolution chinoise : autant de raisons pour mettre la défense de Tsing-tao sur un pied tout nouveau.

Nous avons cru devoir citer cette opinion, car elle manifeste à la fois l'esprit extrêmement soupçonneux et inquiet des Allemands et aussi l'impérialisme singulier qui leur fait croire qu'ils pourraient au Chantoung résister à une attaque anglaise, ayant derrière elle toute la puissance japonaise dont le siège est à moins de deux jours de navigation de Tsing-tao.

Le projet du chemin de fer de Lang-tchéou. — Parlant à une séance de la Commission des affaires extérieures et coloniales, M. François Deloncle a déclaré que le contrat qui lie les six puissances du consortium ne laisse plus à la France aucun droit en ce qui concerne la construction du chemin de fer de la frontière du Tonkin à Lang-tchéou, au Kouang-si.

C'est une manière brouillonne de présenter les choses : le contrat du consortium n'est conclu que pour l'emprunt projeté de réorganisation et n'a rien à voir avec les droits acquis en matière de chemins de fer.

C'est pour d'autres raisons que nous aurons peine à réaliser l'accord conclu en 1900 entre une société française et le gouvernement chinois pour la construction de ce chemin de fer qui devait être prolongé jusqu'à Nanning, si la Chine était satisfaite du travail accompli. Il faudrait obtenir de Pékin la revision des conditions de l'accord qui n'étaient pas assez favorables pour permettre d'entreprendre l'établissement de cette voie ferrée. Il faudrait aussi surmonter les tendances antiétrangères qui règnent au Kouang-si comme dans tout le reste de la Chine... en admettant qu'il y ait intérêt à grever en quoi que ce soit le budget indochinois pour construire ce chemin de fer en Chine, ce qui ne nous paraît pas absolument démontré.

Le développement commercial et industriel de la Chine nouvelle. — Les derniers rapports des Douanes impériales maritimes chinoises pour l'année 1911 contiennent d'intéressantes statistiques. C'est ainsi qu'elles enregistrent pour le commerce extérieur un total de recettes de 36.179.825 haikouan-taëls, ce qui constitue le chiffre le plus élevé qui ait jamais été atteint, dépassant de près de 608.000 h.-t. le total de 1910. A la fin du mois de septembre, l'excédent sur les recettes de la même période

de l'année précédente n'atteignait pas moins de 2.400.000 h.-t., mais une baisse a eu lieu dans le dernier trimestre, par suite de la révolution.

L'ensemble des transactions du commerce extérieur s'est chiffré par 848.842.109 h.-t., total de plus de 5 millions de taëls supérieur à celui de 1910. Il convient d'attirer l'attention sur ce que cette augmentation résulte entièrement du fait des seules importations. Celles-ci, qui se montent à 571.503.943 h.-t., dépassent en effet d'environ 8 millions et demi de taëls le chiffre de 1910, tandis qu'au contraire les exportations (377.338.166 h.-t.) sont de près de 4 millions de taëls inférieures à celles de l'année précédente. Importations et exportations étaient d'ailleurs toutes deux en hausse avant le commencement des troubles révolutionnaires.

Ces chiffres paraissent être du plus heureux présage pour le développement commercial de la Chine nouvelle. Telle est d'ailleurs l'opinion de M. King, le directeur du Bureau de statistique. En les commentant, M. King est amené à estimer que, maintenant que la paix est rétablie et que l'ordre doit être peu à peu ramené, le commerce ne pourra manquer d'en ressentir les heureux effets dont Chinois et étrangers auront tous deux à profiter. Il exprime l'espoir que l'ère nouvelle marquera le développement de la prospérité de la Chine, prospérité qui fera croître celle du monde entier, car les ressources inexploitées de cet immense pays et sa puissance latente de consommation dépassent toute imagination.

La question de l'opium. — Nous avons signalé les questions qui étaient posées fréquemment à la Chambre des communes sur la violation par la Chine des engagements qu'elle avait pris envers l'Angleterre et qui l'obligeaient à supprimer à bref délai la culture du pavot, moyennant quoi le gouvernement britannique supprimait de son côté les ventes d'opium de l'Inde au gouvernement chinois. Depuis quelque temps en effet, ainsi que nous l'avons signalé, la culture du pavot a repris librement partout devant les autorités provinciales indifférentes ou impuissantes depuis la révolution et l'établissement du nouveau régime. Des questions analogues ont continué à être posées d'une façon de plus en plus fréquente à la Chambre des communes, par des députés désireux de défendre les intérêts de l'Inde qui sont sacrifiés pour rien dans cette circonstance. Le gouvernement britannique a répondu à plusieurs reprises qu'il avait donné l'ordre à son ministre à Pékin de notifier à la Chine les conséquences possibles de sa violation des accords relatifs à l'opium. Il est possible donc qu'une question surgisse à bref délai entre l'Angleterre et le gouvernement chinois et que, malgré son désir d'aider celui-ci à la réforme qui avait été entreprise à la fin du régime impérial, l'Angleterre renonce à réduire les cultures de l'Inde si la Chine ne se remet pas à exécuter sérieusement sa part de l'arrangement.

La future Assemblée nationale. — On annonce que le projet de loi électorale réglant les conditions dans lesquelles la future Assemblée nationale doit être élue, a été déposé et voté en première lecture par l'Assemblée consultative. Les députés doivent être élus pour quatre ans; chaque province élira dix représentants; les Chinois résidant à l'étranger pourront élire six députés. Cette dernière clause ne se trouve dans les lois d'aucun autre Etat et pourrait provoquer des difficultés entre la Chine et les pays sur le territoire desquels vivent les colons chinois appelés à bénéficier de ce droit insolite.

JAPON

Le prix du riz. — Le prix du riz s'est élevé au Japon de manière à causer de réelles souffrances à la population. Dans ces conditions le ministre de l'Agriculture et du Commerce, baron Makino, a rendu une ordonnance réduisant jusqu'au 31 octobre les droits sur les riz importés au minimum autorisé par la loi d'avril 1910. Ceci peut présenter un intérêt pratique pour l'Indochine française.

PERSE

La situation intérieure. — Deux événements l'ont marquée ce mois-ci : le départ du régent, la défaite du prétendant. Depuis longtemps déjà Nassir el Molk se préparait à quitter la Perse et la gravité des troubles causés par les levées d'armes de Mohamed Ali et de Salar ed Daouleh l'avaient décidé à ajourner sa décision. Aujourd'hui il a mis son projet à exécution et il a quitté Téhéran pour l'Europe en compagnie de sa femme et de sa fille. Cela veut-il dire qu'il ait l'intention de ne pas rentrer en Perse? Les avis sont partagés à ce sujet, mais dans l'intérêt même du gouvernement son retour serait désirable. En attendant, la crise ministérielle n'a pas encore reçu de solution et l'absence du chef se fait encore plus vivement sentir. Avant son départ le régent, pour répondre aux désirs de l'Angleterre et de la Russie, a nommé M. Mornard trésorier général avec des pouvoirs à peu près semblables à ceux conférés par le medjliss à M. Shuster. Il aura toutefois les mains libres en ce qui concerne les emprunts étrangers, bien que théoriquement il sera tenu d'agir de concert avec le cabinet pour les autres affaires fiscales. Comme pour la direction des douanes que conserve M. Mornard, le contrat est de cinq ans. Le nouveau trésorier général va appeler auprès de lui quelques-uns de ses compatriotes belges pour remplir diverses fonctions dans les services de la trésorerie, de la comptabilité générale et de la Cour des comptes.

Les troupes gouvernementales ont eu finalement raison du second prétendant. Salar ed Daoulhe,

après avoir essayé mais en vain de gagner à sa cause le vali de Poucht-i-koh, s'est réfugié en Arabistan pour négocier avec le cheikh de Mo-hammerah. Dans les premiers jours de juin les soldats du chah sont rentrés en maîtres dans la ville de Kermanschah. Même retour à l'ordre plus au Nord : Shoudja ed Daouleh a fait afficher sur les murs de Tebriz des proclamations où il déclare que les précautions ont été prises pour empêcher les actes de brigandage des Shahseven sur la route de Tebriz à Azdébil et invite les commerçants à reprendre les transports de marchandises interrompus.

A la frontière turco-persane. — Les travaux de la commission turco-persane chargée, comme nous l'avions annoncé, de délimiter les territoires contestés depuis la guerre de 1827 entre Souleimanié et Sahidjan n'ayant donné aucun résultat on a suspendu les réunions. Les délégués persans avaient proposé à la Turquie de prendre comme base de discussion les données du traité d'Erzeroum conclu par Derviche pacha qui avait primitivement établi les frontières. Cet instrument diplomatique a été un instrument de désaccord. La Turquie demanda en effet aux deux puissances intéressées à cette question, c'est-à-dire à l'Angleterre et à la Russie, d'en commenter l'esprit, et, après entente avec le gouvernement persan, ces deux puissances, par deux notes spéciales, donnèrent à la Porte les explications et assurances demandées. Les délégués persans refusèrent de reconnaître ces documents complémentaires. De part et d'autre on se montra intransigeant et on se sépara sans avoir pris de décision. Le tribunal de La Haye sera sans doute appelé à en prendre une, conformément aux déclarations contenues dans le dernier discours du trône lu à la Chambre des députés turque et celui prononcé à la Douma par M. Sazonof. En attendant, la question irritante pour la Russie est restée pendante : on ne manquera pas à Pétersbourg de l'exploiter contre Constantinople.

ASIE RUSSE

Les projets de chemins de fer. — La commission des chemins de fer vient d'arrêter un grand projet de constructions nouvelles qui ne porteraient pas sur moins de 27.550 verstes, soit environ 28.000 kilomètres. Parmi ces lignes celles qui intéressent l'Asie seraient des chemins de fer complétant dans la région de l'Oural l'amorce du Transsibérien.

Des chemins de fer nouveaux seraient créés dans le Turkestan où, comme nous le disons plus loin, on a l'intention de développer beaucoup la culture du coton.

En ce qui concerne la Transcaucasie, les communications entre Moscou et Tiflis vont pouvoir se faire par une voie beaucoup plus courte qui

traversera la chaîne du Caucase. La question du chemin de fer transcaucasien, qui était en suspens depuis si longtemps, vient en effet d'être tranchée par une décision du tsar de faire procéder le plus rapidement possible et aux frais de l'Etat, à la construction de cette voie ferrée. Le parcours entre Tiflis et la Russie centrale doit être réduit ainsi de 960 kilomètres. Ce sera un grand avantage pour le commerce. Mais on peut se demander si cette considération est la seule qui ait inspiré la décision du tsar, et si l'attention portée récemment par Saint-Petersbourg à la question de frontière turco-persane dont nous parlerons par ailleurs et à la situation générale de la Transcaucasie n'y est pas aussi pour quelque chose.

Des recherches géologiques, exécutées au cours de l'automne écoulé par des experts étrangers et russes au nom du gouvernement, ont établi la possibilité de relier Vladicaucase ou un point rapproché à Tiflis, par une voie ferrée de 190 kilomètres environ, comportant un tunnel de 23 kilomètres. Les dépenses sont évaluées approximativement à 40 millions de roubles. En prenant comme base la durée des travaux du Simplon, on compte livrer la ligne à l'exploitation dans huit ans.

Le coton au Turkestan. — Le ministre de l'Agriculture russe, M. Krivochéine, vient de faire une tournée d'inspection au Turkestan à la fin de laquelle il a déclaré qu'il serait possible d'affecter environ 3 millions de déciatines de terres à la culture du coton. Si l'on réussit, le Turkestan fournirait non seulement toute la consommation des filatures russes, mais encore pourrait prendre rang parmi les fournisseurs de l'Europe occidentale.

ASIE ANGLAISE

Les coulis hindous dans la Malaisie britannique. — 108.471 coulis provenant de l'Inde anglaise sont entrés dans la colonie au cours de l'année 1911, ce chiffre est supérieur d'environ 25.000 à celui de l'année précédente. On peut donc en conclure que les critiques formulées contre le service de l'immigration et le traitement des coulis, tant dans les plantations que pendant la traversée, ne sont pas entièrement justifiées.

Aucun de ces coulis n'est arrivé par engagement; un grand nombre sont des travailleurs libres, simplement bénéficiaires de billets de passage à prix réduit.

L'émigration se maintient, d'autre part, à un chiffre inférieur de 60.000 unités à celui de l'immigration. On peut donc en conclure facilement que la main-d'œuvre hindoue reste de plus en plus abondante en Malaisie anglaise.

Les installations de quarantaine ont pu malheureusement assurer difficilement la répartition de ce nombre formidable d'immigrants. Ce ser-

vice reste à améliorer dans le sens qu'indiquent dans toutes leurs réunions les Chambres de planteurs.

PHILIPPINES

Les journaux d'Extrême-Orient font état d'une information qui contredirait gravement les prévisions de l'article paru dans le Bulletin de mai. En voici le texte :

« M. William Jones, président du Comité des Affaires insulaires à la Chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique, a déposé un projet de loi par lequel l'indépendance complète serait accordée, provisoirement, aux îles Philippines, pendant une période de huit ans, du 4 juillet 1913 au 4 juillet 1921. A cette date, si l'essai que font les Etats-Unis se trouve concluant, si les îles ont prouvé qu'elles peuvent s'administrer par elles-mêmes, leur indépendance définitive sera déclarée et les troupes américaines quitteront l'archipel. Les Etats-Unis conserveront seulement les territoires, les eaux et les ancrages nécessaires à leurs besoins propres ainsi que les stations de câbles. »

Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance de cette expérience. Aucune des nations européennes ayant des intérêts en Extrême-Orient ne pourra se dispenser d'en suivre attentivement les diverses phases. Il y aurait là un encouragement singulièrement fort pour certaines tendances et qui pourrait avoir des conséquences sérieuses pour certaines possessions européennes, notamment les Indes néerlandaises où la question des aspirations des métis se pose si nettement.

Reste à savoir, il est vrai, si le projet de loi de M. William Jones a la moindre chance d'être adopté, et il faut noter que si on s'en occupe en Extrême-Orient le silence de la presse occidentale et notamment de la presse anglaise sur cette initiative paraît montrer que dans les milieux où on est le plus apte à l'apprécier on la considère un peu comme une fantaisie sans lendemain.

NOMINATIONS OFFICIELLES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Chilhaud-Dumaine est nommé ambassadeur à Vienne ;
M. de Marcilly, consul général, est nommé à Varsovie ;
M. Brouzet, vice-consul, est nommé à la Vera-Cruz ;
M. Boudet, consul, est nommé à Las-Palmas ;
M. Dupas, consul, est nommé à Rio de Janeiro ;
M. Ganderax, ministre plénipotent., est nommé à Luxembourg ;
M. Blanchard de Farges, ministre plénipotent., est nommé président de la délégation française à la commission des Pyrénées ;
M. Birlé, consul, est nommé à Saint-Paul ;
M. Aynard, ministre plénipotent., est nommé à Cettigne ;
M. Cruchon-Dupeyrat est nommé chef du bureau du Maroc au ministère ;
M. de Beaumarchais, secrét. d'ambass., est nommé sous-chef du bureau du Maroc ;

M. Gaillard-Lacombe est nommé attaché à la direction des affaires politiques ;

M. de Salignac-Fénelon, secrét. d'ambassade, est placé à Rio de Janeiro ;

M. Chaussou, consul, est nommé à Valparaiso ;

M. Leriche, consul, est chargé du vice-consulat de Mersina et Tarsous ;

M. Barré de Lancy, consul, est nommé à Rabat ;

M. Doucet est nommé ministre plénipotent. ;

M. Martin est nommé ministre plénipotent. ;

M. Malpertuy, consul, est nommé à Valence ;

M. Tinayre, consul, est nommé à Valparaiso ;

M. Lambot de Fougères, consul, est chargé du vice-consulat de Venise ;

M. de Fayet de la Tour, vice-consul, est nommé à Bourgas ;

M. Roux, vice-consul, est nommé à Hodeidah ;

M. Corbin, secrét. d'ambassade, est nommé attaché au cabinet du ministre ;

M. Malzac est nommé interprète au consulat de Casablanca ;

MM. Rouillé, Cosme, Barois, de Dampierre, Deleus et Renom de la Baume sont nommés secrét. d'ambassade ; MM. Guillouet et Barde sont nommés élèves-consuls ;

M. de Margerie, ministre plénipotent., est chargé de la sous-direction d'Europe, d'Afrique et d'Orient ;

M. Conty est nommé ministre plénipotent. à Pékin ;

M. Martin, ministre plénipotent., est nommé sous-direct. des affaires de chancellerie ;

M. Bonfort, consul de 1^{re} cl., est nommé à Madrid ;

M. Maugras est nommé secrét. d'ambassade.

Sont nommés secrét. d'ambassade : MM. de Percin, à Constantinople ; du Perron de Revel, à Fez ; Thierry, à Londres ; Tripier, à Madrid ; Fournes, au cabinet du ministre ; de Sartiges, à Saint-Petersbourg ; Barbier-Lalobe de Felcourt, à Londres.

M. Maurouard est nommé ministre plénipotent. à Lima ;

M. Carteron est nommé consul suppléant au Caire ;

M. Ribot, secrét. d'ambassade, est nommé à Vienne ;

M. Vieugé, secrét. d'ambassade, est nommé à Madrid.

MINISTÈRE DES FINANCES

M. de Kératry, conseiller référendaire de 1^{re} cl., est nommé direct. du contrôle financier de l'Indochine.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Troupes coloniales.

INFANTERIE

Annam-Tonkin. — MM. le *lieut.-colonel* Landouzy et le *lieut.* Béguin sont désig. pour le Tonkin.

Cochinchine. — MM. le *chef de bataill.* Dominé ; les *lieut.* Médan, Brunet et Chauvet et le *sous-lieut.* Camus sont désig. pour la Cochinchine.

ARTILLERIE

Annam-Tonkin. — M. le *lieut.* Chapelain est désig. pour le Tonkin.

Cochinchine. — M. le *colonel* Ruault est nommé directeur d'artillerie en Cochinchine ;

M. le *chef d'escad.* Giraud ; le *capit.* Le Meut et le *sous-lieut.* Le Gall sont désig. pour la Cochinchine.

CORPS DE L'INTENDANCE

Annam-Tonkin. — M. le *sous-intendant* Baron est désig. pour le Tonkin.

MINISTÈRE DE LA MARINE

ÉTAT-MAJOR DE LA FLOTTE

Cochinchine. — M. le *lieut. de vaiss.* Guyader est désig. pour commander un torpilleur à Saigon.

Extrême-Orient. — M. Menigoz, *enseig. de vaiss. de 1^{re} cl.*, est désig. pour la *Décidée* ;

M. Guyot d'Asnières de Salins, *enseigne de vaiss. de 2^e cl.*, est désig. pour la *Manche* ;

M. Lecadet, *lieut. de vaiss.*, est nommé au command. de la *Vigilante*.

SERVICE HYDROGRAPHIQUE

Indochine. — M. Cathenod, *ingénieur hydrographe*, est désig. pour la *Manche*.

MINISTÈRE DES COLONIES

M. Stang, conseiller privé suppléant de la Cochinchine, a été nommé délégué titulaire du conseil privé au conseil colonial pour une période de quatre ans, et M. Garriguenc, conseiller privé suppléant de la Cochinchine, a été nommé pour l'année 1912 délégué suppléant du conseil privé au conseil colonial;

M. Géraud est nommé secrét. général des Etablissements de l'Océanie;

M. Peyrouton, rédacteur au ministère, est désig. pour les Etablissements de l'Océanie;

M. Lévy (Gaston) est nommé inspecteur adjoint des colonies;

M. Woelffel, capitaine d'infant. coloniale, est nommé administrateur des colonies.

Bibliographie

ANNONCES DE LIVRES NOUVEAUX (1)

Histoire des Arabes, par CLÉMENT HUART, consul de France, premier secrétaire interprète du gouvernement, professeur à l'Ecole des Langues orientales vivantes, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes. Chez Paul Geuthner, libraire, Paris, 13, rue Jacob. Deux volumes, brochés, 20 francs.

Le premier volume vient de paraître. Cet ouvrage comblera une lacune notoire, car, depuis l'*Histoire des Arabes* de L.-A. Sédillot (1854) et *La Civilisation des Arabes* de Le Bon (1883), aucun auteur n'a traité ce sujet dans son ensemble.

Voici, d'après la préface de l'auteur, les grandes lignes de son travail.

« L'*Histoire des Arabes* comprend l'histoire de la péninsule arabique avant Mahomet et ses successeurs immédiats, et celle des Etats musulmans de langue arabe; elle laisse en dehors de son domaine les provinces de langue arabe conquises au x^ve et xvi^e siècle par les Ottomans, mais elle s'occupe de celles qui ont conservé leur indépendance jusqu'à nos jours, telles que l'Oman et le Maroc.

« Cette histoire a été complètement renouvelée, surtout pour les périodes anciennes, par les travaux qu'une foule de chercheurs ingénieux et sagaces ont multipliés ces derniers temps. Les grandes publications de textes arabes ont fourni des matériaux de tout premier ordre au moyen desquels on a essayé d'approfondir l'étude des événements qui forment l'histoire des Arabes. »

L'auteur a voulu faire un manuel destiné au grand public cultivé et il y a pleinement réussi. Son exposé nourri, son style coloré et clair, les détails intéressants et précis qu'il donne, l'impartialité de ce travail en font un guide précieux, non seulement pour l'étude du passé, mais pour l'appréciation des faits actuels et la prévision de l'avenir.

Aujourd'hui, où les affaires du Maroc, de la Tripolitaine et de la Bosnie tiennent en haleine l'Europe entière, notre livre vient au bon moment.

COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

Le Régime douanier de l'Indochine, par RENÉ FERRY.
1 volume, chez Larose.

M. René Ferry vient de consacrer au régime douanier de l'Indochine une importante étude qui vaut autant par le soin qu'il a mis à recueillir et à analyser les principaux documents, livres, articles, rapports officiels, etc., déjà publiés sur ce problème, que par la science avec laquelle il recherche lui-même la solution la plus favorable à la fois aux intérêts métropolitains et indochinois.

Nous voudrions pouvoir donner ici une analyse complète de cet intéressant ouvrage qui fixe définitivement

(1) Les livres à annoncer doivent être envoyés à M. Robert de Caix, 15, avenue de Tourville.

une question si vivement débattue, mais dans l'impossibilité d'en citer toutes les parties, nous croyons surtout utile de signaler le régime préconisé par M. Ferry.

En ce qui concerne le traitement à appliquer aux marchandises françaises, coloniales et étrangères à leur entrée en Indochine, M. Ferry pense qu'il faudrait tout d'abord procéder à une revision minutieuse des articles du tarif et que l'on devrait s'efforcer de réduire le plus possible les droits frappant les produits n'ayant pas de similaires dans la métropole ou ceux que la métropole n'a aucun intérêt à y envoyer en raison de leur peu de valeur ou du prix élevé des transports. Il y aurait lieu également de tenir compte dans les nouveaux tarifs à instituer des besoins particuliers du commerce et de l'industrie de l'Indochine, notre colonie ayant aujourd'hui des intérêts qu'il est aussi important de protéger contre la concurrence étrangère que ceux de la métropole. Il faut — ce que l'on n'a pas fait jusqu'à maintenant — se préoccuper de la situation du commerce français sur le marché indochinois. Si, pour un article déterminé, la France n'en produit qu'une proportion minime, « il sera naturel, dit M. Ferry, que des tarifs protecteurs suffisamment élevés protègent l'industrie française contre les entreprises étrangères. Si, au contraire, la France est maîtresse du marché comme le cas s'en présente pour plusieurs articles de consommation courante, nous estimons qu'il serait avantageux pour le consommateur indochinois qu'on abaissât dans des proportions convenables les droits à l'importation. Sous l'influence de la concurrence étrangère désormais possible, les fournisseurs métropolitains seraient amenés à diminuer leurs prix de vente, le coût de la vie deviendrait par suite moins élevé et l'indigène en bénéficierait directement ».

En ce qui concerne le traitement applicable aux marchandises indochinoises à l'entrée en France, M. Ferry pense que les principes en vigueur à l'heure actuelle pourraient être maintenus dans leur ensemble sous réserve de quelques modifications concernant les poivres et les thés. Pour les droits de sortie et de transit, il déclare que leur suppression complète a été sérieusement envisagée et qu'il semble bien que c'est la solution qui, dans un avenir prochain, finira par prévaloir.

En définitive, après avoir démontré que le régime de 1892, qui pèse d'une lourde charge sur l'Indochine, n'a pourtant pas favorisé le commerce métropolitain, celui-ci n'ayant pas réussi à prendre sur le marché indochinois une place prépondérante, M. Ferry pense que tout en conservant les principes d'assimilation posés en 1892, il serait bon d'emprunter à la théorie de la personnalité douanière un certain nombre d'idées essentielles.

PIERRE DASSIER.

SOMMAIRES DES REVUES DU MOIS

Revue des Français (25 juin 1912). — BIAUD D'AUNET : Ce qui se passe dans le monde. — PIERRE BAUDIN : L'évolution de l'esprit français. — Dr F. DE RANSE : Paris pendant le siège, souvenirs d'un médecin. — ALICE FORTIER : Le souvenir français en Louisiane. — MARYLE MARKOVITCH : La vie des femmes au Maroc. — ALFRED DE TARDE : La vie littéraire; l'enfant. — DANIEL ZOLLA : L'accaparement du sol (25^e lettre aux propriétaires ruraux). — X. Y. Z. : Bibliographie et Revue des Revues. — GÉRARD HARRY : Maurice Maeterlinck et Georgette Leblanc. — Le petit mois.

Questions Diplomatiques et Coloniales (1^{er} juin 1912). — RENÉ HENRY : La dictature en Croatie. L'Autriche-Hongrie vue d'Agram. — JACQUES DOROBANTZ : Les fortifications du Bosphore. — (16 juin 1912.) PIERRE CHASLES : L'œuvre de la troisième Douma et la situation politique de la Russie. — La guerre italo-turque.

Le Gérant : A. MARTIAL.